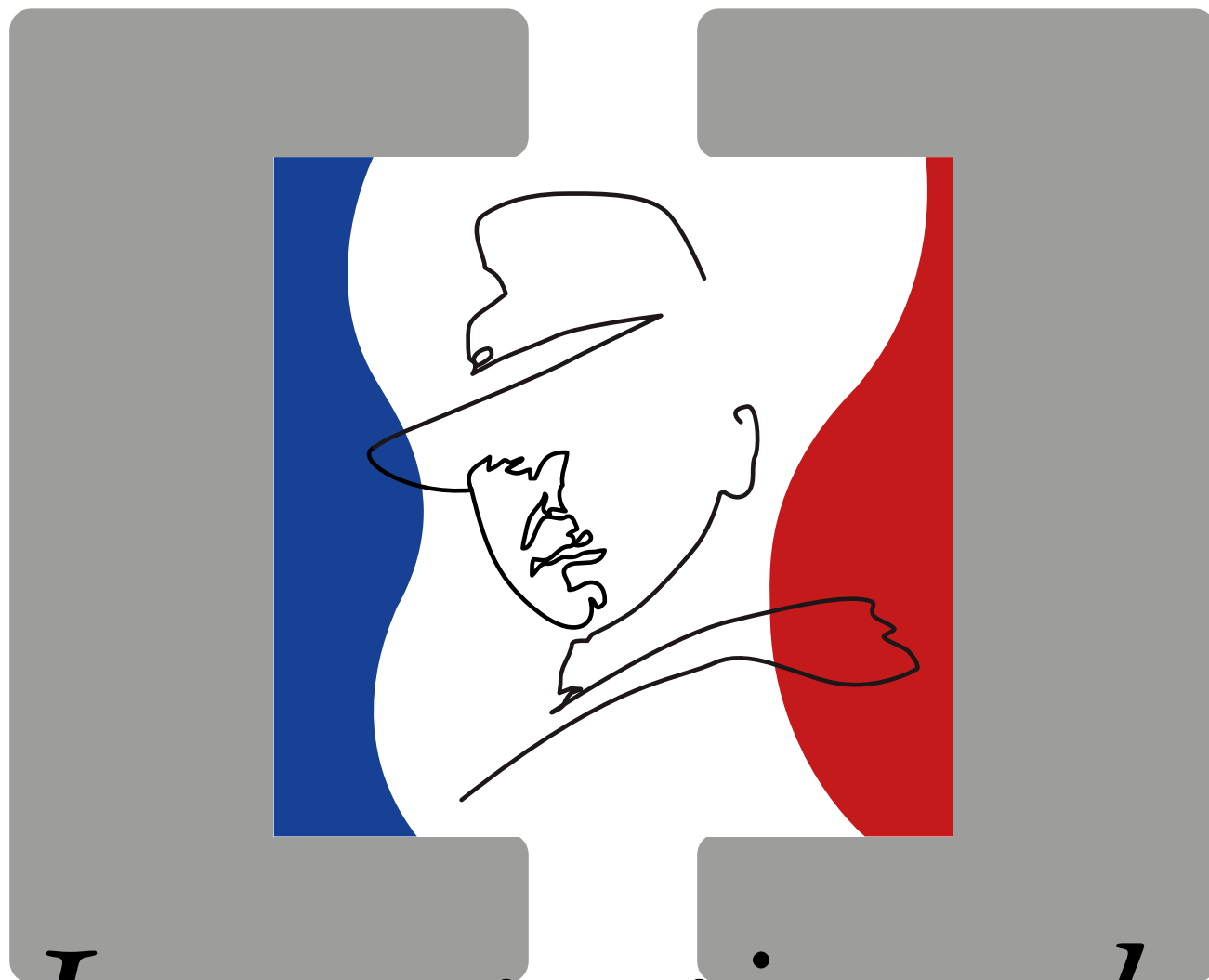




Les entretiens de
CALUIRE ET CUIRE
JEAN MOULIN

29 septembre - 30 septembre 2023 • «ENGAGEZ-VOUS !»

VENDREDI 29 SEPTEMBRE

Allocutions d'ouverture P6

Robert THEVENOT P7

Philippe COCHET P9

ENGAGEMENT, COURAGE ET DÉMOCRATIE

Conférence P12

Cynthia FLEURY

L'ENGAGEMENT MILITAIRE : UNE CERTAINE IDÉE DU COURAGE

Conférence P25

Benjamin DOUTEAU

LA VOIE DU MILITANTISME : REMISE EN CAUSE ET RENOUVEAU

Conférence P37

Jean-Claude MAILLY

TABLE RONDE : TÉMOIGNAGES : S'ENGAGER, POUR QUOI ?

..... P48

Sylvie ALTAR, Latifa IBN ZIATEN, Fabien LAFARGE, Rose-Marie LUCOTTE

ÉCHANGE

..... P67

Jean-Claude MAILLY et Benjamin DOUTEAU



SAMEDI 30 SEPTEMBRE



ALLIER COMBAT SOCIAL ET COMBAT ÉCOLOGIQUE : UN ENGAGEMENT RADICAL DANS LE MONDE ÉCONOMIQUE

Conférence..... P72
Maud SARDA

L'HUMAIN DANS LE VIVANT

Conférence..... P84
Gilles BOEUF

INTERVENTION DES JEUNES DU SERVICE CIVIQUE

..... P92

TABLE RONDE ASSOCIATIVE

..... P96
Yassin DEGHACHE, Florent GOUBIER, Flora MAZARICO et Nicolas VINCENT

CLÔTURE

..... P109
Gilles BOEUF et Maud SARDA



ALLOCUTIONS D'OUVERTURE

Paul SATIS : Bonjour à tous. Merci beaucoup d'être là ce matin, bienvenue à tous pour cette journée et demie de débat qui s'annonce assez passionnante. C'est déjà la 8e édition des Entretiens de Caluire et Cuire - Jean Moulin. Le thème retenu cette année est « Engagez-vous », une jolie thématique qui va nous permettre de parler de beaucoup de choses. Je me présente rapidement, je suis Paul Satis, je suis journaliste à la télévision régionale publique. C'est la 2e fois que j'ai le plaisir de vous accompagner pour ces Entretiens.

Après la question des légitimités que nous avons abordée l'année dernière, voici maintenant celle de l'engagement. « Engagez-vous », d'accord, mais à quoi ? Pour quoi ? Pour qui ? Nous allons en parler pendant ces deux jours avec de nombreux intervenants. Comme toujours dans ces Entretiens, nous aurons de grands noms de la vie intellectuelle, de la philosophie qui vont nous rejoindre comme Cynthia Fleury dans un instant ou Gilles Bœuf lors d'une visioconférence que nous aurons demain. Il y a aussi ceux qui sont acteurs de la vie citoyenne qui ont consacré leur vie à l'engagement, que ce soit pour leur pays, pour des idées, des militaires, syndicalistes, associatifs ou encore humanitaires. Cet après-midi, nous entendrons notamment Benjamin Douteau, officier de la marine nationale, qui a écrit un ouvrage sur le courage. Jean-Claude Mailly qui est l'ancien secrétaire général de Force ouvrière dont l'engagement l'a amené à avoir de nombreux combats, et des personnes qui s'engagent très fortement pour la laïcité comme Latifa Ibn Ziaten, la fondatrice de l'association Imad qui est déjà ici et qui parlera avec nous cet après-midi. S'engager pour l'environnement aussi avec Rose-May Lucotte, la fondatrice de ChangeNOW, cette grande rencontre des entreprises qui veulent s'engager un peu plus pour l'environnement. Nous entendrons beaucoup de citoyens engagés demain, des citoyens de Caluire et Cuire et notamment des jeunes, même très jeunes qui viendront parler devant vous.

« Engagez-vous, qu'ils disaient, rengagez-vous », c'est le Légionnaire dans Astérix, vous connaissez. Nous nous engageons quant à nous à deux jours de rencontres et de débats passionnants auxquels vous êtes bien sûr invités à participer, puisqu'il ne s'agit pas que de nous écouter. Vous pouvez bien sûr interroger publiquement, ici dans la salle, les intervenants. Vous aurez aussi la possibilité de rencontrer l'ensemble des intervenants qui défilent derrière ce micro et ensuite dans l'atrium avec la librairie Gibert-Joseph.

Je vais maintenant la parole au premier intervenant de cette matinée, Robert Thévenot, adjoint chargé de la citoyenneté et des affaires générales. Il est surtout le fondateur de ces Entretiens de Caluire et Cuire - Jean Moulin. Robert, c'est à vous.

Allocution de Robert THÉVENOT, Adjoint à la citoyenneté

Monsieur le Maire de Caluire, Mesdames Messieurs les conférenciers,
Mesdames, Messieurs,

Nous nous retrouvons aujourd'hui à Caluire pour cette huitième édition des Entretiens Jean Moulin placée sous une injonction : « Engagez-vous » !
C'est en hommage à Jean Moulin, dont monsieur le Maire évoquera l'engagement et le sacrifice ultime dans un instant, que nous avons choisi ce thème. Mais c'est aussi parce que l'engagement, et le courage qui le sous-tend, permettent de résister à la perte de sens et des valeurs dans notre société consumériste.
S'engager aujourd'hui, c'est un acte volontariste qui peut s'exercer pour des causes et dans des voies différentes.

Nous avons retenu quatre thèmes sur lesquels interviendront nos conférencières et conférenciers aujourd'hui et demain. Mais dès hier soir, sur la scène du Radiant, l'engagement a été illustré par l'exemple de ces « *Femmes qui ont réveillé la France* » ; merci à Valérie Bochenek et Jean-Louis Debré de leur performance !

Ce matin, nous avons donné carte blanche à Cynthia Fleury qui nous fait le plaisir de revenir à Caluire après avoir été présente dès la deuxième édition des Entretiens.
Son dernier ouvrage publié traite de la dignité ; elle nous parlera d'engagement, de courage et de démocratie.

Cet après-midi, deux exemples d'engagement seront abordés : d'abord l'engagement militaire. Rappelons-nous que « s'engager » a longtemps voulu dire pour un jeune « devenir soldat ». Benjamin Douteau, officier de marine affecté à l'état major des armées, a publié au printemps « *Anatomie du courage* », et évoquera ce qui signifie le courage dans l'engagement militaire.

Ensuite, Jean-Claude Mailly, secrétaire général de Force ouvrière durant 14 ans, évoquera la voie du militantisme social et la remise en cause mais aussi le renouveau de l'engagement syndical.

Ils se retrouveront pour comparer leurs engagements dans un débat, qui fera suite à une table ronde « partage d'expériences » où interviendront Sylvie Altar, Latifa Ibn Ziaten, Rose-May Lucotte et Fabien Lafarge.

Samedi matin, ce sont deux formes d'engagement différentes qui seront à l'honneur.

L'engagement humanitaire dont parlera Maud Sarda, cofondatrice et directrice du label Emmaüs. Le thème de son propos « allier combat social et combat écologique : un engagement radical dans le monde économique ».





Gilles Boeuf, océanographe, biologiste marin et ancien président du Muséum d'Histoire Naturelle, nous alertera sur le fait que notre préoccupation vis à vis du vivant doit être essentielle : il est évident pour lui que notre système économique construit sur la surexploitation du vivant court à sa perte, l'humain suivra le vivant dans son effondrement.

Notre habituelle table ronde avec les acteurs de la démocratie locale suivra ces interventions. Maud Sarda et Gilles Boeuf débattront ensuite ensemble pour clore ces Entretiens.

Merci à tous les participants de leur concours et de nous faire confiance en venant à Caluire ; merci à Victor Bosch et ses équipes de nous accueillir. Merci à Paul Satis, qui nous aidera à faire vivre ces Entretiens. Nous avons préparé ces Entretiens avec Bernard Agarini ainsi que Claire, Emmanuelle, Deliah, Pierre-Marie, toujours disponibles et efficaces.

Je terminerai en vous délivrant un message : Michel Onfray, qui nous a fait l'amitié de participer aux Entretiens il y a deux ans, m'a adressé un petit mot d'encouragement pour cette édition. Je l'ai remercié et j'ai pris la liberté de lui demander (dans un rapide échange de textos !) ce qu'est pour lui l'engagement. Voici sa réponse : « *L'engagement est pour moi l'obligation qu'il y a à ne pas ajouter de mal aux maux du monde et à faire concrètement le nécessaire pour cela.* »

C'est une invitation, en quelque sorte, à agir pour réparer les maux du monde ; en étant ici aujourd'hui autour des conférencières et conférenciers qui s'y sont employés, chacune et chacun à leur façon, vous y participez tous un peu.

Sur ce message d'espoir, je vous remercie et vous souhaite deux belles journées à Caluire.



Allocution de Philippe Cochet, Maire de Caluire et Cuire

Mesdames, Messieurs les élus,
Mesdames, Messieurs les conférenciers,
Mesdames, Messieurs,
Chers Amis,

Permettez-moi tout d'abord de vous souhaiter à toutes et à tous la bienvenue au Radiant-Bellevue pour cette 8^e édition des Entretiens de Caluire et Cuire – Jean Moulin. Oui, déjà la 8^e édition !

C'est chaque fois avec beaucoup de plaisir et non sans une certaine émotion que mon collègue Robert Thévenot, adjoint à la citoyenneté, et moi-même nous retrouvons ici devant vous pour introduire ce rendez-vous devenu incontournable pour beaucoup de monde.

Cette année, les Entretiens de Caluire et Cuire – Jean Moulin revêtent un caractère particulier. Ils s'inscrivent en effet presque comme un point d'orgue dans une année que nous avons souhaité dédier à la commémoration des 80 ans de l'arrestation de Jean Moulin, à Caluire et Cuire, dans la Maison du Docteur Dugoujon.

Cette année riche, au cours de laquelle nous avons tenu à travers plusieurs événements d'importance à nous souvenir, à honorer et à rendre hommage à celui qui un jour de juin 1940 fit le choix de résister tandis qu'on lui ordonnait de collaborer.

Comme vous le savez, l'essence même de ces entretiens, depuis leur création, est d'interroger nos valeurs, de les nourrir à travers des apports théoriques mais également des témoignages, des histoires de vie, des échanges, des tables rondes, des entretiens croisés... de montrer que loin d'être désuètes, ces valeurs nous guident au quotidien, à 80 ans, comme à 20 ans.

Lors des sept précédentes éditions, nous avons ainsi abordé les valeurs fondatrices de notre République, qui, je vous le rappelle, sont inscrites depuis le 14 juillet 1880 sur le fronton de nos édifices publics : Liberté, Egalité, Fraternité. La Laïcité, la Citoyenneté, la Démocratie, et, l'année passée, la Légitimité, ont également été au cœur de ces Entretiens.

C'est donc presque comme une suite logique voire une évidence que nous avons décidé de placer cette 8e édition sous le thème de l'Engagement au service de la vie démocratique.

L'engagement de Jean Moulin, et celui de milliers d'hommes et de femmes, illustres ou anonymes, qui se sont battus à ses côtés, est exemplaire.



Qu'est-ce qui, en dehors du courage, a conduit Jean Moulin à s'engager sur la voie de la résistance, à s'engager aux côtés du Général de Gaulle qui refusait la défaite, plutôt que de suivre le Maréchal Pétain qui avait renié la République française et ses valeurs auxquelles il avait substitué la devise « travail-famille-patrie » ?

Qu'est-ce qui aujourd'hui, alors que la diversité des moyens d'expression ouvre une voie royale à la protestation, à la revendication et à la logorrhée, des hommes et des femmes de tous âges passent du côté de ceux qui s'engagent quand d'autres se cantonnent à faire du bruit ? A quel moment l'individualisme cède-t-il la place au collectif ?

Qu'il soit associatif, professionnel, syndical ou militaire, l'engagement trouve son expression dans de multiples domaines et au service de nombreuses causes.

Les intervenants qui nous font l'honneur de participer à cette 8e édition et que je tiens à remercier vivement pour leur participation, viennent cette année encore d'horizons variés. Ils sont issus du monde associatif, philosophes, militaires, entrepreneurs, enseignants, biologistes, musiciens, travailleurs sociaux, historiens, syndicalistes, lycéens... Ils militent pour la préservation de la biodiversité, ils défendent les droits humains, ils réclament plus d'égalité, de fraternité ou de liberté...

Gageons que leur éclairage et leur expérience de terrain, nous donnent l'occasion de mettre des visages sur les citoyens engagés d'aujourd'hui, leurs leitmotivs, le sens qu'ils donnent au mot engagement.

Avant de conclure, je souhaiterais saluer nos partenaires qui nous accompagnent fidèlement dans la conception et l'organisation de ces Entretiens : la Région Auvergne-Rhône-Alpes, le Centre national de la fonction publique territoriale, Sciences Po Lyon, Philosophie magazine, la librairie Gibert-Joseph, et bien entendu le Radiant-Bellevue. Un grand merci à Victor Bosch et à son équipe qui mettent tout en œuvre pour nous accueillir dans d'excellentes conditions.

Je tiens également à remercier Robert Thévenot qui, depuis 8 ans porte ces Entretiens et en a cette fois encore élaboré un plateau remarquable, avec Bernard Agarini, Directeur général des services municipaux et toute son équipe.

Un dernier mot pour vous annoncer un projet qui nous tient à cœur en direction des jeunes Caluirards, citoyens en devenir et qui sera concrétisé 2024 : le « concours d'éloquence de la Ville de Caluire et Cuire ». C'est une initiative qui nous semble en effet particulièrement intéressante et formatrice en ce

qu'elle est une excellente préparation à la prise de parole devant une assemblée, ce qui de nos jours est devenu un pré-requis incontournable pour qui souhaite prendre part au débat public. Nous vous en dévoilerons plus prochainement.

Pour l'heure, je déclare ouverts ces 8^e Entretiens de Caluire et Cuire – Jean Moulin « Engagez-vous » !

Paul SATIS : Merci beaucoup, Philippe Cochet, maire de Caluire et Cuire. Puisque vous avez déclaré ouverts ces Entretiens de Caluire et Cuire - Jean Moulin, nous allons les ouvrir avec notre première intervenante. Je vais donc demander à Cynthia Fleury de bien vouloir nous rejoindre.

Merci beaucoup d'être là, Cynthia Fleury, pour cette conférence inaugurale. Vous êtes philosophe, vous êtes psychanalyste, professeure au conservatoire national des arts et métiers, vous avez la chaire humanité et santé, vous avez surtout une chaire de philosophie à l'hôpital qui est quasiment unique au monde. C'est cela ?

Cynthia FLEURY : Elle n'est plus unique aujourd'hui puisqu'elle a plein d'antennes. Je pense que nous faisons partie des pionniers du fait d'avoir installé la philosophie comme une antenne hospitalière. Je pense que c'est cela, l'important.

Paul SATIS : Vous êtes titulaire de la chaire de philosophie à l'hôpital au sein du GHU de Paris psychiatrie et neurosciences et bien sûr, il faut le rappeler, vous êtes autrice de nombreux ouvrages. Le dernier s'appelle *La clinique de la dignité* et est sorti il y a quelques semaines. Nous en parlerons tout à l'heure, si vous le souhaitez. Nous vous connaissons aussi pour d'autres ouvrages qui sont vraiment nombreux comme *La fin du courage*, Robert Thévenot parlait de courage tout à l'heure et c'est très lié avec cette notion de l'engagement, la fin du courage, la reconquête d'une vertu démocratique, que vous aviez publié il y a quelques années chez Fayard.



CONFÉRENCE : «Engagement, courage et démocratie»

Cynthia FLEURY est philosophe, psychanalyste, professeure titulaire de la Chaire « Humanités et Santé » au Conservatoire national des arts et métiers (Cnam), professeure associée à l'École des Mines (PSL/Mines-Paristech) et titulaire de la Chaire de Philosophie du GHU Paris psychiatrie & neurosciences.

Cynthia FLEURY : Merci, je suis très heureuse de revenir. J'avais eu la chance d'être ici au 2^e grand Entretien autour de la question de la liberté. Je suis heureuse de pouvoir à nouveau, d'une certaine manière, tisser le rhizome citoyen parce que chaque année, on ajoute un peu une racine. Cette année, après la légitimité et après la liberté, c'est effectivement la notion d'engagement. Je parle d'un rhizome car malgré tout, tout cela se nourrit et fait écho et en même temps, je pense que c'est à la fois notre tissu théorique, conceptuel commun, mais c'est aussi notre tissu solidaire. C'est une manière de faire. Je trouve très important de rappeler à quel point les humanités avec un « s », les concepts, les savoirs, les grands principes nous constituent, mais à un moment donné, et c'est ce dont nous allons parler aujourd'hui avec un auteur que j'affectionne particulièrement, qui est Jankélévitch, à un moment donné, si ces grands principes viennent s'incarner, s'ils viennent justement « sédimenter » nos corps, c'est quand même un peu mieux.

Trois grandes parties aujourd'hui : revenir sur Jankélévitch qui est pour moi archétypal d'un philosophe de l'engagement et expliquer comment il pense sa philosophie de l'engagement. Jankélévitch est très intéressant parce qu'il fait le pont entre une figure type Jean Moulin, qui est une figure extraordinaire de l'engagement dans un contexte historique, dans un contexte de réel, de la mort, très puissant, et Jankélévitch a été un résistant. Il fait le pont avec un engagement de la continuité qui est un engagement en temps de paix comme on pourrait aujourd'hui l'avoir même si nous avons vu à quel point ces paix sont fragiles et que de toute façon, la paix qui existe à un endroit est de toute façon bouleversée par quantités d'autres endroits en guerre. Nous voyons très bien que de manière géographique, mais pas que géographique bien sûr, il y a un continuum très proche, une frontière très fine entre l'extraordinaire et l'ordinaire. Nous le voyons d'ailleurs, il y avait une citation, ce passage entre l'ordinaire et l'extraordinaire, personne ne peut tellement l'anticiper. Il surgit, cela s'appelle le « Kairos ». Jankélévitch est un penseur de cet instant où ça bascule, où quelque chose fait histoire. En fait,





«Je suis heureuse de pouvoir à nouveau, d'une certaine manière, tisser le rhizome citoyen»

pour que quelque chose fasse histoire, il faut qu'à d'autres moments, quantités d'autres aient construit ces conditions d'émergence de l'histoire. Malgré tout, l'ordinaire de chacun d'entre nous participe à l'extraordinaire.

Ce tissage est extrêmement bien raconté par Jankélévitch et indépendamment d'être raconté, ce qui est important – le récit, la parole, le discours, nous y reviendrons, la place de la parole dans la démocratie – est ce que Jankélévitch a résolument incarné par sa vie, par son vécu. Dans un premier temps donc, Jankélévitch, et bien entendu la question du courage, la question de ce qu'il appelait l'irremplaçabilité, j'ai moi-même fait un livre à partir de ce thème qui s'appelle *Les irremplaçables*, comme quoi nous sommes irremplaçables, et cela n'a rien à avoir avec un délire mégalomane, mais avec un devoir de responsabilité, ce qui est très différent. « Cette chose qu'il faut faire », dit Jankélévitch, « c'est à moi de la faire ». Voilà ce qu'est être irremplaçable, je ne peux pas déléguer à autrui la patate chaude et à un moment donné, je suis là et j'assume, c'est très lévinassien, j'assume ce qu'il y a à assumer, sans d'ailleurs trop savoir toujours ce qu'il y a à assumer. Nous reviendrons donc un peu conceptuellement sur cette différence, pas trop longtemps je vous le promets, entre ce qu'il appelle la quiddité et la quoddité. Le « quod », le « quoi », et le « quid », le « qui ». Nous y reviendrons un instant, je sais que vous êtes des philosophes patentés et que vous avez totalement envie de savoir la spécificité de la quiddité et la spécificité de la quoddité. C'est une très jolie idée que je voudrais vous expliquer un instant parce qu'elle est parfois un peu contre-intuitive.

Deuxième temps : les engagements aujourd'hui, la plasticité de ces possibilités d'engagement et donc revenir sur de nouveaux terrains, plutôt une recreation sans cesse de l'engagement, et vous donner quelques exemples.

Dans un dernier temps, produire une dialectique un peu opérationnelle entre d'un côté l'engagement, et de l'autre côté, la clinique de la dignité ou la question de la dignité, mais la question de la dignité, certes comme affaire irréductible, c'est l'autre nom de la personne humaine, mais c'est quand même fondamentalement, et c'est là où l'engagement est intéressant dans la notion de dignité, la dignité est une fabrique collective. C'est une res publica, une chose commune, une chose publique que nous fabriquons à plusieurs qui est à la fois de l'autoporté, je vous le raconterai tout à l'heure. Allons-y sur la première partie. Je l'ai dit, un engagement assez archétypal, celui de la Deuxième Guerre mondiale qui est incarné par Jankélévitch, mais qui l'est aussi par des philosophes comme Canguilhem, comme Cavallès, Vemant. Nous avons toute une tradition qui a été à la fois au cœur de la réflexion de la philosophie morale, de la philosophie tout court, de la métaphysique et en même temps, à un instant T, ils se sont dit « on va laisser un peu de côté le pur travail théorique et on va y aller ». Il est vrai que Jankélévitch avait un peu la dent dure, il faisait des pages magnifiques sur la gratitude, le pardon, etc., mais lui-même dans sa vie avait une plus grande difficulté à le ressentir réellement, notamment la question du pardon puisqu'il

est aussi un grand philosophe de l'impardonnable et bien sûr de l'imprescriptible. Il a eu des pages très dures sur Sartre et sur Merleau-Ponty puisqu'il avait convoqué les deux, en tout cas appelé, notamment Merleau-Ponty qui lui avait dit qu'il faisait sa thèse. Pendant très longtemps, Jankélévitch a glosé sur le fait qu'au moment de la Deuxième Guerre mondiale et de la nécessité de la résistance, Merleau-Ponty faisait sa thèse. On ne pouvait donc pas être à tous les rendez-vous. Jankélévitch avait lui-même commencé un très grand ouvrage qui s'appelait *Le traité des vertus*. Il est d'ailleurs très intéressant de voir que Jankélévitch a écrit *Le traité des vertus* sur un espace-temps de 15 ans, un tout petit peu avant la guerre, pendant la guerre et après la guerre. Il est très intéressant de voir que son ouvrage, un des grands ouvrages de la typologie des vertus est en fait au cœur des réacteurs de l'histoire au moment où il l'écrit.

C'est assez merveilleux parce que sincèrement, quand vous lisez *Le traité des vertus*, vous avez plutôt le sentiment que c'est un univers extraordinairement stable, paisible ; il a une telle écriture ciselée, splendide, magnifique avec un tel détail définitionnel, splendide et en fait, de l'autre côté, il était aussi au rendez-vous des tracts. Faire circuler un autre type d'information était essentiellement cet engagement, un autre type de parole, « un autre type de promesse » pourrait dire Ricœur.

Jankélévitch, qui s'était découvert au moment des lois juives je le cite « deux grands-parents impurs », c'était visiblement trop pour cette société qui était la nôtre à ce moment-là, est rentré en dissidence profonde et a gardé cette philosophie morale qui s'est incarnée à ce moment-là pour lui. Sartre avait fait ce joli mot pour définir l'engagement ; il avait expliqué que d'un côté, vous vous souvenez, il y avait les philosophes qui conjugaient le verbe « s'engager » : je m'engage à m'engager, tu t'engages à t'engager, et de l'autre côté, il y avait ceux qui cessaient la conjugaison à un moment donné et cessaient même le discours, et basculaient dans le faire. C'est cela, la quiddité, c'est le faire. Ce n'est pas simplement réfléchir sur l'essence, la quiddité. À un moment, la quiddité, le corps y va. C'est le corps qui incarne résolument la puissance de l'homme au sens de « au commencement était le verbe ». Vous pouvez non pas le désacraliser, mais peut-être le séculariser : « au commencement était l'action », l'action au sens de l'homme qui pense et au sens bergsonien, vous le savez. Cette spécificité de sapiens, quand cela ne marche pas trop mal, est précisément de penser pour agir, et quand il pense, il agit, donc avoir véritablement cette cohérence très particulière d'une conscience agissante d'un système motivationnel exploratoire qui est à un moment donné convoqué par un certain rapport au monde, une certaine conscientisation de ce monde. Ce qui est surtout magnifique est que c'est le moment du sujet, ce que raconte Jankélévitch : l'engagement en fait, est la seule théorie possible du sujet. Il n'y a pas de sujet et c'est ce que raconte très bien Jankélévitch.





La psychanalyse est d'accord avec lui, il n'y a pas de sujet. Le sujet est une illusion, une fiction, sans doute une fiction régulatrice. C'est un peu comme le peuple, c'est une fiction régulatrice. On ne va pas se passer de cette notion de sujet. Il est certain toutefois que très souvent, à l'intérieur de nous-mêmes, on peut être plusieurs et très souvent, on n'est pas plusieurs, on n'est personne, et c'est ce que raconte aussi Jankélévitch en disant « le "on" qui n'est personne, c'est souvent notre modalité » ; « je n'y suis pas, je n'ai pas vu, ce n'est pas de ma faute ». Le sujet est une illusion d'optique ; on a un corps et on se dit « tiens, il y a quelque chose qui s'appelle un sujet ». En fait, non, la seule manière de faire sujet est, dit Jankélévitch, le cogito du courage, c'est-à-dire qu'à un moment donné, je fais un acte courageux et choum ! « Ah ! C'était donc ça, moi », et je récupère du sujet. Le sujet ne précède jamais l'action courageuse. Si cela se fait, c'est une corrélation parce qu'on peut bien évidemment avoir un grand discours sur le courage et être au rendez-vous le jour J, mais ce n'est pas une causalité, cela se passe dans l'autre sens. On fait une action, choum ! et on récupère son sujet.

La théorie de l'engagement, la théorie de l'irremplaçabilité est une théorie du sujet. Le courage dans ce sens, et là je quitte le côté extraordinaire du contexte, et voilà pourquoi cela fait sens actuellement dans un contexte « plus ordinaire » ; le cogito du courage nous convoque et produit un sujet. Il y a cette très jolie formule de Jankélévitch où il parle du sérieux ; bien évidemment, l'engagement est un acte sérieux. Ce n'est pas un esprit sérieux comme on pense, on peut avoir une sorte d'apparence de sérieux, c'est précisément le fait que le sérieux n'a pas besoin de discours. « Inutile d'être tragique, il suffit d'être sérieux » dit Jankélévitch. On pourrait le traduire en langage un peu lacanien « inutile de se la raconter ». Il suffit d'être sérieux. « Inutile de se la raconter » est du langage lacanien. Je le dis parce que ce n'est pas qu'une blague. Très souvent, Lacan dit du sujet qu'il se la raconte, pas forcément toujours dans le mauvais sens du terme parce que faire récit fait aussi partie du sujet, mais parfois, entre le faire récit au sens d'identité narrative Ricoeur, etc., et se la raconter, il y a parfois un petit pas. Tout l'enjeu est d'agir à un moment donné. En fait, le plus beau de récits est l'action. Ensuite, bien évidemment, on a les poètes au sens générique du terme qui viennent et qui racontent cette action. C'est aussi déterminant puisque cela permet de transmettre, d'organiser le rapport plus mythologique, plus légendaire à ce qui nous a constitué, ou commémoratif, et Dieu sait si cela participe aussi de la continuité et de la désirabilité de l'engagement. Je ne le dis pas pour faire un faux combat entre la parole d'un côté et l'engagement, mais pour essayer de manière un petit peu plus vertueuse de les relier ensemble.

Le sérieux de la temporalité veut donc dire que c'est un sérieux qui n'est pas celui du dogme, ce n'est pas un sérieux de l'affirmation d'un discours. C'est le sérieux du séance tenante, c'est-à-dire de la temporalité. C'est sérieux parce que c'est maintenant, c'est sérieux parce que ce n'est pas demain, ou hier. C'est là, c'est maintenant. C'est une incarnation, c'est tout de suite, c'est le corps qui s'y met.

Très jolie aussi la définition, pas du tout grandiloquente, de Jankélévitch puisqu'il dit qu'il faut cesser d'expliquer que l'engagement a à voir avec l'impossible, le défi de l'impossible, tout ce caractère assez romanesque d'une certaine manière. On peut comprendre, cela donne des couleurs littéraires à la notion d'engagement. Il trouve quant à lui que c'est plutôt contreproductif et il revient plutôt à la notion du possible : fais ce qui est déjà possible ; sois au rendez-vous du possible. Et nous ne sommes pas toujours au rendez-vous du possible et même très souvent, pas du tout.

Fais déjà ce qui est possible » est une manière plus humble, plus directe, plus pragmatique de rentrer dans la sphère de l'engagement.

C'est aussi une manière de remettre sur le terrain, sur la viabilité. On peut toujours utiliser l'impossible comme un alibi pour éviter le rendez-vous avec l'histoire, le réel, l'événement, que sais-je. « Fais déjà ce qui est possible » est une manière plus humble, plus directe, plus pragmatique de rentrer dans la sphère de l'engagement.

Autre formule, qui n'est pas qu'une formule, mais une manière de circonscrire cette philosophie de l'engagement, cette philosophie morale de Jankélévitch; il nous explique que notre manière d'être sujets dans le monde est de nous lier, c'est très bergsonien, à des régimes de temporalités différents. Dans les régimes de temporalité différents, nous parlons du temps en français, mais en grec, on a plusieurs définitions du temps. Chacune d'entre elles traduit un régime d'engagement particulier et un régime d'attachement au monde particulier. Ces trois notions sont le *Chronos*, l'*Aïôn* et le *Kairos*, comme je le disais tout à l'heure.

Le *Chronos* est tout l'engagement de la continuité d'un jour après l'autre, c'est le courage comme endurance qui compte aussi parce que le courage comme endurance, comme régularité, comme persévérance, comme quelque chose d'assez ordinaire, de régulateur. On disait en entrée de jeu que chacun d'entre nous pouvait tenter d'essayer par son engagement de ne pas rajouter du malheur au monde, comme dirait Camus. Je le dis autrement, mais cela vaut la même chose, de ne pas rajouter au caractère entropique avec « e », au caractère de chaos et comment chacun d'entre nous peut plutôt essayer de freiner les dysfonctionnements individuels et collectifs qui sont les nôtres, ne pas venir renforcer cette force entropique de détérioration de nos systèmes. C'est le *Chronos*, c'est important mais si on ne fait que du *Chronos*, très souvent, on peut tomber malade et on peut avoir un côté « un jour sans fin ». Je sais qu'il faut imaginer Sisyphe heureux, comme dirait Camus, mais c'est quand même assez douloureux. Il faut donc un peu d'*Aïôn* et du *Kairos* parce que sinon, on peut être en burnout, terme adéquat aujourd'hui, c'est-à-dire en suradaptation, si j'ose dire, de *Chronos*. On en a un peu comme ça, il faut donc de l'*Aïôn*.

L'*Aïôn* est l'éternité, rien que cela. C'est très plaisant. On aimerait peut-être que ce soit de l'éternité matérialisée, mais jusqu'à présent, c'est encore de l'éternité symbolisée. L'éternité symbolisée est par exemple quand on est amoureux, c'est un peu d'éternité symbolisée, c'est-à-dire que hop! En un instant, on a l'impression qu'on est en mode suspension. Cela fait longtemps que nous n'avons pas été amoureux visiblement parce que je ne ressens pas l'effet! Mais normalement, quand on est amoureux, on a un petit côté de oh! tiens, le temps s'arrête. Voilà un peu l'éternité à portée de main du mortel, mais ce peut être une sensation devant le sublime, dirait Kant, ou même le beau, le moment où nous avons tout d'un coup le sentiment d'être au-delà de sa condition mortelle en immanence, en présence et cela fait un bien fou. Parfois aussi, quand on rit avec autrui, tout simplement, quand on partage un vrai moment de joie. On a fondamentalement besoin d'*Aïôn* et c'est aussi un engagement au monde, un engagement plus poétique, peut-être plus métaphysique, plus ontologique. C'est un moment où on partage une symbiose avec le monde, avec la beauté du monde et l'air de rien, tant qu'on le maintient en vie, on maintient un lien de réparation avec le monde, on maintient un lien d'entretien. Forcément, on a envie de prendre soin de ces moments, il est donc important de les vivre. Ce n'est pas du tout quelque chose de non politique, parce qu'on pourrait se dire que le *Chronos* est hyper politique et que l'*Aïôn* ne l'est pas du tout. En fait, pas du tout : tout est politique. Encore une fois, il est très important d'avoir ce rapport esthétique



au monde, c'est-à-dire sensible, d'intelligence sensible. Un très bel auteur qui s'appelle Paul Audi a beaucoup travaillé sur ce lien entre l'esthétique, au sens kantien de cette sensibilité du monde, et pas simplement cette beauté et l'éthique. Il joue comme cela, esthétique en entrelaçant la notion d'esthétique et d'éthique. C'est donc l'*Aïôn*.

Le dernier temps est le *Kairos* qui est l'occasion divine, l'occasion à saisir. Jankélévitch est un philosophe de l'instant, il est vraiment un philosophe bergsonien. Les instants sont irréversibles. L'instant qui vient de passer n'existera plus. On n'a pas nécessairement toujours conscience de cette irréversibilité du monde. D'ailleurs, reconnaissons que si on avait tout le temps conscience de l'irréversibilité du monde, je ne sais pas, je vous l'offre à discuter, serait-ce alors trop lourd? Trop intense? Se dire « mon Dieu! ce temps qui vient de passer ne sera plus et je viens de le rater! ». Au contraire, cela nous donnerait-il une sorte de sagesse ultime en disant « je prends l'absolue quoddité de cet instant et je le vis ». Je pense qu'il y a les deux. Tous ceux qui sont conscients parce que malades, parce qu'ils ont été atteints dans l'intégrité de leur corps, très souvent, retrouvent un chemin vers l'engagement, mais parfois, ne nous mentons pas, ils peuvent aussi avoir un sentiment un peu plus désespérant, car il est lourd de porter la flèche du temps. Ce n'est pas simple. Nous sommes mortels, mais nous fonctionnons malgré tout comme des immortels.



Bien évidemment, Jankélévitch sera du côté de ceux qui considèrent qu'il faut prendre absolument conscience de l'irréversibilité des instants; il n'y a pas de doute. Justement, c'est en prenant absolument conscience de la mortalité de notre condition que l'on crée l'entrée dans le *Kairos*. Le *Kairos* c'est faire événement. Il a une formule pour dire c'est ensemer le hasard, la fécondité du hasard. Il y a la grâce, mais il y a quelque chose qui s'appelle l'état de grâce, et c'est le sujet qui le porte et qui tout d'un coup va entrer dans l'histoire, qui va agir. Nous le savons, quand nous faisons des vies qui sont trop dans l'*Aïôn* dans l'éternité, et le flirt éventuellement parfois à tort avec l'imaginaire, on passe un peu à côté de sa vie. Si on est trop dans le *Chronos*, métro, boulot, dodo, ce n'est pas bien non plus. Uniquement le *Kairos* serait fantastique : à chaque fois qu'on fait un pas, on fait l'histoire, très bien, c'est un peu fatigant quand même, pour les autres surtout. Si vous avez un *Kairos* à côté de vous, vous vous dites « mon Dieu! J'aimerais bien qu'il aille dormir celui-là parce qu'il commence à me fatiguer! ». C'est sans doute la chose la moins tenable, mais nous savons très bien que si dans nos vies, nous ne faisons aucun *Kairos*, nous avons un sentiment de désespérance, un sentiment de soumission, un sentiment où nous ne faisons pas sujet. En revanche, le *Kairos* détient une très grande part de la théorie du sujet. C'est bien ce qui est intéressant : théorie du sujet, le principe d'individuation. Jankélévitch est vraiment ce penseur du principe d'individuation absolument nécessaire pour préserver l'état social de droit alors que souvent, on fait de l'individu le plus antinomique de la préservation de l'état de droit pour une raison très simple : on ne voit dans l'individu que l'individualisme et on oublie le principe d'individuation. Le principe d'individuation est que pour porter un engagement, un rapport au monde, il faut un sujet. C'est donc notre camarade, Jankélévitch, très déterminant, cet ensemen, cette quiddité, cette quoddité. La quoddité c'est le faire, c'est l'action, mais ce n'est même pas nécessairement une action conscientisée. C'est un « oui » à la vie. C'est cela, la quoddité. **À un moment, on ne fait pas simplement un travail sur l'essence, sur la pureté de telle ou telle notion, on y va, on s'engage** et je vous le dis encore une fois, on n'est pas toujours conscients précisément de « mon Dieu! quel type d'engagement? ». D'ailleurs, tous ceux qui se sont engagés en résistance, c'était le « oui » à la vie, « oui » à la liberté. Si on leur avait demandé à l'instant T de définir tous les périmètres de leur engagement, ils auraient sans doute été dans l'impossibilité de produire une raison

précise. C'est comme cela que les valeurs s'incarnent.

Autre chose qui est très importante : c'est terriblement égalitariste. C'est aussi ce que Jankélévitch explique : l'engagement est une école de l'égalité. « Le vouloir » dit-il « transcende les inégalités des individus, et notamment les régimes de savoir ». Il n'y a pas besoin d'être un sachant pour s'engager, il y a simplement le fait de décider de s'engager. C'est véritablement dans ce moment-là que nous trouvons ce lien de dignité, bien évidemment des uns avec les autres, mais de l'égale dignité de la valeur de nos vies et du fait que nous sommes égaux dans le fait que cette chose qu'il faut faire, c'est à moi de la faire, mais aussi parce que tu pourrais la faire aussi, bien évidemment. Il y a fondamentalement le fait que tout le monde peut la faire. Je décide, moi, de le prendre et ceux qui s'en dessaisissent viennent raconter quelque chose de leur manque de sujet. L'éthique est du côté du quod, du côté de ce faire.

Dernier point avant de passer sur le territoire plus actuel et de vous faire des propositions : cette notion, encore chez Jankélévitch, je l'ai dit tout à l'heure, de l'imprescriptible qui est un enfant de la Deuxième Guerre mondiale et des crimes contre l'humanité, les notions d'impardonnable. C'est sans doute l'endroit le plus ambivalent dans la philosophie, pas dans sa philosophie, mais dans son être. C'est là où on voit toute la nécessité parfois de faire la différence entre l'écrivain d'un côté, le philosophe et l'homme. Je vous renvoie à toutes ses déclarations : il a déclaré qu'il ne pardonnerait jamais aux Allemands et qu'il s'empêcherait, lui qui était l'enfant de la philosophie allemande, il a fait sa thèse sur Schelling, et même tout philosophe français, nous sommes tous des enfants de la philosophie allemande, il est difficile de faire autrement. Les Lumières allemandes sont constitutives du grand parcours de tout philosophe. Il a malgré tout quasiment tenu jusqu'à la fin de sa vie, en tout cas, il n'est jamais retourné en Allemagne. Je ne sais pas s'il a tenu sa promesse de ne plus jamais écouter de musique allemande et de ne plus jamais lire un philosophe allemand, ce qui a souvent été raillé, souvent moqué. Je pense que si lui-même avait vécu au-delà de sa mort, il serait peut-être revenu. Il y a un très bel épisode vers la fin de sa vie : il reçoit une lettre d'un professeur de français allemand qui lui dit « je suis né après la guerre, je ne suis pas "techniquement responsable" de ce qu'il s'est passé, mais je vous ai entendu dire que personne ne vous avait demandé pardon, aucun des professeurs et collègues philosophes. Moi, je vous demande pardon, mais de tout mon être parce que je suis né après, mais précisément je me sens en continuité totale avec le devoir d'engagement, tout refaire pour que tout cela ne réapparaisse pas et vous dire que je porte cette dette ».



Je pense que cela lui a fait un bien fou, il l'a d'ailleurs dit, de lire et bien évidemment de découvrir l'évidence. Il y avait bien sûr quantités d'Allemands qui étaient à cet endroit-là. Il avait visiblement eu besoin de le lire. Wiard Ravelling l'a invité à venir en Allemagne, il lui a dit « écoutez, je suis trop vieux, je ne viendrai pas, mais venez, vous. ». Il est venu, quai aux fleurs, ils ont discuté et Jankélévitch s'est sans doute réconcilié de nouveau avec ce « oui » tout simplement à la vie. Il expliquait que ce qui était important dans l'imprescriptible était tout simplement encore une fois une idée de régulation de l'engagement. Tous nos engagements ont un lien avec le passé, avec l'imprescriptible. Notre rapport au passé, disait-il, est un rapport de la futuration, ce qui veut dire que c'est comme cela que nous construisons notre avenir, en nous rappelant précisément ce qu'il s'est passé et en orientant notre avenir à partir de là. Le but du jeu n'étant pas d'enclencher le système de vengeance ou de ressentiment, mais d'essayer malgré tout de faire que ce qu'il s'est passé vienne résolument nourrir notre

être.

Tous nos engagements ont un lien avec le passé, avec l'imprescriptible. (...) C'est comme cela que nous construisons notre avenir, en nous rappelant précisément ce qu'il s'est passé et en orientant notre avenir à partir de là.



Voilà un peu sur ce philosophe de l'engagement. Vous parliez de La fin du courage; j'ai souvent utilisé Jankélévitch pour rappeler que chez lui, d'une certaine manière, le courage était le premier outil de protection du sujet alors que bien évidemment, on se dit mon Dieu! le courage est tout ce qui peut me mettre dans une situation de galère absolue et c'est un danger pour moi, il faut que je sois le passager clandestin de l'absence de morale et je m'en sortirai comme cela. À lire Jankélévitch, non. En tout cas, lorsque l'on est en bonne santé mentale et que l'on n'est pas totalement ni psychotique ni totalement pervers, il y a des engagements qu'on ne peut pas ne pas prendre. Il y a des renoncements qui nous détruisent beaucoup plus que le fait de s'engager. C'est dans ce sens que le courage est un outil de protection du sujet. Il y a des risques qu'il faut prendre; le courage n'est pas le goût du risque, c'est le sens du risque, c'est-à-dire savoir que j'ai absolument besoin de ce *Kairos* pour mon principe d'individuation mais bien évidemment le juste principe d'individuation est quelque chose qui est corrélé à un sens beaucoup plus vaste, beaucoup plus communautaire. C'est le lien avec les autres. De toute façon, **le courage, c'est toujours trois choses** : il y a un lien avec le sens, donc une dimension métaphysique, c'est une dimension cognitive, ce qui donne vraiment du sens à la vie, c'est du lien avec les autres, c'est donc un lien éthique, et puis c'est du lien avec l'avenir. C'est résolument un lien plus historique agissant.

Le courage est une valeur cardinale au sens où elle rend possibles les autres vertus. Voilà pour Jankélévitch et petit passage de l'autre côté puisque si on a un engagement qui est du côté du possible, qui est du côté de la plasticité du courage, ce sera parfois le courage de « rompre », parfois, ce sera au contraire dire « non », etc., vous avez un engagement qui tous les jours, sur l'ordinaire de la vie, est absolument constitutif.

Je voulais vous parler aujourd'hui de différents terrains de l'engagement et faire écho à une charte que nous avons écrite qui s'appelle « la charte du Verstohlen » ce qui signifie « furtif » en allemand, furtivement. Cette charte, rebaptisée en bon français « ce qui ne peut être volé », est un texte que nous avons produit avec quantités de chercheurs, et notamment Antoine Fenoglio qui codirigeait avec moi un séminaire que nous avons tenu pendant cinq ans au conservatoire national des arts et métiers et qui était un séminaire d'alliance entre l'éthique et le design au service des nouveaux modes d'habitabilité de ce monde, comme dirait Bruno Latour, et surtout des nouveaux lieux d'expérimentation. Comment demain inventerons-nous un nouveau contrat social? Nous le savons notamment, un contrat social plus articulé, comme dirait Michel Serres, un contrat naturel qui prend un lien. Nous savons aujourd'hui que dans l'engagement, le lien avec le vivant est le pas de plus qui est résolument posé, le pas avec le non-humain, et pas simplement le qualitatif avec l'interhumain, entre nous. Non, cela ouvre le cercle de « l'éthique », le cercle de l'engagement. Le cercle de la dignité s'ouvre, il s'ouvre et il inclut le vivant depuis toujours, mais conscientisé à ce point dans nos sociétés occidentales depuis une vingtaine d'années, avant pour ceux qui étaient un peu plus proactifs. Comme une espèce de consensus, malgré tout un peu mou, mais consensus tout de même, les rapports du GIEC.



La charte du Verstohlen est une charte à destination de ceux qui font des politiques publiques, qui sont des directeurs d'établissements publics ou autres, parce que ce peut aussi être des entrepreneurs ou des directeurs de prison, des directeurs d'Ehpad, des directeurs d'hôpitaux, des enseignants en classe de maternelle, etc., des architectes, des urbanistes, tous ceux qui aujourd'hui veulent construire les nouveaux modes d'habitabilité de ce monde. Il y a dix points non négociables pour habiter le monde. Je vous invite à découvrir cette charte qui réunit les « Verstholoniens » qui se sont engagés dans une grande éthique du compagnonnage. Je crois que la notion de compagnonnage est vraiment importante pour penser ce qu'est l'engagement : retisser vraiment ces collectifs d'affinités électives importantes et des collectifs de compétences parce que les affinités électives ne suffisent pas. Il faut aussi retrouver un chemin de la citoyenneté comme compétence. Je suis un grand défenseur de la citoyenneté capacitaire. Quand on dit une citoyenneté capacitaire, il faut s'engager à être citoyen. C'est un peu une redéfinition de la liberté des modernes. J'avais beaucoup défendu la notion de temps citoyens.

Qu'est-ce que c'était, les temps citoyens ? C'était des temps financés structurellement par les administrations publiques, par l'État, par les organisations, que sais-je, et qui allouait à chacun d'entre nous x heures, mais payées par la superstructure, parce que bien évidemment, si demain nous devons faire notre travail de citoyen, il faut nous former et pendant que nous nous formons, il ne faut pas se poser la question de la survie économique. Il faut malgré tout que nous soyons protégés financièrement, il faut une modélisation économique de la citoyenne capacitaire. **Je pense que si nous voulons résolument protéger demain cet État social de droit que nous aimons, il faut justement s'engager** et ne pas simplement croire que c'est une évidence ou que la seule conduite automatique des procédures démocratiques suffira. C'est faux, nous avons absolument besoin d'un type d'engagement. Heureusement, tous ceux qui font du bénévolat, tous les aidants, tous ceux qui font aussi un métier dédié à cela plus spécifiquement participent plus résolument, mais il y a encore une partie de nos concitoyens, et encore une fois sans mauvaise foi ni vice parce que cela a été une grande conquête de la liberté des modernes de dire « j'ai le droit de vivre ma vie privée totalement », et Dieu sait s'il faut la défendre, cette vie privée, et de défendre ce lien à « je protège mon monde

privé », sous-entendu ma famille, etc. Il ne s'agit pas de remettre en cause ces valeurs qui font aussi la modernité, mais de se dire que demain, il y a un point, quelque chose d'une refonte du commun qui est un engagement plus global. C'est ce que raconte La clinique de la dignité. Il s'agit de dire que la modernité a produit une immense conquête : nous naissons et ce n'est pas du tout quelque chose qui sera ad vitam æternam parce que l'histoire a de très grands à rebours, mais dans les sociétés occidentales modernes, nous naissons avec cette conscience fine de notre caractère de personne digne. Nous sommes convaincus que nous sommes égaux en droits et en dignité. Nous avons attrapé en nous, nous avons intériorisé très fortement cette norme de revendiquer l'égale dignité des vies. Je le dis : c'est une conquête parce dans l'histoire, ce ne fut pas du tout cela. C'est une vraie conquête post-Lumières, à partir du 18e, mais surtout à partir du 19e et surtout à partir des mouvements civiques. Le fait de dire « ma vie vaut la tienne » est assez récent. C'est une très forte intériorisation de la norme, **notre dignité est irréductible, inaliénable, quelle que soit notre condition, quelle que soit notre dépendance, notre vulnérabilité, quels que soient les stigmates que la société veut nous faire porter.** En même temps, bien évidemment, la dignité est une affaire toute collective. C'est ce que racontent tous les jours les garants de la dignité, notamment ceux qui assument une fonction publique forte. La fonction hospitalière, la fonction territoriale, les magistrats, les policiers, ils racontent tous les jours ne plus pouvoir exercer dignement. Cette dignité est cette magnifique propriété symbolique, métaphysique et tout le tralala, mais fondamentalement, la dignité est une affaire toute relationnelle. **Nous portons comme charge commune de fabriquer quotidiennement la dignité.**

Une des définitions possibles de l'engagement est cette clinique de la dignité, se dire à un moment donné « comment faire pour chaque jour réimpliquer nos corps de manière très concrète dans le fait de fabriquer un peu plus de dignité dans la société ? ». C'est très important parce que vous avez aujourd'hui deux grandes peurs structurelles qui traversent la société – il y en a certes plein d'autres : nous rebasculons dans des régimes d'incertitude très forts, les pandémies demain, les risques systémiques multiples, les déplacements des personnes les inondations, les mégafeux, la canicule, que sais-je, la perte d'un emploi qui est hélas ! un risque systématique aujourd'hui. Vous ne perdez pas simplement votre

emploi parce qu'il se passe ce qu'il se passe sur le territoire franco-français, ce n'est pas vrai. C'est un jeu mondial. Ce système mondial fait que vous êtes plus ou moins fragiles à tel ou tel emploi.

Sans parler du fait que lorsque l'on perd un emploi aujourd'hui, c'est une déflagration pour toute une famille. C'est extraordinairement systémique pour le foyer lui-même. Nous rebasculons donc dans des régimes d'incertitude forts hélas ! parce que nous n'avons pas encore bien corrélé, si j'ose dire, la dignité à autre chose que la croissance carbonée. Ne nous mentons pas : nous n'avons produit nos systèmes de justice qu'à partir d'une conception effrénée de la croissance. Le jour où cette croissance n'est pas tout à fait au même endroit, beaucoup de personnes à juste titre se disent « ouh la ! est-ce que je vais rebasculer dans des conditions indignes de vie ? ». Il y a donc une peur de rebasculer dans la vie « indigne », comme en tout cas on la jugerait aujourd'hui. C'est la première grande peur qui est constitutive d'aujourd'hui, si vous vous souvenez des travaux de Robert Castel quand il était passé de la pauvreté en valeur absolue au sentiment de précarité. Aujourd'hui, nous avons un sentiment de « mon Dieu ! Je pourrais rebasculer dans une vie indécente, indigne », etc. Nous avons cette même fragilisation. La deuxième peur est plus intéressante parce qu'elle peut peut-être convoquer notre engagement, notre résistance et peut être un levier capacitaire : nous, les sociétés occidentales, qui sommes les plus grands garants du régime dans la traduction par le droit, pas par le cœur ni par l'esprit, mais dans nos régimes d'État de droit, nous défendons mordicus les principes de dignité, de liberté, d'égalité, nous y croyons et pourtant, dans nos institutions publiques notamment, mais aussi parfois dans les entreprises, nous nous trouvons contraints par des modes dégradés, démultipliés de ne pas toujours pouvoir nous conduire dignement. Comme dit Christophe Dejours, cela produit une souffrance éthique très forte. Ce sont des soignants qui expliquent qu'ils sont non seulement train de se maltraiter eux-mêmes, mais de maltraiter leurs patients. Ce sont des enseignants par rapport à des enfants qui expliquent qu'ils ne sont pas à leur rendez-vous, ce sont des citoyens par rapport à des migrants qui ne sont pas si loin ou par rapport à des vulnérables sur une colline de crack, etc. Ce sont des enfants par rapport à leurs parents quand ils les mettent dans des Ehpad et que ces Ehpad ne sont pas au rendez-vous d'une clinique de la dignité.

Tout cela, c'est raconter comme une peur terrible, alors qu'on est soi-même le plus grand des défenseurs de cette notion, ne pas pouvoir à un moment donné la mettre en acte. C'est là où je dis qu'il **y a un levier capacitaire de résistance parce que nous pouvons tout à fait refuser que cette histoire de la fabrique systémique de situations indignes cesse**, ou en tout cas soit considérablement réfrénée. Cette charte, cette clinique de la dignité aujourd'hui pour porter l'engagement parce que l'engagement reste une théorie de l'agir digne et encore une fois, de l'agir digne interhumain, entre les hommes, mais nous l'avons vu, avec le non-humain.

Paul SATIS : Pour poursuivre un peu ce que vous disiez, même si l'engagement est conscientisé, pour autant, est-il forcément vertueux ?

Cynthia FLEURY : Non. Après, les mots viennent expliquer et on fait la différence. Il est clair qu'il peut y avoir un esprit de corps, si j'ose dire, et c'est d'ailleurs souvent le cas. Les idéologies sont précisément des attachements, des aliénations très opérationnelles, très opératives qui produisent d'ailleurs des passages à l'acte indépendamment des théories de l'action. Oui, vous avez raison, ce n'est pas nécessairement vertueux. Il y a toujours à un moment donné des valeurs, un certain type de dialogue de ces valeurs : si on peut partager ces valeurs avec le plus de personnes possibles, cela dit quand même quelque chose de l'universalité de ces valeurs, à ce moment-là, il y a un lien très fort avec les valeurs universelles, justement pour orienter plus correctement la notion d'engagement.



Paul SATIS : Je vais demander à Benjamin Douteau de me rejoindre. Bonjour à vous. Vous pouvez le deviner à son costume, Benjamin Douteau est militaire. Nous allons préciser ce que vous faites. Déjà, vous êtes auteur d'un livre. Nous parlions de courage ce matin, Cynthia Fleury faisait beaucoup le lien entre le courage et l'engagement. On ne sait pas lequel précède l'autre, mais les deux sont liés. Vous avez fait une thèse sur le courage qui est ensuite devenu un livre.

Benjamin DOUTEAU : Oui, c'est un travail académique que j'ai fait lorsque j'ai fait ma scolarité à l'École de guerre. C'était la thématique de mon mémoire ; je me suis interrogé sur l'avenir du courage dans les forces armées et dans la société en général. J'en ai fait un ouvrage.

Paul SATIS : Qui s'appelle *L'anatomie du courage, le courage dans les forces armées*. Vous êtes officier de marine.

Benjamin DOUTEAU : Absolument..

Paul SATIS : Ce qui se voit normalement aux armes, pour ceux qui connaissent. Officier de marine, mais lorsque vous vous êtes engagé dans la marine, c'était dans un type de marine un peu particulier.

Benjamin DOUTEAU : Oui, j'ai choisi la spécialité sous-marin, je suis sous-marinier. J'ai passé 15 ans de ma vie à naviguer sur des sous-marins nucléaires d'attaque et sur des sous-marins nucléaires lanceurs d'engins qui sont les sous-marins porteurs de l'arme nucléaire. Je totalise environ 15 000 heures de plongée, ce qui ne parle pas beaucoup, mais représente l'équivalent de deux ans passés sous l'eau en immersion.

Paul SATIS : C'est parfois long.

Benjamin DOUTEAU : C'est un peu long, oui.

Paul SATIS : Vous êtes sorti de l'eau, vous êtes aujourd'hui à l'état-major des armées.

Benjamin DOUTEAU : Absolument, je suis à Paris, je travaille toujours au profit des forces sous-marines, mais cette fois-ci en état-major puisque l'École de guerre que j'évoquais juste avant présente un concours qui permet d'accéder à des responsabilités en état-major.

Paul SATIS : Vous êtes capitaine de frégate.

Benjamin DOUTEAU : Je ne vais pas rentrer dans le détail de la marine qui est d'une complexité affligeante. Capitaine de frégate est l'équivalent de colonel dans l'armée de terre. L'appellation est « commandant », mais « Benjamin » m'ira très bien.



CONFÉRENCE : «L'engagement militaire : une certaine idée du courage»

Benjamin Douteau est Officier supérieur de la division «Maîtrise des armements». Auteur du livre *Anatomie du courage : le courage dans les forces armées*.

Benjamin DOUTEAU : Bonjour à tous et à toutes. Merci d'abord, de m'accueillir parmi vous. Je suis très honoré d'être là, très honoré de m'exprimer sur cette belle notion qu'est la notion d'engagement. Personnellement, **si je devais synthétiser ce qu'est pour moi l'engagement, je pense que l'engagement est cette nuance qui existe entre vivre et exister**. Je pense que tous les individus existent, mais quelqu'un qui s'engage est quelqu'un qui est vivant. Personnellement, c'est cette quête de réponse à la question suivante qui a motivé mon engagement : entre l'instant où j'ai atteint l'âge de raison et celui où j'expirerai mon dernier souffle, qu'aurai-je fait lors de ce passage pour améliorer la valeur de ce monde ? Je pense que la réponse est précisément l'engagement.

Pour compléter la petite présentation qui a été faite, l'engagement fut cela pour moi. Vous avez la photo d'un sous-marin nucléaire lanceur d'engins, qui est au large de Brest, qui s'apprête à plonger pour une patrouille de 70 jours, deux mois et demi, sans faire surface. Ce bâtiment est porteur de l'arme nucléaire, c'est donc la dissuasion française. Très belle mission, très structurante pour notre pays pour la grandeur de notre nation. Comme je le disais, mon cursus m'a amené à m'interroger sur la question des forces morales, sur la question du courage dans les armées. C'est de cette notion que je vais vous parler en essayant de faire un parallèle entre le courage dans la société et ce en quoi le métier des armes peut apporter quelque chose à toutes ces réflexions sur le courage.

Dans un premier temps, faisons une petite anatomie du courage. Je vais essayer de décrire avec vous ce que représente le courage pour les militaires, les piliers qui sont essentiels, qui sont au nombre de quatre :

- La peur, nous verrons dans quelle mesure il y a une relation toute particulière du courage à la peur ;
- La transcendance, c'est-à-dire l'idée que des valeurs nous dépassent et justifient un don de soi ;
- La force du collectif dans la génération du courage ;
- Le courage qu'il faut sans cesse reconquérir. Ce n'est jamais gagné, ce n'est pas parce qu'on a été courageux un jour qu'on le sera toujours.

Nous verrons dans une deuxième partie comment ce socle de définitions du courage a un peu subi les affres du temps ; les mutations sociétales ont eu un impact sur ces piliers du courage. Il a malheureusement été un peu déclinant. Dans une troisième partie, nous repartirons sur une touche d'enthousiasme. Je vous proposerai de chercher à l'horizon quelques phares qui pourront nous guider dans cette quête d'engagement.

Je vous propose de commencer en voyant le lien qui existe entre le courage et la peur. De quoi parle-t-on quand on parle de courage ? Souvent, on parle du courageux comme de l'homme qui n'a pas peur. En réalité, le lien entre le courage et la peur est infiniment plus subtil, infiniment plus nuancé. Pour bien comprendre, nous allons faire un grand retour en arrière et allons parler d'Aristote. Aristote postule que les vertus comme le courage n'existent pas en propre, n'existent pas en elles-mêmes. En général, elles sont le compromis entre deux extrêmes, on pourrait même dire le compromis entre deux vices. Le courage est le compromis entre la peur et la témérité. Le courage sans la peur, c'est la témérité, ce sont les têtes brûlées. Le courage sans la témérité, sans la détermination, c'est la peur et donc, c'est l'inhibition.

Le courage est un subtil équilibre entre ces deux notions. En réalité, le courage n'est pas l'absence de peur, le courage est clos à partir du moment où la détermination dépasse la peur. C'est ce petit excès de détermination qui correspond au moment où on commence à générer du courage, ce petit excès sur la notion de peur. Dans les multi-bibliographies qu'il y a sur le courage, il y a souvent cette notion d'élan. J'aime beaucoup ce terme parce que l'élan est le moment où on se dit « j'ai peur, mais allez ! on y va ! ». Je trouve que cette notion est extrêmement

palpable et montre tout l'intérêt de ce moment vraiment décisif où on commence à générer du courage. Cynthia Fleury l'a abordé quand elle parlait de l'immédiateté du moment où on vit. C'est très vrai pour le courage.

Le courage, victoire de la détermination sur la peur.

Pour l'illustrer de manière très concrète, je voudrais vous faire part d'une anecdote : dans le cadre de mes

travaux, j'ai eu l'occasion de rencontrer des membres des forces spéciales, des soldats très aguerris, très techniques qui ont vraiment un courage inouï, qui sont en général extrêmement discrets, ce qui les honore deux fois. Je vais vous faire part de l'expérience d'un membre des forces spéciales, c'était il y a une dizaine d'années, lors d'une libération d'otages extrêmement périlleuse.

Ce membre des forces spéciales faisait partie de la première colonne d'assaut qui devait monter à l'assaut d'une maison où était détenu un otage par trois ou quatre terroristes. L'assaut se mène, il rentre dans cette maison. Ils n'avaient pas vu l'un des terroristes qui était derrière eux et qui tire sur eux. Il prend trois balles dans le dos, une des balles à proximité de sa colonne vertébrale. Les vibrations lui font perdre l'usage de ses jambes et il tombe. Ça ferrailait autour de lui, les autres coéquipiers continuaient l'assaut, l'enjambaient, parce qu'il fallait aller de l'avant. Il était à terre, jambes immobilisées, il commençait à y avoir une marre de sang. Il s'est dit « ça va se finir comme ça ». Il était donc à terre, il a sorti ses pistolets et a essayé d'aider les copains comme il pouvait. L'assaut se passe et au moment de sortir, un de ses coéquipiers le prend et sous le feu de l'ennemi, le porte sur ses épaules, court jusqu'à l'hélicoptère et il arrive à s'en sortir. Il est ensuite revenu dans son unité, il est reparti à l'entraînement et est reparti au combat. Aujourd'hui, cette personne est le pilier de son unité. Dès qu'il y a une opération périlleuse, il y va. Il est devenu le meilleur ; il s'entraîne. Il avait dit « je m'entraîne pour être le meilleur, pour être le premier ». Il a indiqué que ce n'était pas du tout par égo, pas du tout pas élitisme. Il a dit que « *c'est juste parce que j'ai eu tellement peur, cette peur m'habite toujours. En fait, ce qui me motive à être le meilleur est que je ne veux plus jamais revivre ce que j'ai vécu et je ne veux plus jamais que mes frères d'armes revivent ce que j'ai vécu. Je cherche donc à être le meilleur. C'est cette peur qui me motive.* ».

Ce témoignage est vraiment extrêmement intéressant parce qu'il montre le lien très fort entre le courage et la peur. Je remercie Cynthia Fleury qui, dans son ouvrage, a posé les bons mots, je crois, sur cet exemple, lorsqu'elle dit que le courageux était celui qui ressentait dans sa chair la saignée de la peur. Entre le courage et la peur, il y a un rendez-vous secret. Entre ce combattant dont je vous ai décrit un peu le destin et la peur, il y a, me semble-t-il, ce rendez-vous secret. Le courage, victoire de la détermination sur la peur.

La vraie question est comment générer cette détermination ? Je pense qu'il faut pouvoir envisager que certaines valeurs nous dépassent. Je pense que fondamentalement, le courage est le don de soi pour plus grand que soi. Certaines valeurs nous dépassent, elles nous dépassent verticalement, c'est-à-dire, je pense, que certaines valeurs méritent que l'on donne notre vie pour elles, elles sont plus fortes que notre vie. Elles nous dépassent aussi horizontalement : elles doivent nous survivre au-delà de notre pauvre vie. En somme, **les valeurs qui donnent un sens à notre vie sont souvent celles qui donneraient un sens à notre mort.** C'est la liberté, la démocratie, la nation, protéger la société, soigner des patients coûte que coûte en dépit d'une pandémie dont on ne maîtrise pas forcément encore toutes les conséquences, c'est considérer que la transmission du savoir, épurée de tout dogmatisme, est essentielle pour l'humanité. Peut-être Samuel Paty se le disait-il au fond de lui. Et c'est prendre la place d'un citoyen otage d'un terroriste parce qu'on considère que sa vie vaut plus que la sienne. C'est le colonel Arnaud Beltrame.



François-Xavier Bellamy, le philosophe, avait eu des mots très justes sur Arnaud Beltrame. Il avait dit « Arnaud Beltrame à travers le don de soi a révélé les valeurs qui doivent être portées hors du temps, ces raisons éternelles qui valent la peine que nous donnions notre vie pour elles. » Lorsqu'Arnaud Beltrame a été assassiné, il y a eu un hommage assez vibrant dans l'hémicycle à l'Assemblée nationale. Un des députés a dit « Arnaud Beltrame a remis le monde en ordre ». Je pense effectivement qu'Arnaud Beltrame a enrichi la valeur de ce monde par son sacrifice. Nous avons donc vu cette victoire de la détermination sur la peur. Nous avons vu la notion de transcendance qui nourrit le courage.

Je vais vous parler d'une valeur qui est évidemment extrêmement structurante pour le courage militaire qui est le sens du collectif. C'est l'esprit de corps dans l'armée de terre, c'est l'esprit d'équipage sur les bateaux et au sein des équipages d'avions et c'est la fraternité d'arme, tout simplement. Il faut bien voir que dans l'histoire militaire, le collectif n'allait pas toujours de soi. Il y a eu un combat entre deux types de courage : le courage collectif et le courage individuel. Le courage est très associé

à la figure du combattant. Dans l'Antiquité, il y avait ce que l'on appelle le courage homérique, très lié à l'héroïsme individuel, ce héros qui était exemplaire et on voulait tout le temps atteindre la performance.

En parallèle, il y avait ce courage plus collectif qui était celui de bien tenir sa place dans une articulation. C'est ce que l'on appelle le courage hoplitique en référence à l'hoplite qui est le combattant grec qui opérait au sein d'une phalange à l'époque de Sparte. On s'en foutait du courage individuel. Le vrai courage était de tenir sa place dans le collectif. Cette notion de courage a ensuite évolué à travers la modernisation des armes. Ce courage collectif s'est alors encore accentué parce que face aux flèches des arcs d'abord, puis à l'arbalète, puis aux premiers fusils, la Première Guerre mondiale, puis la Deuxième Guerre mondiale, avec ces armements toujours plus cruels et toujours plus opératifs à distance, il y a une forme de courage et d'héroïsme stoïque. Le vrai courage, le vrai héroïsme était un peu d'accepter sa destinée, d'accepter de s'en remettre au destin sur le champ de bataille parce qu'on ne pouvait peut-être plus grand-chose. Il y a eu cette évolution du courage sur le champ de bataille. Désormais, le collectif est évidemment essentiel. Je tiens à vous faire part du témoignage d'un vétéran du Vietnam recueilli à l'époque où l'engagement au Vietnam était extrêmement critiqué. L'opinion américaine n'était pas du tout favorable à cet engagement. Il n'y avait plus cet appui de la population, de cette société. Au sein des GI, ce combat perdait du sens.

Voilà ce que dit ce vétéran :

« Il m'a fallu sacrément plus de toute une guerre pour savoir pourquoi je me battais. En fait, c'est pour les autres, c'est pour la guerre de ton unité, de ta section que tu te bats. Quand il ne reste plus que 15 sur les 30, tu tiens terriblement à ces 15. Quand le combat perd du sens, c'est le collectif qui vous permet de le retrouver. ».

C'est la leçon fondamentale. En évoquant un exemple un peu moins grave, j'ai un très bon camarade de promo qui est pilote de chasse sur le porte-avion Charles-de-Gaulle. Il a participé à de nombreuses missions, notamment lorsque la France était engagée en Afghanistan. Il faut quand même énormément de courage pour faire des vols de six, sept, huit heures avec des ravitaillements, aller faire sa mission de reconnaissance, de bombardement au-dessus de l'Afghanistan, voler au-dessus des territoires tenus par Al-Qaïda. Je vous laisse imaginer le destin d'un pilote qui s'éjecterait sur une panne technique et qui tomberait aux mains d'Al-Qaïda. Il me disait « quand tu as fait ton vol, que tu as vécu tout cela, en plus, il faut que tu ailles te poser, avec un avion de chasse la nuit, en pleine tempête, avec un avion qui va à 500 km/h, 600 km/h sur un terrain de foot. » C'est bien cela se poser sur un porte-avion.

Il me disait : *« Ce qui me donne du courage au bout du bout, c'est que je me dis qu'à bord de ce porte-avion, il y a 1 500 membres d'équipage qui ont une bienveillance extraordinaire vis-à-vis de moi. Ils font tout pour que je rentre. Ils font tout pour me mettre dans les meilleures conditions. Tous les techniciens sont sur le pont d'envol, prêts à intervenir. Il y a mes camarades pilotes de chasse qui sont en liaison radio avec moi, qui me donnent des conseils, qui me guident. Le commandant du porte-avion a tout fait pour que le porte-avion soit à la bonne vitesse, dans la bonne direction pour que le vent relatif soit idéal pour atterrir. ».*

« Quand tu es dans ton avion, tu sens presque cet égrégore de manière extrêmement palpable. ». Là encore, puissance du collectif. C'est extrêmement structurant à la guerre, mais on le voit aussi à l'entraînement. C'est vraiment une notion fondamentale pour le courage militaire.

« Ami, si tu tombes, un ami sort de l'ombre à ta place ». Vous aurez reconnu les paroles du Chant des partisans de Maurice Druon et Joseph Kessel.

Le dernier point que je voulais aborder avec vous était la reconquête du courage. Je vais vous livrer un autre témoignage, parce que ce qui est intéressant est ce que vivent les personnes sur le terrain. Un capitaine de l'armée de terre, dans l'infanterie, brillantissime, seigneur de guerre, en est à son troisième, quatrième séjour en Afghanistan. Il a fait preuve d'un courage incroyable, il est bardé de médailles. Énième séjour en Afghanistan, il y va, il patrouille dans la

**«Quand le combat
perd du sens, c'est
le collectif qui
vous permet de le
retrouver.».**



vallée de Kapisa avec sa section et est pris sous le feu de l'ennemi, sous le feu d'Al-Qaïda dans une embuscade. Il était dans un petit village. Sa section arrive à s'isoler, à se retirer et à se protéger.

Lui n'y arrive pas. Il se jette donc au sol derrière un mur en pisé qui faisait à peu près 2 m de long et juste assez haut pour protéger son corps. L'embuscade se poursuit. Al-Qaïda se rend compte que l'officier est caché derrière ce mur et tire sur le mur pendant une minute, deux minutes, cinq minutes, six minutes. Il voit le mur qui commence à s'effriter et là, panique complète, il a jeté ses armes, il s'est mis à hurler, à mettre les mains sur la tête, sa section l'a vu et s'est dit « *il perd pied, c'est terminé* ». Ils arrivent à manœuvrer, à le récupérer. Il rentre au camp. Trois jours après, il demande à rentrer en France et un mois après, il quitte l'armée. En fait, on ne naît pas courageux. Et ce n'est pas parce qu'on a été courageux un jour que la chose est acquise. La reconquête du courage est un combat de chaque instant. **Tout au plus peut-on entretenir le terreau fertile à son éclosion d'une certaine idée de la vie, de la justice, de la liberté, de l'honneur.**

C'est pour cela que dans l'armée, on donne une place extrêmement importante à la commémoration, à la mémoire, parce qu'on est conscient qu'il faut entretenir ce courage. Il faut entretenir le terreau fertile à son éclosion pour le jour J. On ne peut pas l'avoir tout le temps, ce n'est pas possible. Moralement, c'est trop dur. Ce courage n'est pas le phénix qui renaît indéfiniment de ses cendres, mais cette pierre de Sisyphe qu'il faut remonter à chaque fois en haut de la colline et qui inexorablement dégringolera. Il faudra encore remonter. La vraie leçon pour nous est que l'engagement et le courage sont un combat de chaque instant, d'où cette phrase d'André Malraux « *Le courage est une chose qui s'organise, qui vit et qui meurt, et qu'il faut entretenir comme les fusils.* ».

Voilà pour cette première partie sur les quatre piliers du courage. En petite synthèse, je vous propose cette photo que j'aime beaucoup, car je trouve qu'elle synthétise parfaitement les quatre piliers que nous venons de décrire du courage.

Cette photo a été prise le 23 février 1945 par Joe Rosenthal, un journaliste de l'équivalent de l'AFP américaine. Cette image a été reproduite sur les billets de septième emprunt de guerre et a eu le prix Pulitzer. Elle a été imprimée à 3,5 millions d'exemplaires sur des posters, reproduite à 137 millions d'exemplaires sur des timbres et orne le cimetière d'Arlington à Washington. Vous avez la photo sur la gauche et la statue sur la droite. Nous avons là tous les ingrédients du courage. D'abord la détermination qui prend le pas sur la peur. Elle a été prise lors de la conquête d'Iwo Jima, la conquête sur le mont Suribachi, après des combats absolument horribles, mais ils ont réussi à reprendre l'assaut parce que la détermination avait bien dépassé la peur en dépit d'une cruauté absolue des combats. La transcendance, le don de soi pour plus grand que soi, nous la retrouvons évidemment à travers le drapeau américain. On se souvient aussi sous Napoléon que les meilleurs soldats étaient dédiés à la garde aux drapeaux parce que symboliquement, tout était dans le drapeau. Le collectif est sur la photo, on voit ces hommes presque cousus ensemble qui hissent ce drapeau. Pour la petite anecdote, l'homme le plus en avant, accroupi qui hisse le drapeau, avait deux drapeaux : un petit et ce grand drapeau. Le photographe lui a dit « *Mais pourquoi avez-vous deux drapeaux ?* ». Il a dit « *Le petit drapeau, c'est pour nous, par contre, il faut absolument un grand drapeau pour que les copains puissent nous voir de loin, ceux qui sont dans la plaine, ceux qui sont encore sur la plage et ceux qui sont encore sur les bateaux de débarquement au loin sur la mer.* ».





On retrouve aussi ce sens du collectif; on partage la victoire. Cette dynamique globale de la photo nous tire évidemment vers le haut et nous rappelle que la conquête du courage est un effort de chaque instant. Il faudra le répéter inlassablement puisqu'il y a eu Iwo Jima, puis il y a eu Guam, Okinawa jusqu'à la victoire sur le Japon.

Nous allons maintenant voir dans quelles mesures les mutations sociétales depuis la Seconde Guerre mondiale sont venues un peu éroder ces notions de courage. Nous allons d'abord parler des incertitudes du monde occidental, de l'illusion de la fin de l'histoire, de leurs impacts sur le devoir, sur la transcendance, et nous parlerons de la professionnalisation du courage.

Toutes ces mutations sociétales ont malheureusement eu un effet un peu déclinant sur la notion de courage. En 2015, Dominique Moïsi, un chercheur, a sorti un essai, *Géopolitique de l'émotion*. Il y décrivait le monde selon trois émotions : l'espoir, la peur et l'humiliation. De manière très schématique, pour lui, l'espoir était du côté de l'Asie avec des croissances à deux chiffres et une libéralisation de leur économie. L'humiliation était du côté de la Russie après l'effondrement du bloc russe, ce sentiment de revanche. Évidemment, il a associé la peur à l'Occident. L'Occident qui se rend compte qu'il ne donne plus le la dans le monde. On ignore si ses valeurs sont universelles ou non, loin de faire consensus. La vraie question est comment en sommes-nous finalement arrivés là ?

Pour cela, il faut remonter au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. Dans le magazine *Life*, sort un article intitulé *Le monde américain*, où l'ordre libéral est présenté comme celui qui doit prévaloir dans le monde de manière universelle, parce qu'il est le seul à pouvoir générer liberté, progrès et prospérité. C'est sur cette idée que le monde s'est un peu bâti après la Seconde Guerre mondiale, ce qui convenait très bien : on attaquait les Trente Glorieuses, tout cela était parfaitement cohérent. Arrivent les années soixante-dix : 1973, première crise pétrolière, on vacille un peu sur nos socles de certitudes, puis avec sa réplique en 1979. Finalement, tout cela vient à être théorisé à travers un discours très connu de Soljénitsyne qui s'appelle *Le déclin du courage*.

Pour fixer un peu le contexte, Soljénitsyne est un dissident soviétique obligé de fuir le bloc soviétique, évidemment accueilli à bras ouverts par les États-Unis. On propose à Soljénitsyne de clore le cycle de formation à l'université de Harvard. Les Américains, très sûrs d'eux, se disent qu'il ne peut que glorifier cette société et ce monde occidental qui l'accueille. Soljénitsyne prend la parole et là, c'est la douche froide.

Soljénitsyne se met à décrire l'Occident en disant « Vous critiquez le bloc soviétique, mais attention, parce que vous n'êtes pas forcément mieux. » **L'émergence d'un individualisme supplantant l'intérêt général, l'accumulation frénétique de biens, la quête du confort et l'impossibilité de faire émerger toute personne hors du commun et aussi ce déclin de la spiritualité au sens très large du terme.**

Quelques morceaux choisis du discours d'Harvard pour bien comprendre :

« *Le déclin du courage est peut-être ce qui frappe le plus un regard étranger dans l'Occident aujourd'hui. Ce déclin du courage est particulièrement sensible dans la couche dirigeante et dans la couche intellectuelle dominante, d'où l'impression que le courage a déserté la société toute entière.* ».

Un peu plus loin :

« Pour se défendre, il faut être prêt à mourir et cela n'existe qu'en petites quantités dans une société élevée dans le culte du bien terrestre. La défense des droits de l'individu est poussée jusqu'à un tel excès que la société elle-même se trouve désarmée devant certains de ses membres. Le moment est venu pour l'Occident de ne plus tant affirmer le droit des gens que leurs devoirs. ».

Je vous laisse imaginer la stupeur des Américains et de toute la fac de Harvard entendant ce type de discours. Très concrètement, le collectif, la transcendance, toutes ces valeurs sont ébranlées. C'est la première force déclinante pour le courage : cette incertitude du monde occidental qui arrive dans les années soixante-dix.

Une deuxième dynamique a ensuite été l'illusion de la fin de l'histoire. La fin de l'histoire a été théorisée par un chercheur américain qui s'appelle Fukuyama, journaliste, économiste et politologue qui avait une vision très schématique du monde. Grosso modo, les guerres sont des guerres d'idéologie. De 1939 à 1945, il y a eu la demi-finale avec d'un côté fascisme et nazisme contre communisme et démocratie. Communisme et démocratie ont gagné et en finale, c'est la guerre froide avec le communisme contre les démocraties libérales. Il interprète l'effondrement du bloc soviétique comme la victoire du modèle libéral. La démocratie libérale triomphe de toutes les autres idéologies, elle est le régime étalon et constitue l'horizon indépassable. Finalement, on n'aura donc plus de guerre, ça y est : on a trouvé l'idéologie qui convient. Je me demande ce que dirait Fukuyama aujourd'hui alors que la guerre est aux portes de l'Europe avec l'Ukraine.

La conséquence est qu'on a évacué la guerre de notre espace mental. On a créé une société post-guerrière où l'ordre normal du monde est la paix. La guerre n'est qu'un épiphénomène que le droit international doit pouvoir réguler et juguler au plus vite. Plusieurs conséquences ressortent : tout d'abord, une judiciarisation du champ de bataille. Les guerres se font au nom du droit, au nom de la morale. Cela crée une confusion complète, notamment sur le statut du militaire, par exemple. Survient ensuite la guerre du Golfe en 1990. Août 1990, résolution de l'ONU face à Saddam Hussein qui envahit le Koweït. Janvier 1991, frappes aériennes. Finalement, Saddam Hussein ne plie pas et reste au Koweït. Une énorme coalition se forme et apporte une victoire en quelques semaines : l'armée irakienne est balayée. Vous avez la victoire éclatante de la fin de l'histoire. La guerre n'est qu'un épiphénomène ; regardez, le droit international a tout réglé puisqu'il y a eu une résolution de l'ONU et ce n'était pas vraiment une guerre, juste un voyou. C'était un peu une opération de police internationale. C'est de cette manière que la guerre du Golfe a été prise dans le *mindset* des sociétés. La conséquence a été énorme sur la génération du courage dans les forces armées parce qu'on a supposé qu'après un dernier combat, tout le monde jouirait des fruits d'or de la paix. On voulait tellement que ce soit la paix dans le monde avec la fin de l'histoire de Fukuyama qu'on a anticipé cette paix alors qu'en réalité, nous n'avons jamais cessé de faire la guerre. Et s'il y a une action militaire, c'est une action de police internationale. À ce moment-là, le soldat devient désintéressé. Comment générer alors un vrai courage ? C'est une grosse problématique sous cet aspect lorsque l'on mène des guerres au nom du droit et de la morale. La transcendance n'est pas la même.

Autre conséquence sur le courage guerrier avec la guerre du Golfe : cette guerre a été hautement technologique. On a découvert des systèmes d'armes nouveaux qui permettent de frapper un ennemi à plusieurs centaines, voire milliers de kilomètres. C'est l'émergence des missiles de croisière, des avions furtifs complètement invulnérables. On a continué sur cette idée que les guerres deviendraient toujours plus technologiques ; on a commencé à développer des domaines de lutte. Il y a eu le cyber, on fait désormais la guerre dans le cyber. On réfléchit énormément sur la guerre dans l'espace, l'espace exo-atmosphérique – terme consacré pour le domaine de lutte en question. On commence à réfléchir sur les fonds marins, car les câbles sont des enjeux stratégiques pour les pays. Tout cela est bien, mais **ces espaces de lutte sont déshumanisés**, il n'y a pas d'hommes, ni dans l'espace ni dans le cyber ni dans les fonds marins. **Demain, alors que le courage est très naturellement associé à la figure du combattant, un soldat aura-t-il toujours besoin d'être courageux ?**

«Lorsque vous vous battez à distance, quand vous êtes finalement prêts à tuer sans être forcément prêts à mourir, vous rompez ce contrat.»

C'est une vraie question. L'Ukraine apporte quand même des éléments de réponse à ces questions. Oui, un combattant aura toujours besoin d'être courageux. Ces dynamiques intellectuelles posent toutefois question sur la génération du courage. Il y a aussi eu une mise à distance du combattant, c'est très important. J'évoquais les missiles de croisière, un peu en frappes à distance avec des drones. L'efficacité opérationnelle pour les opérations que la France a menées en opérations

extérieures a été très liée à la capacité que nous avons à être acceptés par les populations que nous prétendions défendre, que nous prétendions protéger. C'est un élément très structurant. Une opération est bien réussie lorsque nous sommes acceptés par les populations que nous venons défendre. Lorsque le général McChrystal avait pris le commandement des forces américaines en Afghanistan, il avait fait inscrire à l'entrée du camp « *Qu'avez-vous fait aujourd'hui pour conquérir le cœur des Afghans ?* ».

Je me pose quant à moi la question suivante : quelles perspectives laisse-t-on à la conquête des cœurs lorsque l'on se bat avec des missiles de croisière, des drones, qu'on agit à plusieurs milliers de kilomètres ? Quelles perspectives laisse-t-on à la conquête des cœurs avec le soldat augmenté, celui qui a une espèce de carapace, qui n'est plus au milieu des circonstances ? Quelles perspectives laisse-t-on à la pacification ?

Il y a là un vrai enjeu d'efficacité opérationnelle. Un problème éthique peut surtout se poser parce que ces armes-là dispensent du courage dans une certaine mesure. C'est assez problématique. En tant que militaire, j'ai un droit qui est exorbitant par rapport à vous : dans certaines conditions très cadrées, juridiquement extrêmement cadrées, j'ai le droit de tuer dans une société avec un substrat judéo-chrétien qui te dit « tu ne tueras point ». Mais nous avons le droit de tuer. **L'État nous dit « je te donne le droit d'exercer la violence, potentiellement de tuer, et tu ne seras pas inquiet juridiquement pour cela. En revanche, je peux te demander de mourir pour moi, la nation, et tu ne m'inquiéteras pas juridiquement. »**

Lorsque vous vous battez à distance, quand vous êtes finalement prêts à tuer sans être forcément prêts à mourir, vous rompez ce contrat. Un problème éthique se pose alors véritablement. Dans la génération du courage, on a développé beaucoup d'armes qui nous dispensaient d'être courageux. On a donc ancré notre société dans une logique assez post-guerrière sur un fond de mondialisation présenté comme une mondialisation plutôt heureuse. Le chercheur journaliste américain Thomas Friedman disait que deux pays qui ont ouvert un MacDo dans leur capitale ne se feront jamais la guerre. C'était sa vision de la mondialisation. J'aimerais qu'il soit là pour nous dire ce qu'il pense de l'Ukraine, car à mon avis, il y a un MacDo à Kiev et un à Moscou. Je referme la parenthèse. Donc avec ces armements, on assiste au développement d'une société post-guerrière, avec une tentation de l'hubris.

Je souhaiterais ajouter une anecdote sur la question de l'éthique. J'ai participé aux Journées du patrimoine chez moi. Je m'étais greffé à un groupe, nous visitons des sites. Au gré des visites, nous faisons connaissance. Une personne vient et me demande ce que je fais dans la vie. Je lui explique que je suis militaire, que je suis marin sur un sous-marin. Elle me dit « *ah, d'accord, vous avez navigué sur les sous-marins où il y a l'arme nucléaire ?* ». Je dis « *oui* ». C'était en 2016. La personne me dit « *L'État islamique en Irak, je pense qu'il faut balancer une bombe nucléaire* ». Je lui dis « *Où la balancez-vous ? Ce n'est pas fait pour cela a priori* ». J'ai quand même voulu aller jusqu'au bout du truc. Je dis « *Où balancez-vous la bombe ?* ». Il me dit « *sur l'Irak* ». Je dis « *Attendez, l'Irak n'est pas Daeshland ! C'est un État, certes un État failli, mais un État, c'est-à-dire avec des hôpitaux, des écoles, des marchés, des femmes, des enfants. C'est tout cela, l'Irak* ». « *Oui, mais ce sont des dommages collatéraux* ». Je ne vous cache pas que j'ai coupé court, je me suis dit que je n'obtiendrais rien.

C'est juste pour que vous vous rendiez compte que nous, militaires, faisons un travail éthique là-dessus. Nous savons qu'un vrai travail est à faire dans la population sur les notions de vie, de mort, la mort que l'on reçoit, la mort que l'on donne, la mort que l'on ordonne aussi. Quand j'entends ce type de discours, je me dis que le danger du militaire fou de guerre n'existe pas. Ce n'est pas chez nous qu'il existe des problèmes éthiques. J'espère être tombé sur quelqu'un

de très caricatural qui n'est pas à l'image de ce qu'est la société, mais j'en suis convaincu. Devoir et transcendance. Dans ce contexte, on dit assez volontiers que notre société est plutôt hédoniste et marquée par une forme d'individualisme exacerbée, le droit des individus surpassant parfois celui de devoir.

Une deuxième dynamique vient se greffer : une forme d'idolâtrie de la vie.

Je vais décrire les deux piliers que sont l'individualisme et l'idolâtrie de la vie. Je souhaiterais vous lire quelques phrases tirées des Mémoires de Hubert Germain, dernier compagnon de la Libération décédé en 2021. Il parlait du 24 juin 1940 lorsqu'il s'est engagé dans la résistance.

« Il n'y avait pas la recherche de nouveaux droits comme aujourd'hui ; il y avait la volonté de faire son devoir qui était le témoignage de notre amour pour la France. La notion de droit, hélas ! prévaut aujourd'hui sur celle du devoir. C'est pourtant important de traverser la vie habité par la notion du devoir, c'est-à-dire en apprenant d'où nous venons et sur quelle terre ont eu lieu les événements qui nous ont précédés. »

Voilà ce que dit un résistant sur notre société très individuelle. Et il y a aussi ce phénomène d'idolâtrie de la vie. Ce concept a été développé par le journaliste Olivier Rey qui explique que **la vie et sa conservation sont devenues des perspectives suprêmes, ce qui se traduit par un besoin sécuritaire exacerbé, un refus du risque. Ce besoin sécuritaire se traduit parfois par une propension à sacrifier notre liberté.** Le problème est que la liberté est l'essence même de notre vie, ce qui lui donne un sens. On s'accroche d'autant plus âprement au désir de sécurité que sans liberté, la vie que nous cherchons à protéger est dépourvue de sens. On arrive à une situation complètement paradoxale, complètement antagoniste. Lorsque j'ai décrit les piliers du courage, quelles perspectives laisse-t-on au collectif, qui est un des quatre piliers, dans une société hyper individuelle ?

Dans une société d'idolâtrie de la vie, quelles perspectives laisse-t-on au dépassement de soi, à la transcendance ? Là encore, on a ébranlé certains piliers du courage. Dans ce contexte, le militaire est une espèce bien singulière. À l'heure de l'individualisme, il fait plutôt le choix du collectif. À l'heure de l'hyper connectivité, il accepte de partir là-dedans 70 jours, sans connexion. Je peux vous dire que lorsqu'il s'agit de recruter aujourd'hui des jeunes de 20 ans, 22 ans qui sont nés avec Facebook pour aller là-dedans et rester déconnectés 70 jours, la connectivité est très loin d'être un détail dans les stratégies RH du ministère.

On fait un choix bien particulier, mais il faut bien voir que la société française aime son armée. Les sondages le disent : 85 % des Français considèrent que l'armée est efficace et porteuse de valeurs et les protègent. Mais aimer n'est pas comprendre. Nous faisons un choix bien particulier et ce côté oiseau rare s'accroît depuis 1995 avec la suspension du service militaire. Les militaires y sont attachés : c'est suspendu et non supprimé, comme s'il reviendrait. L'avantage du service militaire est qu'avec plus ou moins d'acceptation, chaque jeune citoyen l'espace d'un instant devenait un soldat potentiel. L'espace d'un instant, on lui expliquait ce qu'était le drapeau français ; quel que soit son caractère, son origine, on le pliait à la loi du collectif. Tout cela était extrêmement structurant. Le drame aujourd'hui, à mon avis, pour nous, société, est que le courage et le don de soi, donner sa vie pour une valeur deviennent une profession, car on a professionnalisé les armées. Quand il s'agit de donner sa vie pour son pays on entend « Non, non, il y a des personnes dont c'est le métier ». Toutes ces valeurs sont sous-traitées à cette caste socioprofessionnelle vaguement singulière. Les militaires tombent souvent dans le panneau : quand on leur dit « *Ce que vous faites est incroyable !* », « *C'est normal, c'est mon boulot.* ». Être courageux n'est pas une profession, ce n'est pas la réalité. Oui, partir 70 jours dans un sous-marin coupé des siens est dur, on sacrifie son confort. C'est dur, quand on est à plusieurs centaines de mètres d'immersion dans une zone d'opération périlleuse, on a peur, mais ce n'est pas grave, car la détermination que nous avons, la mission que nous servons nous permet de dépasser cette peur. Nous sommes persuadés que nous donnons un vrai sens à notre vie lorsque nous le faisons. C'est bien la réalité, ce n'est pas le fait que le courage guerrier soit notre métier, c'est plus que notre métier : c'est donner un sens à notre vie.

Je ne voudrais pas être trop caricatural dans mon approche parce qu'à la suite des attentats de 2015, nous avons quand même observé une belle dynamique. De nombreux jeunes gens ont cherché un sens à leur vie et se sont rués sur certains recrutements, sur les formations militaires au service du collectif, toujours avec ces mêmes mots : aider, protéger, servir, être utile, soulager les armées. En réalité, lorsque les circonstances l'exigent, la disponibilité à sacrifier la part de chacun se fait jour, je le pense très sincèrement. En 2016, juste après la vague d'attentats de 2015 qui avait été la plus forte, j'ai eu l'occasion de participer à un jury de recrutement pour des officiers sous contrat; j'avais vu passer environ 80 candidats parmi lesquels 70 candidats déclaraient à chaque fois : « *Quand j'ai vu ça à la télé, je me suis demandé ce que je pouvais faire* ». Comme Caluire et Cuire qui s'est dit « *Que puis-je faire ? J'ai créé les Entretiens de Caluire et Cuire - Jean Moulin* ». Parfait.

Je souhaiterais poursuivre cette petite touche d'optimisme en vous proposant de conclure ainsi que de présenter quelques lignes d'horizon. La première ligne d'horizon que je vous propose est de renouer avec la figure du combattant, de voir dans quelles mesures il existerait un commerce fructueux entre les hommes en armes que je représente et la société. Comment nous remettre tous sur la voie du courage ? Je pense que les militaires ont beaucoup à apporter à la société parce que nous avons une vie particulièrement singulière, parce que nous avons une certaine notion du don de soi et que nous avons une approche particulière de la mort. Il y a également une forme d'exemplarité. Je pense que nous pouvons également enrichir le monde sur la voie du courage, je l'inscris toutefois dans un commerce fructueux car je pense que les hommes en armes ont aussi besoin de la société, car les conflits sont de plus en plus complexes.



S'imaginer que les conflits actuels se limitent à la petite palissade qui entoure le champ de bataille est complètement illusoire. **Nous avons besoin de comprendre la société, d'abord parce qu'elle nous donne un regard sur le monde qui nous est extrêmement riche.** Nous avons besoin de la connaître car c'est elle que nous protégeons, c'est en son sein que nous recrutons. Je pense que nous avons d'abord besoin de l'aimer comme elle est, parce que c'est pour elle que nous sommes prêts à mourir. Je ne pense pas que l'on puisse mourir pour quelque chose que l'on n'aime pas, pour une chose dont on n'est pas éperdument amoureux.

La société, la nation, est notre transcendance. C'est ce qui nous fait nous dépasser au quotidien. Je pense qu'il existe en l'occurrence un vrai commerce fructueux entre les hommes en armes et la société dans laquelle nous vivons.

La deuxième ligne d'horizon que je vous propose est celle de l'histoire et de la mémoire. Je pense que la profondeur historique, la mémoire, la

culture générale contribuent à générer le courage. Pour générer le courage, il faut être convaincu que quelque chose nous précède; on n'est jamais un premier homme, ce qui rejoint un peu ce que disait Cynthia Fleury. Il me semble qu'une question portait sur la place de la philosophie dans notre enseignement. Oui, la culture générale est essentielle pour générer le courage, savoir d'où l'on vient.

Je vous livre une anecdote d'un de mes camarades médecin militaire qui a été engagé au Mali. Il s'est un jour trouvé dans un véhicule qui est passé sur une mine; le véhicule a sauté. Plus de peur que de mal, tout le monde s'en est sorti. Plusieurs semaines après, 80 % des soldats qui étaient présents lors de cet incident – parce qu'il y a finalement eu quelques blessés légers – ont développé un syndrome post-traumatique. Il me disait que lorsque c'est arrivé, il a tout de suite cherché dans son esprit à se rattacher à des choses qu'il avait lues : Saint-Exupéry, des bouquins d'histoire. « *Je me suis tout de suite dit*



qu'en fait, t'aurais dû mourir, tu n'es pas mort, que s'est-il passé ? J'ai eu de la chance, oui, mais Napoléon disait qu'il croyait en sa fortune, César croyait en sa destinée. ».

En réalité, tous les grands guerriers acceptaient cette part de chance. Or, pour faire cette réflexion, il faut avoir fait de la philosophie, il faut être bon en histoire, il faut avoir cette culture générale. Je pense que dans la génération du courage, tout cela est essentiel. Le courage de ceux qui nous ont précédés nous oblige : Hubert Germain, Simone Weil, le colonel Amaud Beltrame, tous ces justes qui ont sauvé des juifs. Je crois que le devoir de mémoire est évidemment essentiel dans cette démarche. Je livrerai une phrase de Simone Weil la philosophe :

« De tous les besoins de l'âme humaine, il n'en est pas de plus prégnant que le passé », je pense que c'est très vrai dans la génération du courage.

La dernière ligne d'horizon que je vous propose est celle du courage au quotidien.

Tout cela est très bien, mais nous ne pouvons pas tous mettre l'uniforme et partir en mission. Je pense cependant qu'il y a plein de petites graines à planter au quotidien. Je vais l'illustrer par une anecdote pour le coup extrêmement personnelle. J'ai une fille qui a 14 ans que j'ai amené voir le film *Simone* l'année dernière, qui est la biographie de Simone Weil. Lorsque nous sommes sortis, elle était assez marquée et m'a dit « *Quel destin cette femme, c'est vraiment un exemple pour moi.* »

Des scènes du film sont assez dures sur ce qu'elle a vécu à Auschwitz et à Bergen-Belsen. J'en ai un peu parlé avec ma fille et lui ai dit « *Tu as 14 ans et ta génération est porteuse d'une mission ; il faut que tu te souviennes de ces images, il faut que tu saches que cela a existé et que toi-même en sois la mémoire vivante.* ». Elle s'est effondrée en larmes et m'a dit « *Papa, je n'oublierai jamais ce que tu viens de me dire.* ». J'ai eu le sentiment que j'avais fait quelque chose. C'est du concret.

Imaginez l'effet de levier sur nos jeunes générations si on ne laissait passer aucune de ces occasions pour venir injecter du courage, du patriotisme, injecter un esprit citoyen, le fait que des valeurs méritent que nous sacrifions un peu notre confort pour les défendre. Je crois que cette question de la mémoire et de l'histoire est d'autant plus importante que j'ai le sentiment que nous vivons une période assez chahutée sur la question de la mémoire parce que le dernier combattant de la Première Guerre mondiale, Lazare Ponticelli, est décédé. Les derniers survivants de la Shoah sont en train de disparaître. Le dernier compagnon de la Libération est mort en 2021, c'était Hubert Germain. Le dernier Français qui a débarqué en 1944, Gautier, est décédé il y a quelques mois. Demain, ce seront les combattants de la Seconde Guerre mondiale.

Je voudrais revenir sur ce que j'ai dit en début de mon intervention : c'est pour cela que je suis très honoré de m'exprimer devant vous parce que lorsque l'on est lié de près ou de loin à la ville de Caluire et Cuire, je pense que l'on est dépositaire d'une histoire qui nous oblige, qui ne peut pas nous laisser sans voix lorsqu'il s'agit de s'exprimer sur la notion d'engagement. J'espère du fond du cœur qu'à la fin de ces Entretiens, nous aurons tous amélioré et augmenté la valeur de ce monde.

Je vais conclure sur une dynamique enthousiaste avec Maurice Genevoix, académicien qui a eu un prix Goncourt avec Rabioliot, qui m'a personnellement énormément enrichi à travers ses écrits sur la Première Guerre mondiale. Il a été lieutenant pendant la Première Guerre mondiale et a vécu une des batailles les plus cruelles de l'histoire de la Première Guerre mondiale qui était la bataille des Éparges pendant laquelle il a été profondément blessé, il a donc été démobilisé. Il a ensuite écrit. Je vous propose de l'écouter du fond d'une tranchée de la vallée des Éparges dans la boue, voilà ce qu'il nous dit :

« Être gai, savoir l'être au plus âcre des souffrances, le rester lorsque la dévastation et la mort frappent durement auprès de vous, c'est pour le chef un rude devoir et sacré. Je ne veux point fermer mes sens pour rendre la tâche plus facile. Je veux répondre à toutes les sollicitudes du monde prodigieux, ne jamais esquiver les chocs lorsqu'ils devraient me détruire et garder malgré tout si je puis cette belle humeur bienfaisante vers laquelle je m'efforce comme à la conquête est une vertu. ».

Certes, nous vivons une époque peut-être peu propice à l'enthousiasme, mais je crois que quand on est capable d'avoir ce type de discours au fond d'une tranchée des Épargnes, on peut se dire qu'il **y a quelque chose à faire ici et maintenant. Engageons-nous, nous tous pour conquérir toutes les vertus au premier rang desquelles le courage.**

Paul SATIS : Jean-Claude Mailly, si vous voulez bien me rejoindre maintenant pour la deuxième conférence de l'après-midi, *La voix du militantisme : remise en cause et renouveau.*

Nous allons redonner votre CV : ancien secrétaire général de Force ouvrière de 2004 à 2018, vous avez succédé à une autre grande figure du syndicalisme français, vous vous en souvenez certainement, Marc Blondel qui avait dirigé FO de 1989 à 2004. Aujourd'hui encore, Force ouvrière est la troisième force syndicale française derrière la CFDT et la CGT. Vous avez eu pas mal de combats mémorables pendant votre mandat : le CPE en 2006, ce qui ne rajeunit personne, la réforme des retraites déjà, pas celle-là, celle d'avant en 2010, et la loi travail en 2016. Aujourd'hui, Jean-Claude Mailly, en un mot avant que vous commenciez, vous n'avez plus de mandat syndical. Force ouvrière, c'est terminé.

Jean-Claude MAILLY : Non, ce n'est pas terminé, je suis toujours adhérent, mais je n'ai plus aucun mandat syndical. Je considère que quand on s'en va, on s'en va, il faut laisser la place aux jeunes.

Paul SATIS : Que faites-vous aujourd'hui ?

Jean-Claude MAILLY Je suis consultant, je travaille beaucoup sur les questions de responsabilité sociale des entreprises, dans un think tank, je fais un peu de média, plusieurs activités parce que je ne saurais pas faire autrement.



CONFÉRENCE : «La voie du militantisme : remise en cause et renouveau»

Jean-Claude MAILLY est ancien secrétaire général de Force ouvrière.



Jean-Claude MAILLY : Merci de votre invitation. Je vais essayer de faire le lien entre engagement et militantisme. Commandant Benjamin a bien parlé de l'engagement, ce n'est pas obligatoirement du militantisme, mais l'engagement est quelque chose d'individuel au départ, avec des motivations. Il a évoqué les motivations d'un militaire qui s'engage, il a évoqué les vertus d'une certaine manière qui conduisent à s'engager et vaincre la peur qui est un élément clé. Quand on est militant syndicaliste, on n'est pas confronté à cette question de peur. On peut être menacé ; j'ai eu des menaces de mort, mais enfin, cela ne s'est jamais traduit puisque je suis là aujourd'hui. Je n'ai donc pas eu à avoir peur physiquement dans tous les cas. Le courage et le collectif font partie de points communs que nous pouvons avoir sur la question de l'engagement.

On peut donc s'engager militairement, on peut s'engager pour une cause, on peut s'engager dans un syndicat, être adhérent du syndicat. Pour autant, on n'est pas obligatoirement militant de ce syndicat. Ce n'est pas parce que vous avez une carte syndicale que vous partagez certaines options, que vous voulez remercier le travail par le syndicat dans votre entreprise. **Être militant** est encore autre chose : **c'est s'engager à faire évoluer les choses.** On n'est pas simplement en soutien, c'est un acte positif d'engagement dans le militantisme. **Tous ceux qui s'engagent ne sont pas militants, mais tous ceux qui sont militants sont engagés.** C'est une obligation.

La notion de collectif est une notion essentielle, tout simplement parce qu'à un moment donné, quand on milite, - et on peut militer syndicalement, on peut militer politiquement, on peut militer dans des associations, on peut militer pour des causes, pour l'environnement pour d'autres choix - c'est une question d'efficacité, il faut aller dans une structure. Si on est tout seul, on peut faire du vent, on peut brasser de l'air ; il est difficile de faire bouger les choses seul. La volonté d'un militant est de pouvoir faire bouger les choses, ce que les hommes et les femmes ont fait, les hommes et les femmes peuvent le défaire ou le reconstruire. La conscience du militant est en ce sens que pour réussir, pour essayer de réussir en tous les cas, il ne faut pas être seul. Seul, on ne peut pas grand-chose. On dit *union* en anglais, c'est l'union des gens qui fait un collectif qui peut peser, que ce soit sur la vie de l'entreprise, sur la vie de la cité ou sur tout autre élément.

Il existe donc un lien étroit entre engagement et militantisme. Pourquoi me suis-je engagé ? Pour deux raisons : j'ai tout d'abord baigné dedans dès que je suis né. Mon arrière-grand-père fut un des créateurs de FO, mais avant de créer FO, il avait été militant chez les mineurs dans le bassin du Pas-de-Calais. Il a été licencié trois fois pour activité syndicale dès l'âge de 15 ans, 16 ans. Il a été un militant toute sa vie. Je m'en souviens, j'en entendais régulièrement parler. Il était très connu dans le bassin minier, il avait des surnoms : le « Jaurès des mineurs », le « père des Polonais », ce qui est marrant d'ailleurs. Pourquoi l'appelaient-on le « père des Polonais » ? Parce que cela rappelle certains éléments d'actualité aujourd'hui. Quand les mines étaient privées, à un moment donné, le patronat des mines a fait appel à des mineurs polonais, parce que la population des mineurs avait été quelque peu décimée, notamment après la Première Guerre mondiale, même si tous n'étaient pas allés au front. Ils ont donc fait appel à une main-d'œuvre immigrée qui venait de Pologne. Ils ne payaient pas les Polonais comme les Français. La première réaction des mineurs français était de dire « ils viennent manger notre pain ». Or, les militants syndicalistes, dont mon arrière-grand-père, mais il n'était pas tout seul bien entendu, se sont battus à l'époque pour que les mineurs polonais aient les mêmes conditions de rémunération que les mineurs français. Aussi, à partir de là, on ne disait plus qu'ils venaient manger notre pain. C'est ainsi qu'il a eu le surnom de « père des Polonais » par les Polonais d'ailleurs.

CONFÉRENCE

La voie du militantisme : remise en cause et renouveau

Jean-Claude MAILLY

Ancien Secrétaire général du syndicat Force Ouvrière



Il y a plusieurs militants dans la famille, des militants syndicalistes, tous à FO. Je dis toujours que ce n'est pas parce que vous avez un père ou un grand-père ou un arrière-grand-père militant que c'est héréditaire. Ce n'est pas une obligation ; il y a plein de militants dont les enfants ne sont pas du tout militants. Pour moi, cela a dû un peu peser quand même.

Deuxième élément : j'ai toujours été révolté à titre personnel contre ce que je considérais comme des injustices. Il fallait donc faire bouger les choses. L'un de mes premiers actes militants était lorsque j'étais au lycée en 1968, les anciens s'en souviennent, j'avais 15 ans. Dans la cour du lycée, les premières et les terminales sont montés sur un banc et ont dit « Les premières et les terminales en grève ! ». J'étais en seconde et j'ai dit « Les secondes aussi ! ». Et voilà, je me suis retrouvé délégué. Cela démarre souvent sur des trucs très futiles et le début fut celui-ci. J'ai ensuite été militant et étudiant et j'ai milité syndicalement très rapidement à FO parce que j'avais le choix et que je l'ai fait à titre individuel. Je dis toujours aux salariés « syndiquez-vous », FO si vous voulez, mais l'essentiel est de se syndiquer, d'être adhérent pour peser sur le cours des choses et en France, nous avons le choix des syndicats, ce n'est pas ce qui manque. Le choix est très ouvert. Je me suis donc retrouvé à exercer différentes responsabilités dans l'organisation quand je suis devenu permanent jeune. Dans ma tête, c'était pour deux ou trois ans, c'était une expérience. J'étais délégué syndical à la Sécurité sociale. Quand on m'a appelé pour venir à la confédération, j'ai dit « Oui, pourquoi pas ! Je vais faire ça deux ou trois ans, je vais apprendre des choses et je retournerai à la sécu. ». Et j'y suis resté 37 ans.

C'est d'une certaine manière comme une forme de virus : quand vous êtes amené à prendre plus de responsabilités par l'élection, car je rappelle qu'à FO comme ailleurs, dans n'importe quel syndicat, vous êtes élu et pouvez être défait à n'importe quel moment, c'est une élection, les mandats durent trois ans. Si vous êtes élu, vous pouvez ne pas être réélu, y compris quand on est comme je l'ai été élu secrétaire général pendant 14 ans. C'est un choix individuel, il faut avoir envie de le faire. Si on n'a pas envie, mieux vaut ne pas le faire parce que cela vous change la vie, vous n'êtes plus à 35 heures et tant s'en faut. On ne compte pas les heures, ni les kilomètres, ni les déplacements en France et à l'étranger. On oublie souvent de dire que le militantisme n'est pas uniquement franco-

français dans le monde syndical. Il y a un militantisme syndical européen, un militantisme syndical international. Une confédération internationale rassemble la quasi-totalité des syndicats au moins des pays démocratiques – et entre nous, il y en a de moins en moins, j'y reviendrai. C'est donc une activité à temps plein, week-ends compris. Certains secteurs d'activité, je prendrais l'exemple des préparateurs en pharmacie, n'ont quasiment pas de droit syndical. Leur congrès est donc obligatoirement un week-end. Ils sont en congrès le dimanche. Ce sont donc des déplacements réguliers.

Il faut en avoir envie individuellement et bien entendu, il faut que le collectif vous élise. Collectivement, il faut que les autres disent « Oui, on est prêts à voter pour lui ». C'est donc une rencontre entre de l'individuel et du collectif. J'ai exercé pendant 37 ans de manière permanente avec 14 ans comme secrétaire général. J'ai décidé d'arrêter il y a cinq ans. C'est ma conception, chacun fait ce qu'il veut, mais je considère que quand on part, il faut laisser les autres prendre la place. D'abord, vous perdez beaucoup d'informations très rapidement, il faut les laisser gérer. Excusez-moi, je vais être cru : je ne veux pas être le vieux con qui dit « tu sais, à ta place, j'aurais fait ça ». Il vaut mieux éviter ce genre de choses.

Assistons-nous aujourd'hui à ce que certains appellent une crise de l'engagement ? Je n'y crois pas tellement. Il existe des problèmes ponctuels, conjoncturels, pourraient dire certains, sur les engagements, que ce soit d'ailleurs le militantisme, que ce soit syndical, que ce soit politique, ce n'est pas propre à la France, il faut en être conscient. J'ai mon analyse à ce propos que je vous livrerai après. Il est possible de faire ce constat partout : en Allemagne, il y a moins d'adhérents qu'il n'y en avait il y a une dizaine d'années. C'est pareil dans les pays nordiques avec des taux différents bien souvent dus à l'histoire du pays. Dans les médias ou ailleurs, on entend souvent qu'en France, il y a moins de syndiqués qu'ailleurs. Oui, si on regarde objectivement la statistique : il y a effectivement moins de taux de syndicalisation en France qu'il n'y en a en Suède, par exemple, qui compte un des taux le plus forts de syndicalisation. Pour autant, la situation des salariés français, et je parle du militantisme salarié, est-elle moins bonne que celle des salariés suédois ? Non, c'est très comparable, mais notre histoire est différente. Nous n'avons pas les mêmes modèles de fabrication, les mêmes types de relations sociales.

Je prends la Suède, mais nous pourrions prendre d'autres pays que la France. Je vais prendre l'exemple de l'assurance chômage. En France, puisque nous avons une devise républicaine essentielle et au passage il serait bien de la rappeler régulièrement et de la réexpliquer : liberté, égalité, fraternité et j'ajoute toujours « laïcité ». La notion d'égalité vise à assurer non pas l'égalitarisme, mais assurer un minimum d'égalité de droits entre l'ensemble des citoyens, si on parle de la loi, ou entre l'ensemble des salariés, si on parle d'un accord.

Lorsque l'on a créé l'assurance chômage en 1958, on a négocié avec le patronat. Une fois que l'accord a été signé, une procédure que l'on appelle dans notre pays « procédure d'extension » a été engagée : on le rend obligatoire pour toutes les entreprises. Et aujourd'hui encore, si vous êtes salarié d'une TPE, si vous êtes salarié d'une multinationale, si vous êtes syndiqué ou non syndiqué, vous avez le même droit si vous perdez votre boulot. Ce n'est donc pas lié au fait d'être syndiqué ou à la taille de l'entreprise. Ce n'est pas public, même si ça le devient maintenant, mais cet organisme était géré paritairement historiquement.

Si vous êtes suédoise ou suédois, il existe trois grands syndicats en Suède, chaque syndicat gère sa propre caisse d'assurance chômage. Je ne critique pas, c'est leur histoire. Aussi, si vous êtes salarié, vous choisissez une caisse et êtes de facto syndiqué. Les deux systèmes sont différents, mais à la limite peu importe, l'efficacité est de voir si les droits sont les mêmes à la fin dans un pays ou dans l'autre.

Je parlais d'égalité de droits ; je suis assez triste et c'est pour moi un enjeu de militantisme aujourd'hui, au-delà des questions de RSE : il est important d'expliquer concrètement aujourd'hui ce que sont les valeurs républicaines, et Benjamin Douteau en a parlé à sa manière. Il ne suffit pas de les lire au fronton des mairies, c'est très bien, mais que signifient-elles ? À quoi la notion d'égalité correspond-elle ? Qu'est-ce que la notion de liberté ? Comment est-ce articulé avec la fraternité ? Pourquoi la laïcité est-elle un élément important dans notre pays ?

Je prends l'exemple de l'éducation nationale ; je regardais il y a peu l'article 111.1 du Code de l'éducation nationale qui définit ce que doit

être le rôle de l'éducation nationale. Ce rôle est double : le premier rôle est celui de transmission des connaissances, le deuxième est d'expliquer et de pérenniser les valeurs républicaines.

J'ai bien souvent le sentiment que la deuxième partie est oubliée, qu'on n'en parle plus. Or, c'est ce qui fait qu'on fait société à un moment donné, qu'on crée du collectif, qu'on partage des idées communes. Il existe donc des points communs. On peut se dire que ce n'est pas évident entre un militaire et un syndicaliste, et il est vrai qu'il n'y a pas de syndicat chez les militaires. Cela viendra peut-être un jour, c'est le cas dans certains pays. En tous les cas, dans l'engagement, il y a des points communs entre nous, c'est évident.

Le troisième point que je voudrais aborder est le suivant : **il n'y a pas forcément une crise de l'engagement, mais les natures d'engagement changent.** Les personnes adhèrent aux syndicats, quel que soit le syndicat, elles adhèrent parce que là où elles bossent, le syndicat obtient quelque chose. Elles ne deviennent pas militantes pour autant, mais elles vont voter pour le syndicat ou vont y adhérer, c'est une forme de reconnaissance du travail effectué par le syndicat dans l'entreprise ou l'administration. Or, il est vrai que depuis pas mal d'années, et c'est aussi vrai en France et dans tous les pays, les syndicats se battent souvent pour garder ce qu'ils ont, ce que les salariés ont, plus que pendant la période où nous avons à conquérir des droits. Ce n'est pas depuis cinq ans ou dix, mais cela continue depuis 20 ans ou 30 ans. Regardez l'histoire des retraites, par exemple, depuis les années quatre-vingt-dix, il me





«Je considère que les jeunes générations, même si elles sont un peu plus individualistes, ne sont pas pour autant égoïstes.»

semble que nous en sommes à la septième ou à la huitième réforme, si ma mémoire est bonne. À chaque fois, les gens essaient de garder ce qu'ils ont parce qu'ils ne sont pas d'accord avec ce qui va être fait. C'est du défensif. Quand vous faites du défensif, vous attirez moins les personnes d'une manière ou d'une autre. Lorsque j'échangeais avec mes homologues étrangers, ils faisaient le même constat, c'est évident. Il peut effectivement y avoir un effet statistique, en même temps, nous avons vu au début que lorsque les organisations syndicales se mettaient ensemble, on en parlait. Même si elles n'ont pas gagné, un souffle a été redonné d'une certaine manière au syndicalisme, et ce n'est pas plus mal. Des changements de comportement apparaissent également, des choses interviennent, les réseaux sociaux. Un mouvement comme le mouvement des Gilets jaunes a été possible parce qu'il y avait Facebook. Il y avait de temps en temps des mouvements à la SNCF ou chez les infirmières, par exemple, qui étaient des mouvements de coordination dans un secteur particulier. Or, toutes catégories confondues, la mobilisation n'a été possible que parce qu'il y avait Facebook. Il y a deux ans, lorsqu'il y a eu une mobilisation des contrôleurs de la SNCF, celle-ci n'était pas née syndicalement, mais via Facebook. Ce genre de choses n'existait pas il y a 30 ans ; il fallait alors faire un tract ou envoyer je ne sais combien de courriers. Aujourd'hui, ça peut partir très vite. La question suivante se pose d'ailleurs : la démocratie représentative fonctionne-t-elle toujours aussi bien dans notre pays ? Ne faut-il pas compléter – et non pas la remettre en cause nous avons vu avec les Gilets jaunes qu'en cas de conflit, si vous n'aviez pas d'interlocuteur, il était compliqué de le régler – avec d'autres formes de démocratie directe sans pour autant remettre en cause la démocratie représentative ?

Ces points changent certains comportements. On dit souvent que les gens sont plus individualistes, ce qui n'est pas faux. Pour autant, je considère que les jeunes générations, même si elles sont un peu plus individualistes, ne sont pas pour autant égoïstes. Elles vont peut-être s'engager plus émotionnellement pour certaines causes, à un moment donné, de façon temporaire : les engagements dans le monde associatif ou pour un événement. Pour autant, l'engagement qui dure, structuré dans un syndicat ou un parti politique est plus compliqué en ce moment. Pour quelles raisons ? J'ai une explication de fond. Je n'affirme pas que j'ai raison, car comme toujours, la vérité se discute. Benjamin Doureau a évoqué Soljénitsyne, je vais un peu compléter à ma manière ce qu'il a dit.

Pour moi, deux éléments clés se sont percutés dans l'histoire, dont un a été évoqué. Le premier élément se retrouve au début des années quatre-vingt, ce que l'on appelle « l'école de Chicago » qui est une école économique de la ville de Chicago avec un chef, Milton Friedman, un économiste qui était le conseiller économique de Pinochet au Chili pour ceux que cela intéresse au passage. La ligne essentielle de cette école économique était de dire que la priorité pour une entreprise très libérale était de satisfaire ses actionnaires. La priorité n'est donc pas l'investissement, ni le client, ni le salarié, mais l'actionnaire. Cette logique économique, et certains diront ultralibérale, néolibérale, peu importe les mots, a d'abord été mise en œuvre aux États-Unis sous Reagan au début des années quatre-vingt, ensuite par Mme Thatcher au Royaume-Uni et s'est ensuite mise en place un peu partout, dans tous les pays occidentaux en quelque sorte, progressivement. Celle-ci fut percutée par un deuxième élément évoqué par Benjamin : l'effondrement de l'Union soviétique. À titre personnel, j'ai toujours combattu

les systèmes qui n'étaient pas des démocraties, donc l'Union soviétique. On peut être satisfait quand on est démocrate de l'effondrement de l'Union soviétique, mais il y a eu des effets. Tant qu'il y avait une logique de bloc, une alternative était possible, qu'elle soit crainte ou non. Dans les négociations, les employeurs disaient « là, il faut lâcher, on ne sait jamais ». Je vous rappelle qu'après-guerre, le parti communiste était le premier parti de France avec 25 % aux élections.

Le libéralisme ou le néolibéralisme, vous l'appellez comme vous voulez, et l'effondrement du système soviétique ont eu des effets progressifs dans tous les pays et peut-être plus dans le nôtre qu'ailleurs. Pourquoi ? Je vais caricaturer mais à la limite, au vu de nos politiques économiques, entre ce que l'on appelait avant l'alternance gauche/droite, de nombreuses personnes s'interrogent sur cette différence : ceux qui se disent à gauche ne font plus de social et font du sociétal, et à droite, on ne voit pas bien clair non plus. Ces différences s'effacent et les gens se sentent moins concernés d'une certaine manière. Quel est le premier parti de France aujourd'hui ? Les abstentionnistes. Ils forment le premier parti de France. Ce n'est pas bon démocratiquement parlant. C'est à la fois parce qu'ils ne se sentent pas concernés ou qu'ils ne trouvent pas ce qu'ils ont envie de trouver, je ne sais pas. Ce phénomène est dans tous les cas en train de grandir. Si je pense que c'est peut-être plus important en France que dans d'autres pays proches, notamment européens, c'est que les Français sont un peuple plus politique que d'autres. Ils attendent en effet de leurs responsables politiques plus que ce que d'autres peuples peuvent attendre des leurs. Je vais vous livrer une anecdote. C'était dans les années quatre-vingt ou quatre-vingt-dix, il y avait un problème en Italie au moment où le président du Conseil était Berlusconi. Je ne sais plus quel était le problème, mais on en parlait beaucoup en France, on se demandait ce qui allait se passer en Italie. J'ai rencontré un camarade italien lors d'une réunion à Bruxelles, Pietro, et je lui ai dit « Pietro, que va-t-il se passer ? ». Réponse du camarade italien : « *Bah, tu sais, Jean-Claude, la tour de Pise penche, tout le monde dit qu'elle va tomber et elle est toujours là.* »

« Soyons optimistes : engagez-vous où vous voulez, mais engagez-vous ! »

Les Italiens n'attendent pas des miracles d'un gouvernement en Italie alors qu'en France, nous attendons énormément de nos responsables politiques. Sans vouloir citer qui que ce soit, s'il y a une déception par rapport aux responsables politiques, alors l'ampleur sera plus

importante qu'ailleurs. Il faut bien en avoir conscience. Pour moi, les deux éléments clés sont cette politique néolibérale qui a été un peu percutée au moment de la pandémie, nous avons vu partout les États intervenir massivement. Pour autant, on commence à y revenir. Cette politique néolibérale plus l'effondrement du système soviétique font que les gens ne s'y retrouvent plus d'une certaine manière, ce qui peut ensuite nourrir toute une série de choses : les extrêmes, etc. Ce n'est donc pas gagné pour la démocratie. Quand on regarde l'évolution dans le monde, il y a de moins en moins de démocratie d'une certaine manière. Il y a des démocraties traditionnelles qui ont toutes des difficultés, il suffit de voir les résultats électoraux. Vous avez des démocraties que l'on appelle « illibérales » ou « démocraties », et ce ne sont plus vraiment des démocraties. Vous avez également une confrontation de systèmes qui ne sont pas des démocraties : la Chine, la Russie ou d'autres qui considèrent que le modèle occidental démocratique n'est pas le leur, qui ont d'autres références, avec des affrontements.

Je n'ai plus de responsabilités syndicales, mais je me considère toujours comme un militant. Je ne m'exprime plus au nom de mon syndicat parce que je n'ai pas de raison de m'exprimer au nom de mon syndicat, je n'ai plus aucun mandat. On ne va pas m'empêcher de penser cependant, et je milite encore sous des formes diverses, non plus syndicalement, mais sur des questions de responsabilité sociale des entreprises, par exemple, la RSE : aider à ce que le côté social soit bien pris en considération, ce qui n'est pas toujours le cas et du côté environnemental, progressivement, parce que les normes sont plus strictes. Le social est plus difficile à mesurer qui plus est ; vous ne pouvez pas le mesurer obligatoirement quantitativement.

C'est une forme de militantisme aujourd'hui. J'ai un militantisme de caractère politique. Je pense que quand on est militant, quand on s'engage, on est par définition optimiste. Même si la situation est difficile, quand on milite, on sait qu'on peut changer les choses. Pas tout le temps, c'est évident, mais on sait qu'on peut influencer et changer les choses. Un militant est optimiste par définition. Il a ses convictions, il les défend, il est dans des structures, mais il est optimiste. Je pense que c'est un élément clé quand on milite, quand on a des convictions, qu'on veut les exprimer, qu'on veut les partager avec d'autres, qu'on se nourrit du collectif et qu'on travaille pour le collectif.

Militer revient donc par définition à être optimiste. Ce n'est pas si évident aujourd'hui. Des choses devraient être revenues, y compris politiquement. Je ne parle pas obligatoirement des partis politiques. Personnellement, je ne pense pas que ce soit une question d'institutions. Nous avons des institutions qui fonctionnent. C'est plus une question pratique des institutions. À titre personnel, interdire le cumul des mandats est une connerie pour moi. Je ne dis pas qu'il faut qu'un responsable politique fasse dix mandats, mais qu'un député ait au moins un mandat local pour avoir les pieds sur le terrain, car certains sont en effet perchés et n'ont pas vraiment de comptes à rendre. Ces points peuvent être modifiés, mais je ne pense pas qu'il soit nécessaire de modifier la Constitution pour ce faire. Des choses peuvent être améliorées, c'est évident. Ce n'est pas un problème de Constitution en tant que telle cependant, mais plus un problème pratique et de respect les uns envers les autres, ce qui est plus compliqué en ce moment. On ne construit rien, et c'est vrai dans l'entreprise,

dans une municipalité, ou au niveau national, si on n'arrive pas à créer un lien de respect et de confiance, ce qui ne signifie pas qu'on est d'accord, ce qui relève du débat démocratique. Quand il y a un lien de respect et de confiance, cela signifie que ça se construit, on peut donc se dire les choses en face, on peut confronter des idées, on débat. Regardez bien, quand il n'y a plus de débat, il y a de la violence.

Quand le débat est impossible, la violence s'installe. On doit donc pouvoir faire évoluer les choses par le militantisme, par le débat, c'est indispensable, ce qui suppose le respect. Petite critique sur l'actualité : j'expliquais le modèle social français tout à l'heure – et je n'aime pas dire « modèle », nous n'avons pas de leçon à donner – qui fonctionne avec un syndicalisme peut-être plus conflictuel qu'ailleurs pour des raisons historiques, mais qui en même temps fut très longtemps compensé par une structure de responsabilité des syndicats et du patronat que l'on appelle le paritarisme dans notre pays. Il s'agit grosso modo de la gestion en commun du patronat et des syndicats de tout ce qui tourne autour du contrat de travail. Ce fut dans le temps la Sécurité sociale. Je rappelle pour les plus jeunes que lorsque la Sécurité sociale s'est créée juste après-guerre, les caisses de Sécurité sociale choisissaient le directeur de la caisse : 75 % des administrateurs étaient des représentants syndicaux – nous en sommes loin aujourd'hui. Il reste les retraites complémentaires, d'ailleurs le seul truc qui reste à peu près. L'assurance chômage s'est quasiment étatisée.

Qu'est-ce que le paritarisme ? Au-delà du fait que je considère qu'historiquement les anciens et encore aujourd'hui, personne n'a

démérité dans la gestion, que ce soit cette gestion paritaire, mais c'est aussi un facteur de responsabilité, vous ne pouvez pas faire n'importe quoi quand vous êtes gestionnaire des retraites complémentaires. Vous avez des comptes à rendre, il faut que ce soit équilibré, il faut servir correctement les pensions ; je prends cet exemple, mais il en était de même pour l'assurance chômage. Or, là, si vous regardez l'actualité comme moi ces temps-ci nous constatons que l'État veut prendre de l'argent à l'Unédic, qui veut prendre de l'argent aux retraites complémentaires, ce qui signifie que c'est devenu son problème. Je suis Européen, 100 % Européen, 100 % convaincu, mais critique sur le déroulement. Quand l'État perd le pouvoir monétaire, qu'il perd en partie le pouvoir budgétaire, il veut contrôler toute la sphère sociale, par exemple, y compris s'il remet en cause le paritarisme. Remettre en cause le paritarisme veut dire qu'il n'y a plus de dialogue possible, ou que c'est difficile, et nous l'avons vu au moment des retraites entre les corps intermédiaires syndicats, comme patronat d'ailleurs, et l'exécutif. Ce n'est pas bon pour la démocratie. Soyons optimistes : engagez-vous où vous voulez, mais engagez-vous !

Paul SATIS : Vous disiez que vous ne croyiez pas à l'existence d'une crise de l'engagement. Nous parlons de l'engagement syndical, ne serait-ce pas la méthode Coué ?

Jean-Claude MAILLY : Non, ce n'est pas la méthode Coué. Je n'ai pas les chiffres, je ne suis plus en responsabilité, mais toutes les organisations syndicales considèrent que le mouvement qui a eu lieu en début d'année leur a fait gagner des adhérents.

Paul SATIS : Parce qu'il y avait un enjeu particulier, non ?

Jean-Claude MAILLY : Oui, mais je pense que ce qu'ils ont montré ensemble, la manière dont ils ont construit les choses en début d'année a montré une force. Si les syndicats se chamaillent entre eux, ce n'est pas très productif. Quand ils arrivent à se mettre d'accord comme ils l'ont fait, c'est plus productif. Je ne dis pas qu'il y a une déferlante d'adhésions. Si on mesure l'engagement par l'adhésion, d'accord, il y a encore des déserts en France. Je ne parle pas des TPE, mais des PME : il est encore compliqué d'installer un syndicat dans de nombreuses PME. Dans les grandes boîtes, il y en a partout; tous les syndicats sont présents. Je crois que progressivement, le système est en train d'évoluer, que nous allons vers ce que j'appelle des formes de coconstruction, ce qui implique que chacun soit dans ses responsabilités dans l'entreprise. Ce n'est pas au syndicat de gérer l'entreprise, c'est évident. Je le constate concrètement dans les entreprises où la coconstruction fonctionne. En effet, du côté de l'employeur ou de la direction, on sait que si on doit faire de grands changements dans l'entreprise, il vaut mieux avoir un interlocuteur, en discuter avec lui et trouver un accord. Pareil, lorsque le syndicat est important dans l'entreprise, quel que soit le syndicat, son intérêt est bien que l'entreprise tourne. On discute donc ensemble, c'est là où je dis que l'on coconstruit, plus qu'une logique d'affrontement. On parle plus des banderoles ou des grèves que des 90 000 accords signés chaque année.

Paul SATIS : L'engagement vers l'activisme ne serait-il pas de fait plus efficace ? Vous disiez que l'engagement syndical n'avait

pas apporté beaucoup de victoires depuis 2006. L'engagement activiste peut-être un peu plus, par exemple à Notre-Dame-des-Landes qui a été une victoire de l'activisme, avec #MeToo dans un certain sens aussi socialement, c'est une victoire de l'activisme.

Jean-Claude MAILLY : Oui, ce sont d'autres causes à un moment donné. Je suis antiviolence, je n'ai jamais soutenu des mouvements à caractère violent. Quand il y a violence, il n'y a plus débat, je redis ce que j'ai dit tout à l'heure. Le mouvement #MeToo est un engagement qui a été porté avec des résultats.

Paul SATIS : N'y a-t-il pas un engagement structurel à la base porté par un parti ou par un syndicat ?

Jean-Claude MAILLY : C'est la nouveauté : vous pouvez mobiliser aujourd'hui en dehors des structures, via les réseaux sociaux. C'est désormais possible. Quelle que soit la mobilisation, qu'elle vienne des réseaux sociaux comme on en voit de temps en temps par des appels, des pétitions, elles sont nombreuses, il est possible de signer des pétitions tous les jours, à un moment donné, mais ce mouvement a-t-il une représentation ? Pouvez-vous discuter avec quelqu'un ou pas ? Ce n'était pas possible au moment des Gilets jaunes, rappelez-vous : dès qu'un ou une pointait son nez, boum ! « Non, tu ne peux pas parler en notre nom ! ». Même si je considère que l'exécutif a mal géré les choses, vous ne pouviez pas discuter en même temps. Il existe bien sûr des mouvements avec des représentants. Le militantisme n'est pas uniquement syndical, il ne l'a jamais été.



Il y a le militantisme politique, l'associatif, la cause à un moment donné qui peut être temporaire parce qu'elle est importante et qu'il y a des résultats, tout cela est lié. À titre personnel, ce qui m'importe dans notre pays est de consolider la démocratie. Je pense que rappeler et expliciter, y compris aux jeunes générations, ce que sont les valeurs républicaines est une nécessité qui doit se faire dès l'école. Je rappelle que la France est une République démocratique sociale, laïque, article 1er de notre Constitution. On dit « OK » mais qu'est-ce que cela veut dire ? Je suis frappé par des discussions avec des jeunes : lorsque vous leur demandez ce qu'est la laïcité, ils n'ont pas la réponse ou ont une mauvaise réponse. Je pense que ce sont là des éléments clés qui font partie du vivre ensemble. Quand on débat dans une démocratie, et la démocratie, c'est le débat, on peut ne pas être d'accord, on n'est pas pour autant obligés de se battre.



Paul SATIS : Monsieur le maire souhaite intervenir.

Philippe COCHET : J'ai énormément de respect pour les militants, militants syndicaux, militants politiques. Si vous me permettez un parallèle notamment avec Jean Moulin, il faut se remémorer en 1940-1941, il y avait 39 à 40 millions d'habitants. Combien y avait-il de résistants ? 300 000, 400 000. Un pays s'est retrouvé parmi ces personnes, très faible pourcentage par rapport à la population. Si je fais un parallèle par rapport à l'engagement syndical, beaucoup de gens vous soutiennent moralement, de loin, pour aller au combat. Cette notion reste toujours présente dans notre pays, et c'est quelque chose qui m'interpelle. Je suis très heureux de votre présence, Monsieur Mailly, aujourd'hui. Cet engagement, on en philosophe aujourd'hui, on avance sur un certain nombre d'éléments, mais après, il faut passer à l'acte. Quelle est la

difficulté sur le soutien moral, sympathique et agréable, et sur le fait d'y aller ? C'est une vraie différence. Je rappelle également qu'à l'époque, 300 000 Français, 400 000 Français se sont engagés, des étrangers également, pas uniquement des Français ; quand on était résistant, on avait une espérance de vie entre quelques semaines et deux mois, ce qui laisse beaucoup à réfléchir, surtout quand on voit les discussions. Après, tout le monde est content d'une victoire que vous avez obtenue et qui est partagée par tous, c'est classique. Je trouve que cette notion de militantisme quel qu'il soit, politique, syndical, environnemental, tout autre, est indispensable. Le fait de voir si peu de gens s'engager me désespère alors qu'ils ont par contre une grande capacité à partager les victoires. Ces victoires ne peuvent toutefois exister que parce que vous existez.

Paul SATIS : Est-ce que ce n'est pas pareil en politique, Monsieur Cochet ? La crise du militantisme politique est peut-être pire, quels que soient les partis, à droite ou à gauche.

Philippe COCHET : Oui, avec un élément incroyable et c'est ce que vous avez dit : quand les gens militent, c'est qu'ils ont des convictions. La notion que vous avez évoquée, et vous êtes un grand défenseur des valeurs de la République, quelque chose qui ne peut que nous unir tous ici. Un militant doit être respecté. Il faut qu'il ait des idées et des combats à assumer. Quand on dit que tout se vaut, qu'il n'y a plus de droite, plus de gauche, plus de bloc tel que vous l'expliquiez, c'est le meilleur moyen de désengager les gens alors que nous sommes face à de vrais combats. Je pense que c'est là où le politique doit pouvoir exister : il y a de vraies différences et vous avez indiqué que ce n'était pas une raison pour se ficher sur la figure, c'est pouvoir débattre et ce débat n'existe plus dans notre pays sur nombre de sujets. L'idée générale, le politiquement correct a tué le débat politique. C'est une catastrophe, me semble-t-il. Je suis très heureux en tout cas aujourd'hui d'avoir cette thématique de l'engagement, car nous ne pourrions avoir un pays qui ne pourra bouger et retrouver la foi en l'avenir, comme cela a été expliqué tout à l'heure, que dès l'instant où on croit à quelque chose, mais que nous ne sommes pas les seuls à y croire. Il faut être en mesure d'engager d'autres personnes. Il est trop facile de partager des victoires pour lesquelles on n'est strictement pour rien.

Jean-Claude MAILLY : Vous avez tout à fait raison. D'une certaine manière, c'est la rançon de la gloire. Notre système républicain auquel je suis profondément attaché sur les valeurs, vous avez raison, fait que, si je reste sur le terrain syndical, quand un accord est signé par un syndicat dans une entreprise dans certains pays, y compris un accord de salaire, il ne s'applique qu'aux adhérents du syndicat. En France,

quand un syndicat signe, l'accord s'applique à tout le monde. Je trouve que c'est bien sur le principe, car nous sommes conformes à la notion d'égalité de droits. Il est vrai que ce n'est pas un facteur de syndicalisation, car que vous soyez syndiqués ou pas, vous avez la même chose que les autres. Certains disent qu'il faudrait le rendre obligatoire... Non, l'engagement, qu'il soit politique, syndical, ne peut pas être obligatoire. C'est un choix que fait un individu à un moment donné ; même si ce n'est pas productif en matière d'adhésion syndicale, je pense qu'il faut conserver ce système qui, au fil du temps, prend quand même quelques coups dans la figure, c'est évident.

Jean Moulin, c'est le courage en plus. Quand vous viendrez à Paris, je vous engage à aller visiter le musée Jean Moulin de la résistance place Denfert-Rochereau qui est passionnant.

Paul SATIS : Comment faisiez-vous à Force ouvrière ? Une cellule spéciale était-elle dédiée au recrutement et pour inciter les personnes à s'engager ? Comment avez-vous travaillé cet aspect ? Cette crise du syndicalisme n'est pas nouvelle non plus.

Jean-Claude MAILLY : Non, je ne dirais pas « crise du syndicalisme », mais difficulté. Tant qu'il y a aura des salariés, il y aura des syndicats de salariés. Tant qu'il y aura des employeurs, il y aura des syndicats d'employeurs. Ce n'est pas demain la veille qu'il n'y en aura plus. Il peut certes y avoir des difficultés à un moment donné. La période fait que depuis quelques années maintenant, que ce soit les partis politiques, les médias, les confédérations syndicales, les personnes ont tendance à tout mettre dans le même panier : « Ce sont les institutionnels ! », une critique de tout ce qui est institutionnel. Les confédérations n'y ont pas non plus échappé. Toutes les confédérations ont leur page Facebook, Instagram, etc. Je n'ai pas regardé récemment, mais je ne suis pas sûr que ce soit là où le plus de personnes vont. Chaque organisation a cependant ses secteurs de développement et de formation qui existent, mais ce n'est pas aussi simple. Certains secteurs sont plus syndiqués que d'autres. Des entreprises sont plus syndiquées que d'autres. Il y a encore cinq ans, la plus grosse implantation FO dans le privé était Airbus Toulouse – et je pense que c'est encore vrai. Il y a 14 000 salariés, il y avait 7 000 cartes. C'est un vrai système de coconstruction qui existe dans l'entreprise, non pas parce que c'est FO, vous avez une autre entreprise où ce sera la CFDT, ce sera la même chose. Les salariés ne comprennent pas toujours que lorsque le syndicat est puissant dans l'entreprise, même s'il y en a deux qui se parlent bien, l'employeur est obligé d'en tenir compte. S'il n'en tient pas compte, il a des problèmes. Le syndicat a une responsabilité plus importante vis-à-vis des salariés s'il est majoritaire ou quasi majoritaire. Il faut l'expliquer, ce n'est pas évident, y compris pour les raisons que vous citez : finalement, ils font le boulot, on vote pour eux parce que ceux qui font de la représentativité syndicale ne sont pas les adhérents, mais le résultat des élections dans les entreprises, dans les administrations. On oublie souvent de le dire. Même si les taux baissent un peu, ils doivent encore être en moyenne autour de 60 % à 65 % de participation. Malheureusement, ce n'est pas le cas en politique.

Paul SATIS : Pour se présenter aux élections du personnel, existe-t-il des difficultés particulières ? Y a-t-il les candidats pour ?

Jean-Claude MAILLY : Il existe des difficultés notamment liées aux ordonnances de 2017, les ordonnances Macron. Nous avons négocié à FO, pas sur tout, je me souviens, ce fut même compliqué de le faire passer pour moi dans l'organisation. Nous avons sauvé la négociation de branche qui devait disparaître. Dans notre système de négociations, vous avez la branche de la métallurgie, de la chimie, etc. où se négocient, par exemple, les minima conventionnels de branche, certaines obligations valables pour toutes les entreprises du secteur. C'est aussi le côté républicain. Si on cassait la branche, il serait très compliqué de la remettre. Certains pays ont supprimé les branches, la Grèce, par exemple, au moment des difficultés, et ne les a toujours pas rétablies. Il fallait absolument les sauver.

Par contre, il y a dans les ordonnances des points négatifs qui n'incitent pas à prendre de responsabilités syndicales. La bêtise de limiter à trois mandats, par exemple : un délégué ne peut faire que trois mandats successifs, il est ensuite obligé de s'arrêter, en plus avec des responsabilités plus importantes qu'avant. Ils ont fusionné le comité d'entreprise et les délégués du personnel, ce qui ne pose pas trop de problèmes encore, mais fusionné aussi avec le CHSCT, et ils ont supprimé le CHSCT en tant que tel. Aussi, si vous êtes élu au CSE, qui est la nouvelle formule, vous devez être compétent sur tout. Et personne n'est compétent sur tout, ce qui décourage. Ces points doivent être revus. Il faudrait copier les militaires à ce propos : la France ne sait pas pratiquer des politiques d'évaluation et ce n'est pas d'aujourd'hui. On décide, on fait une loi, la logique voudrait que l'on regarde ce que cela donne et corriger au besoin. Les militaires le font régulièrement : c'est ce qu'ils appellent les retex, les retours d'expérience. Pourquoi ? Parce que la vie des hommes est en jeu. Quand vous êtes sur un terrain, vous avez analysé, vous regardez ce qu'il s'est passé et vous rectifiez ce qui doit l'être. Nous le faisons très peu. Ils l'ont récemment fait dans l'éducation nationale sur le changement de dates pour le baccalauréat. Concernant les ordonnances 2017, à l'époque, nous avons obtenu un comité d'évaluation des ordonnances, ce que j'avais exigé avec Laurent Berger, car nous pressentions des problèmes, notamment sur ce que je viens d'expliquer. Ils ont fini par accepter. Un comité de trois personnes s'est mis en place, un employeur, un syndicaliste et un expert et a fait un bon boulot. Ils ont bossé pendant trois, quatre ans et ont levé tous les problèmes d'application posés par les ordonnances. Résultat des courses : est-ce qu'on modifie ? Non. Le gouvernement a décidé de supprimer le comité. C'est typiquement français.



TABLE RONDE : «Témoignages : s'engager, pour quoi ?»

Sylvie ALTAR est historienne, docteure spécialisée dans la vie des Juifs avant, pendant et après la Seconde Guerre mondiale.

Latifa IBN ZIATEN est fondatrice de l'association IMAD, pour la jeunesse et la paix.

Fabien LAFARGE est trombone solo à l'Orchestre national de Lyon, professeur de trombone à l'école de musique de Caluire et Cuire (AMC2).

Rose-May LUCOTTE est co-fondatrice de la start-up ChangeNOW, développement autour de l'innovation environnemental.

Paul SATIS : Je vous propose de reprendre avec la table ronde, avec cette question dont je vous parlais tout à l'heure « s'engager, pourquoi ? » avec quatre acteurs qui sont beaucoup engagés.

Je vais vous présenter nos quatre intervenants. Nous allons commencer avec vous, Sylvie Altar, vous êtes historienne, spécialiste de la Seconde Guerre mondiale, vous avez beaucoup travaillé sur la vie des Juifs pendant l'occupation, la déportation et avez tout un travail avec la jeunesse autour de cela avec vos élèves. Nous en parlerons dans un instant.

À côté de moi, il y a Latifa Ibn Ziaten. Vous êtes un visage très familier parce que vous faites beaucoup de conférences. Vous êtes la fondatrice de l'association Imad, le nom de votre fils. Je rappelle pour ceux qui ne le savent pas qu'Imad Ibn Ziaten a été une des victimes de Mohamed Merah dans les attentats de 2012 dans la région de Toulouse. Depuis, vous n'avez cessé de militer, de vous engager justement pour la laïcité et pour que cela ne se reproduise pas. Vous parlez beaucoup, vous aussi, à la jeunesse française. Nous en parlerons avec vous tout à l'heure.

À côté de vous il y a Fabien Lafarge, bonjour. Vous êtes musicien, trombone solo à l'orchestre national de Lyon et ce n'est pas rien, trombone solo, à l'ONL. C'est un poste important.

Fabien LAFARGE : C'est un poste important, oui.

Paul SATIS : Nous parlerons avec vous de l'engagement pour la musique parce que c'est un engagement fort quand on fait de la musique au niveau d'excellence qui est le vôtre. Vous avez aussi une fonction auprès de la jeunesse qui est l'enseignement puisque vous enseignez à deux niveaux.





Le deuxième est votre engagement personnel. Vous aviez tous des professions, vous auriez tous pu avoir une autre vie, mais vous êtes allés au-delà de ce que vous faites professionnellement et vous vous êtes engagés personnellement. Je vais commencer avec vous, Rose-May Lucotte. C'est intéressant parce que vous venez du monde de l'entreprise un peu classique ; vous travaillez dans le domaine de la pharmacie.

Rose-May LUCOTTE : Oui, de la santé.

Paul SATIS : Que faisiez-vous ?

Rose-May LUCOTTE : J'étais en marketing-communication pour un laboratoire franco-français, une PME. J'ai ensuite rejoint la filiale santé du groupe Nestlé. Avant cela, j'ai fait des études de commerce à l'EM Lyon.

Paul SATIS : Un parcours assez classique dans le monde de l'entreprise, mais au bout d'un moment, qu'y a-t-il eu, une sorte de prise de conscience ?

Rose-May LUCOTTE : Oui, il y a eu deux choses : une prise de conscience à deux niveaux. Au niveau de l'entreprise, le sentiment que nous n'allions pas dans la bonne direction, que le monde de l'entreprise aujourd'hui ne répondait pas aux bons enjeux. Je me souviens mon premier cours d'école de commerce, c'était « quelle est la mission d'une entreprise ? ». C'était il y a 15 ans, je pense que la réponse changerait aujourd'hui. La réponse était « maximise profit ». Il n'y avait qu'une seule réponse.

Paul SATIS : Ce que disait Jean-Claude Mailly tout à l'heure, les premiers à servir sont les actionnaires, le reste est vu ensuite.

Rose-May LUCOTTE : En effet, à partir des années quatre-vingt, c'est un peu la direction que les entreprises ont prise, ce qui n'était pas le cas avant. On voit émerger une nouvelle génération d'entreprises qui voit le monde économique différemment, en tout cas dans sa mission dans la société. Premièrement, cette prise de conscience de ne pas aller dans la bonne direction et deuxièmement, la prise de conscience écologique et l'urgence à agir. Obama disait « Nous sommes la

Fabien LAFARGE : Exactement, j'enseigne à l'école de musique ici, à Caluire et Cuire pour les plus jeunes, les débutants, pour monter les élèves le plus haut possible, et au niveau professionnel puisque je suis professeur adjoint au CNSM de Lyon. Pour vous situer les choses, en France pour les personnes qui veulent faire de la musique classique leur métier, il y a seulement deux CNSM, Paris et Lyon, soit en tout 24 élèves en même temps qui sont dans un de ces conservatoires pour espérer un jour devenir des musiciens professionnels de haut niveau, c'est-à-dire les personnes qui intègrent les orchestres ou qui font des carrières de solistes.

Paul SATIS : Et Rose-May Lucotte, bonjour. Vous êtes la cofondatrice de la startup ChangeNOW. Vous nous expliquerez ce que c'est : un événement qui rassemble des entreprises vertueuses sur le plan environnemental.

Rose-May LUCOTTE : Tout à fait, c'est un sommet international des innovations pour la planète. Chaque année, nous rassemblons 1 000 solutions qui viennent du monde entier, engagées sur les enjeux environnementaux et sociaux. Nous rassemblons autour d'elles 300 000 personnes qui viennent, à la fois des investisseurs, des grands groupes, des médias, des institutionnels et du grand public qui veut découvrir ces solutions et agir concrètement.

Paul SATIS : Vous avez deux points communs. Le premier point commun à tous est votre action envers la jeunesse, nous l'avons dit.

première génération à ressentir les effets du changement climatique et la dernière génération à pouvoir agir ». Cette prise de conscience se joue maintenant.

Paul SATIS : Et donc ChangeNOW, vous êtes tous anglophones, veut dire « changer maintenant ». Vous l'avez dit, c'est un sommet mondial. Quelle était l'idée à la base ?

Rose-May LUCOTTE : C'est né d'un constat en 2015. C'était au moment de la Cop 21, les accords de Paris ; le sujet du changement climatique est vraiment venu sur le devant de la scène médiatique. Le constat était qu'il y avait de plus en plus d'entreprises qui voulaient agir pour les enjeux environnementaux et sociaux, et donc avoir un impact positif qui commençait à émerger avec de grandes ambitions, et non pas l'ambition d'être le futur Facebook ou Google, mais l'ambition de dépolluer les océans ou de répondre aux crises de migration liées au réchauffement climatique. Ces startups peinaient à passer à grande échelle parce qu'elles étaient isolées. Il n'y avait pas d'écosystème autour d'elles, très peu de connexion avec le monde des investisseurs, avec le monde des médias, avec les grands groupes et assez peu de considération. Le constat était qu'il ressortait beaucoup de bonnes idées, mais qui peinaient à se développer. L'idée de ChangeNOW a été de rassembler tous ces acteurs pour créer un mouvement et faire venir à eux tous ceux qui pouvaient les aider à se développer. Dans toutes les industries, de grands événements structurent l'écosystème, le CES à Las Vegas, le festival de Cannes pour le cinéma. Il n'y avait pas de grand temps fort mondial pour les entreprises qui veulent changer le

monde, c'est ce que nous avons voulu créer.

Paul SATIS : Quand l'avez-vous créé ?

Rose-May LUCOTTE : Nous l'avons lancé en 2017, c'est assez récent. L'événement a pris beaucoup d'ampleur et assez rapidement. Nous étions à Station F, dans un des hauts lieux de l'innovation qui venait d'ouvrir.

Paul SATIS : À Paris. L'idée a-t-elle pris tout de suite ou bien était-ce compliqué de faire comprendre qu'un écosystème pouvait peut-être être créé autour d'un monde de l'entreprise plus vertueux ?

Rose-May LUCOTTE : D'un point de vue entrepreneurial, ce fut un vrai challenge. Je l'ai lancé avec mon mari, nous venions d'avoir un enfant, c'est aussi un élément un peu déclencheur de cette aventure. Ce fut un grand saut dans la vie entrepreneuriale ; nous ne venions pas du secteur de l'événementiel ni de l'impact. Il a vraiment fallu sortir les rames et aller faire du porte-à-porte pour présenter cette idée. En revanche, la vision sonnait vraiment juste et à chaque fois que nous la présentions, nous avions un accord favorable. Je dirais que nous avons eu toutes les galères de l'entrepreneuriat de ce point de vue, des enjeux financiers, des enjeux de rythme de vie, mais dès la première édition, nous avons senti que cela répondait à un vrai besoin et apportait un vrai service pour les entreprises engagées.

Paul SATIS : Et maintenant, cela a bien grossi.

Rose-May LUCOTTE : En effet, nous

sommes partis de 2 000 participants en 2017 pour arriver à 35 000 participants aujourd'hui. En 2020, nous avons eu la possibilité d'investir le Grand Palais, une très belle vitrine pour toute cette nouvelle économie.

Paul SATIS : Y a-t-il un effet ? Je ne sais pas si vous voulez changer le monde, mais en tout cas contribuer à le faire un peu changer. Cela fonctionne-t-il finalement ? Avec le recul de cinq, six ans que vous avez, cet écosystème dont vous parliez s'est-il créé ? Les investisseurs viennent-ils à l'événement et investissent-ils de l'argent dans ces entreprises ? Certaines ont-elles commencé à produire et à avoir un effet concret sur le travail environnemental qu'elles voulaient faire à la base ?

Rose-May LUCOTTE : Oui, tout à fait. Nous avons créé l'événement pour avoir un impact concret, et non pas simplement pour faire un événement vitrine. Nous mesurons édition après édition les grandes histoires qui se sont écrites pendant l'événement. Vous parliez de levées de fonds ; nous avons un fonds sur la protection des océans qui se lançait à ChangeNOW, qui a levé ses premiers millions d'euros à ChangeNOW et qui est devenu en quelques années le plus grand fonds mondial de protection des océans. Nous avons un autre exemple d'une collaboration entre une startup et le monde institutionnel. Nous avons orchestré la rencontre en 2020 entre une startup slovène qui s'appelle PlanetCare qui fait de la capture de microparticules de plastique à la sortie des machines à laver. Il faut savoir qu'à chaque cycle de lavage, des microparticules de plastique sont transmises dans l'eau, tout simplement parce que nous

avons des vêtements avec des fibres synthétiques. Une fois sorties de la machine à laver, ces microparticules de plastique partent dans l'eau, sont irrécupérables et vont ensuite dans les égouts, dans les rivières et dans les océans. Une grosse partie de la pollution plastique dans les océans est liée aux microparticules de plastique.

Cette société slovène avait développé des filtres pour capter ces microparticules de plastique. Nous avons orchestré une rencontre avec le ministère, avec Brune Poirson, la secrétaire d'État à la transition écologique et solidaire. De cette rencontre est né un nouvel article de loi puisqu'à partir de 2025, toutes les machines à laver vendues neuves en France devront être équipées de filtres à microparticules de plastique. C'est exactement ce genre de retombées très concrètes et de ponts que nous cherchons à créer pour avoir un impact à grande échelle.

Paul SATIS : Voulez-vous aller plus loin maintenant ? L'événement existe, il est là, il y a beaucoup de monde, il y a aussi beaucoup d'anglicismes, vous l'avez entendu, mais c'est normal, c'est un événement très international, majoritairement international.

Rose-May LUCOTTE : L'événement est en anglais, nous sommes à peu près à 50/50 entre les Français et les internationaux.

Paul SATIS : Voulez-vous aller plus loin ? Avez-vous créé d'autres événements parallèlement à celui-ci ?

Rose-May LUCOTTE : Oui. Nous avons créé un autre événement français qui est un salon de recrutement dédié à l'impact pour créer le pont entre cette génération de professionnels en quête de sens ou de jeunes diplômés en quête de sens et ces entreprises en forte croissance qui recrutent. Nous avons lancé ce premier événement. Nous nous spécialisons maintenant et lançons d'autres événements spécialisés sur des verticales puisque le sommet de ChangeNOW est très holistique et ce volontairement, car nous voulons créer des liens entre la mobilité, les villes durables, l'inclusion, la biodiversité. Nous créons maintenant des événements sur des verticales ; en septembre 2024, nous lancerons par exemple The World Living Soils Forum qui est un événement dédié au sol vivant en partenariat avec Moët Hennessy pour tout ce qui est agriculture régénératrice, régénération des sols qui est un enjeu majeur d'un point de vue agriculture et capture de carbone.

Paul SATIS : Puisque nous parlons d'engagement ici, avez-vous l'impression que l'engagement des entreprises porte sur du greenwashing, de la communication ? Nous n'allons pas parler du monde de l'entreprise en général, mais globalement, les mentalités changent-elles depuis que vous avez créé cet événement, que vous vous y êtes intéressée ou bien sommes-nous encore un peu dans de la communication ?

Rose-May LUCOTTE : Tout dépend des entreprises avec lesquelles nous travaillons. Nous voyons que cette mutation au sein des entreprises est essentielle. Parmi les entreprises récentes, certaines sont basées sur ces modèles vertueux, non pas de recherche de profits mais de recherche d'impacts avec le profit qui est un moyen d'accomplir cet impact. Des choses bougent profondément dans les grandes entreprises parce que c'est porté et parce que nous avons ce mouvement en interne de personnes qui veulent vraiment faire bouger les choses. Je ne dis pas qu'il n'y a pas de greenwashing, il y en a évidemment encore, mais nous avons aussi une prise de conscience profonde et une volonté de faire changer les choses. Ce sont bien ces personnes que vous accompagnons, ces directeurs RSE (responsabilité sociale des entreprises), directeurs d'innovation, directeurs de la communication que nous faisons venir à ChangeNOW. Nous sommes en quelque sorte les alliés de ces personnes pour qu'elles puissent embarquer derrière elles leur comité exécutif. Nous voyons en effet que l'impact que nous avons à travers ChangeNOW sur les mentalités des dirigeants, en tout cas sur la prise de conscience, laisse apparaître beaucoup d'innovations, beaucoup de solutions pouvant être appliquées dès à présent..

Paul SATIS : Je me tourne maintenant vers Latifa Ibn Ziaten. Rebonjour, Madame. Vous, vous avez un engagement presque au service de la République, de la laïcité que vous avez pris très peu de temps après l'attentat dont votre fils a été victime. On rappelle qu'Imad, votre fils, était militaire. Il était engagé lui aussi, Benjamin Douteau parlait de l'engagement militaire. J'imagine que les propos de Benjamin Douteau tout à l'heure ont beaucoup raisonné pour vous.

Latifa IBN ZIATEN : Bonjour Messieurs, Mesdames. Tout à fait. Je suis tout d'abord très honorée d'être parmi vous aujourd'hui. Pour ce qui concerne l'engagement, je viens d'une famille déjà engagée. J'ai grandi dans une famille engagée : mon père était militaire, mon grand-père également, mes oncles étaient militaires. Lorsque je suis arrivée en France, j'ai élevé mes cinq enfants, mon fils a voulu



s'engager dans l'armée. Cet engagement venait de lui et était dur pour moi parce que je n'avais pas beaucoup vu mon père et j'avais peur de le perdre. J'ai finalement accepté parce que j'ai respecté son choix. C'était un soldat extraordinaire, un garçon formidable, un enfant. Ce commandant m'a un peu remis de baume au cœur ; j'avais un fils tellement courageux qu'il a refusé de se mettre à genoux, il est mort debout. L'assassin lui a dit « *Mets-toi à genoux* » et Imad lui a dit « *Non, je ne me mettrai pas à genoux, si vous voulez tirer, tirez, mais je suis un soldat, je suis un homme* ». Il est mort de façon loyale.

Quarante jours après, avec cette souffrance de perdre un enfant, un jeune, un fils, un ami de 30 ans, j'ai voulu aller sur le terrain où mon fils a été assassiné, j'étais très proche de lui. Je voulais aller voir, je me suis dit qu'Imad m'avait peut-être laissé quelque chose au sol, on ne sait jamais. Quand je suis arrivé à Toulouse dans ce gymnase, je n'ai trouvé que des traces de sang. J'ai crié très fort, autant qu'une mère en souffrance, pensant que quelqu'un pouvait peut-être m'entendre. Hélas ! Il n'y avait personne. Je ne sais pas pourquoi ni comment, Imad, ta vie s'est arrêtée là, mon fils, mais je vais devoir chercher la personne qui t'a tué. Je me suis retrouvée dans ce quartier des Izards, et c'est là où j'ai trouvé des jeunes livrés à eux-mêmes. Quand je me suis adressée à eux, je leur ai demandé où habitait Mohamed Merah deux fois. La troisième fois, un jeune homme s'est mis à sourire et m'a dit « *Madame, Mohamed Merah est un héros, c'est un martyr de l'Islam, il a mis la France à genoux.* » Et là j'ai pensé « *Mon Dieu ! Ils me l'ont tué une deuxième fois ces jeunes !* ». Je leur ai dit « *Comment osez-vous dire que c'est un martyr ? C'est un assassin qui a tué sept*

victimes ! ». Un jeune me regarde alors, retire sa casquette et me dit « *Qui êtes-vous Madame ?* », « *Je suis la mère du premier soldat. Comment osez-vous dire cela ?* ».

Je vous assure, ces jeunes m'ont encerclée, j'ai cru que j'allais mourir. J'ai dit « *Je n'ai pas peur de mourir, je suis prête, mais laisse-moi juste prier et je suis prête à mourir, il n'y a pas de problème* ». Ce jeune m'a dit « *On ne va pas vous tuer, Madame. Regardez où nous habitons, Madame, regardez ce quartier. Nous sommes enfermés, Madame. Vous savez, quand les rats sont enfermés, ils deviennent enragés. Et là, ils sortent et font des ravages dans la société.* ». J'ai dit « *Mon Dieu !* ». « *Et la République, Madame, elle nous a oubliés. Nos familles, c'est fini, elles n'en peuvent plus, elles ne s'intéressent plus à nous.* »

Je me suis alors adressée à ces cinq jeunes et leur ai dit « *Mais la République, c'est vous ! Vous êtes la République ! Qu'avez-vous donné à la République ? Qu'attendez-vous qu'elle vous donne ? C'est à vous de bouger, c'est à vous de faire quelque chose.* » Ces jeunes m'ont regardé et m'ont dit « *Mais Madame, vous ne pouvez rien faire pour nous. Nous sommes déjà morts. La seule chose que nous pouvons vous dire : tendre la main à nos frères, à nos petits frères.* ». À ce moment-là, si j'ai fondé une association, c'était juste pour rendre hommage à mon fils chaque année. Je n'aurais jamais cru en arriver là. Grâce à ces jeunes qui m'ont ouvert les yeux, j'ai dit « *Je m'engage, je vais travailler avec ces jeunes, je vais tendre la main à cette jeunesse.* ». Quelque chose ne va pas, mais je ne vais pas

baisser les bras. Depuis ce jour-là, je vais dans les écoles françaises publiques, des écoles privées, des écoles juives, je fais des projets éducatifs. J'essaie de donner la chance à cette jeunesse que certains n'ont pas eue.

On dit que quelque chose ne va pas ; il y a un gros problème, je ne vous le cache pas. Quand on oublie un jeune, quand un jeune est perdu, s'il n'y a pas de cadre, s'il n'y a pas d'éducation, s'il n'y a pas d'accompagnement, voilà ce qui arrive aujourd'hui, malheureusement. Un enfant ne naît pas terroriste, il le devient par la haine, par la violence, par la souffrance.

Paul SATIS : Votre association s'appelle « Imad pour la jeunesse et la paix ». L'engagement d'Imad dont vous parliez continue à vivre à travers le nom de cette association.

Latifa IBN ZIATEN : Bien sûr. J'ai installé cette association comme un bébé qui grandit tous les jours. Aujourd'hui, avec chaque vie que je peux sauver, chaque aide que je peux apporter, que ce soit en famille, un jeune ou un adulte, je vois Imad grandir à travers l'association. C'est pour cela que cette association porte son nom.

Paul SATIS : En plus, c'était un engagement très précoce. Quand vous avez fondé cette association, c'était très près du décès de votre fils, quelques semaines, mois après.

Latifa IBN ZIATEN : Quarante jours après, j'étais sur le terrain. C'est dur, la blessure est présente, cette douleur ne se fermera jamais, mais je dois aider cette jeunesse. Je me suis engagée avec mon cœur, avec ma force, avec mon éducation, avec ma dignité. Je vais aller jusqu'au bout.

Paul SATIS : Cela s'est passé il y a un peu plus de dix ans ; vous en avez fait des conférences, vous en avez vu des jeunes. Suivez-vous les premiers que vous avez vus ? Avez-vous l'impression qu'il y a eu des prises de conscience ? Avez-vous eu des retours de jeunes avec qui vous avez parlé il y a sept ou huit ans, qui vous disent que leur vie ou que leur façon de voir les choses a été réorientée ?

Latifa IBN ZIATEN : Mon fils n'est plus de ce monde depuis 13 ans,

je suis sur le terrain depuis 13 ans. Je vous assure que j'ai sauvé beaucoup de jeunes qui ne sont pas partis en Syrie, j'ai essayé de convaincre de nombreux jeunes de trouver leur place dans la société à leur retour de Syrie. Dans les écoles, quand je fais une conférence devant 200 élèves ou 300 élèves et que des jeunes pleurent, certains me disent « *Je peux vous faire un câlin Madame ?* ». C'est que le message passe. Il y a bien une souffrance, sur de nombreux points. Certains parents ne donnent pas assez d'amour à leurs enfants, parfois la présence d'un père n'est pas suffisante, il y a parfois de la pauvreté ou de l'ignorance. Quand on dit à un jeune de démarrer son moteur : « *Si tu le démarres, tu y arriveras* ».

Paul SATIS : C'est votre message : « *Démarré ton moteur* ».

Latifa IBN ZIATEN : C'est le message. Je lui dis « *Démarré ton moteur. Si tu le démarres, tu y arriveras. Cette femme qui est en face de toi, elle l'a démarré à l'âge de 9 ans.* ». Quand j'ai perdu ma mère, j'ai dit « *Latifa, il faut que tu démarres ton moteur, c'est maintenant.* ». Et je l'ai démarré, il est toujours en route.

Paul SATIS : Essayez-vous d'avoir un discours auprès de ces jeunes sur la laïcité ? Vous parlez également de la République alors que ces jeunes peuvent se sentir oubliés par la République, ainsi que vous le disiez, ne serait-ce dans les environnements dans lesquels ils vivent.

Latifa IBN ZIATEN : Dans certaines écoles, il faut voir les choses, je suis sur le terrain. Quand vous allez dans une école où il n'y a que des immigrés d'origine maghrébine, africaine, et qu'on parle de la laïcité, ils demandent s'ils sont concernés. « *Mais bien sûr, vous êtes concernés.* ».

Paul SATIS : Comment leur expliquez-vous ?

Latifa IBN ZIATEN : La laïcité est un garant pour nous tous de pratiquer notre foi ou de ne pas la pratiquer et de respecter l'autre qui ne pratique pas. C'est tout simple. Je ne dis pas de lire toute la charte, mais juste le principe. La laïcité est pour nous tous et est un garant pour nous tous. Croire ou ne pas croire, respecter l'autre. Si les règles et les valeurs de la laïcité vous disent que dans une école, vous ne pouvez pas porter des signes religieux, alors on ne doit pas les porter.



C'est un respect des valeurs de la laïcité. Il y a des mosquées, des lieux pour prier, il y a une ouverture. Il n'y a pas de problème ; l'Islam est très bien en France, comme toute religion d'ailleurs.

Paul SATIS : Dans les récentes conférences que vous avez faites, êtes-vous intervenue sur le sujet de l'abaya, par exemple ? Qu'avez-vous dit aux jeunes ? Certains ne comprennent pas pourquoi on interdit l'abaya en cours ni le discours de la laïcité du gouvernement.

Latifa IBN ZIATEN : Nous vivons de nombreux problèmes et on parle de vêtement. Quand une jeune fille vient avec une robe longue, on dit que c'est une robe religieuse. Quel rapport ? Cela me choque que l'on fasse le policier devant l'école. D'accord, l'abaya a quelque chose qui fait partie de la religion, on le voit, mais l'abaya n'est pas marquée dans le Coran. C'est un vêtement de mode que l'on trouve en Iran, en Afghanistan, au Pakistan, c'est culturel et n'a rien à voir avec la religion, mais on ne doit pas la porter, bien sûr, dans l'école républicaine. Quand on est à l'école, on doit être habillé comme les autres tout simplement.

Paul SATIS : Seriez-vous presque pour l'uniforme ?

Latifa IBN ZIATEN : Oui, je le répète depuis six ans : si on arrive à mettre un uniforme aux enfants, ils seront égaux, tout le monde sera pareil, on n'aura pas autant de problèmes. Le problème d'habillement sera réglé et il n'y aura pas ce problème de marque parce que certains ont les moyens, d'autres ne les ont pas, certains doivent trafiquer pour les avoir, d'autres doivent tirer sur leurs parents pour être habillés comme les autres, ce qui pose de nombreux problèmes aujourd'hui dans la société.

Paul SATIS : Depuis que vous avez commencé à aller dans les écoles et à parler à ces jeunes, avez-vous l'impression que les choses ont changé, ont évolué dans leur mentalité, dans leur façon de vous répondre, dans le rapport au fanatisme religieux ?

Latifa IBN ZIATEN : Avant le covid, c'était très bien parti. Je sentais une évolution extraordinaire et il y a eu un gros problème après le covid ; on a oublié certains jeunes. On n'a pas pensé à la jeunesse de certains quartiers, on ne les a pas aidés. Quand vous trouvez une famille de huit ou neuf personnes dans le même appartement qui n'a pas les moyens de travailler, qui n'a pas assez de matériel (ordinateurs...), comment voulez qu'un jeune trouve ses repères pour continuer à travailler ? C'est impossible. Ce fut vraiment un échec. Le covid a touché tout le monde. Je n'ai pas arrêté de dire à chaque jeune, à chaque adulte que si nous étions enfermés, c'était bien pour nous protéger, pour notre santé, pour nous, et pas pour quelque chose de mal. Il fallait aller vers cette jeunesse qui a besoin d'aide. Des femmes vivent également seules avec leurs enfants, sans père. La femme doit partir travailler le matin de bonne heure et travaille le soir, sans personne pour aider ni sur le plan de l'éducation ni en accompagnement. C'est pour cette raison que nous avons autant de problèmes aujourd'hui. Nous avons perdu ce respect et malheureusement, certains parents ne savent plus éduquer. Ils savent uniquement dire « oui » et ne savent pas dire « non ». Il y a un gros problème généralement. J'étais présente concernant ce qu'il s'est passé cet été, j'étais sur les lieux. Il fallait voir cette violence ; j'étais choquée, mais je n'avais pas peur. Avec un Monsieur, j'ai attrapé deux jeunes, nous ne les avons pas lâchés et avons dit « Mais arrêtez-vous ! Pourquoi faites-vous cela ? Pourquoi faites-vous autant de mal ? Laissez la justice faire son travail ! Ce que vous faites est horrible ! ». Si nous étions tous solidaires, Messieurs,

Mesdames, si nous étions tous sortis avec nos enfants, avec nos voisins, je vous assure que nous n'aurions pas eu autant de dégâts que ce que nous avons eu là.

Je prendrai un exemple, je suis Marocaine, et quand je vois ce qu'il s'est passé au Maroc, et toute cette solidarité : le pauvre sort avec un litre de lait et une bouteille d'huile à donner à l'autre, que lui n'a pas. Il partage. Si nous avons ce courage et la solidarité de tendre la main et de dire « stop ! » à cette jeunesse au lieu de filmer par les fenêtres, nous n'en serions pas arrivés là. C'est ce qu'il manque aujourd'hui. La société doit donner 10 % de soi : si chacun de nous arrive à faire 10 %, le regard, le sourire, regarder l'autre en face, nous sommes tous pareils, mais si nous ne l'avons pas, c'est compliqué pour cette jeunesse aujourd'hui.

Paul SATIS : Merci beaucoup, Madame Ibn Ziaten.

Il est un peu compliqué d'intervenir juste derrière. Vous travaillez aussi avec la jeunesse, Madame Altar puisque vous êtes historienne, spécialiste de la vie des Juifs en France pendant la Seconde Guerre mondiale, membre du conseil scientifique de Montluc, vous êtes au conseil d'administration des Enfants d'Izieu. Vous êtes professeure d'histoire, enseignante au lycée Notre-Dame-de-Bellegarde à Neuville. Nous allons parler de votre engagement personnel pour transmettre cette période. Vous pourriez vous « contenter » d'enseigner, même si l'enseignement est déjà un bel engagement en soi, mais pourquoi avez-vous choisi d'aller plus loin ?

Sylvie ALTAR : Je ne l'ai pas choisi, c'est venu à moi tout seul. J'ai commencé à enseigner, j'ai eu des responsabilités administratives. J'étais proviseure adjointe à Notre-Dame-de-Bellegarde. En 2008, j'ai eu envie de reprendre mes études et à ce moment-là, j'ai repris un master 2 et ai fait un doctorat. Le temps a passé, il y a eu des événements comme ceux que Madame Ibn Ziaten a racontés, des enfants, des enfants juifs ont été assassinés, Sarah Montenegro a reçu une balle dans la tête, ce qu'on n'avait pas vu depuis la Seconde Guerre mondiale en France, bien sûr des militaires, Madame, et je suis très touchée par votre témoignage. Il y a eu ensuite plusieurs événements qui ont notamment touché autour de l'antisémitisme. Je me suis dit qu'il y avait quelque chose qui ne fonctionnait pas. Et puis il y a eu Samuel Paty. C'est donc venu à moi, comme cela, c'est pour cette raison que je me suis engagée en plus de mes cours.

On dit toujours qu'à l'école, ça ne va pas. Je tiens à vous dire qu'à l'école, on travaille, on travaille beaucoup. On travaille pour tenir la République, on travaille pour l'enseigner. J'enseigne depuis 30 ans, et depuis 30 ans, j'apprends aux jeunes gens, et certains et certaines ici sont des élèves que j'ai eus, je leur apprend ce qu'est la République, ce que veut dire la République, quel sens elle a et comment on doit la porter. C'est le plus important dans mon enseignement et donc dans mon engagement ; j'essaie de donner du sens. Il ne s'agit pas d'assister à des cours pour apprendre uniquement, mais pour comprendre et donner du sens. Je vais prendre un exemple de points d'enseignement que nous faisons au lycée général en classe de 1re. Le sujet d'histoire porte sur les révolutions de 1789 jusqu'à la Première Guerre mondiale. On doit apprendre à nos jeunes gens les régimes politiques que nous avons traversés. Il existe deux façons de le faire : il y a la révolution, la monarchie constitutionnelle, la République, ou alors on a traversé tous ces régimes et on a expérimenté à travers les régimes. Et qu'a-t-on choisi ? Quel sens cela a-t-il d'avoir la République ? Que nous a-t-elle amené ? Il s'agit donc de faire comprendre au sein du cours que la France a été un laboratoire d'expériences politiques, que les Français ont fait des choix politiques parce qu'ils ont expérimenté ce choix d'aboutissement qu'est la République, la République qui s'est opposée dernièrement à la Seconde Guerre mondiale et au gouvernement de Vichy et de Pétain et que la République l'a emporté. Avec ce qu'il se passe aujourd'hui, cette République est fragile.

Que se passe-t-il aujourd'hui ? Les discours de haine, les discours où on surfe sur la crise économique, tout va mal. Tout va-t-il si mal que cela ? J'essaie de positiver les choses dans mon cours. Je vous parle en tant que professeure. Au-delà, depuis 2005, à Notre-Dame-de-Bellegarde,

j'ai créé ce que l'on appelle un « parcours mémoires » qui a pris un peu d'ampleur et il est vrai que c'est d'abord sur la mémoire de la Seconde Guerre mondiale, il est vrai que c'est autour de mes centres de recherches que sont les Juifs avant, pendant et après la guerre. En effet, lorsque je parle de ce sujet aux élèves, que ce soit à Bellegarde ou à l'extérieur, parce que j'interviens aussi à l'extérieur, dans leur scolarité, quand on parle des Juifs, pour les enfants, c'est la Shoah. Donc, ils meurent, ils sont victimes. Je viens et dis « *Oui, ils ont été victimes, il y a eu des persécutions, c'est vrai, il faut le voir et l'étudier, mais regardons aussi ce qu'ils ont fait. Qu'ont-ils fait pour construire la France ? Qu'ont-ils apporté comme minorité ?* ». Il faudrait peut-être le faire pour toutes nos minorités.

Paul SATIS : Pour qu'elles se sentent dans la République justement.

Sylvie ALTAR : Bien entendu, pour ne pas les mettre en marge de la République mais qu'elles soient dans la République. Qu'est-ce que la République ? Il y a très longtemps, on m'a appris que la République était un creuset. Un jour, un historien m'a dit que « creuset » ne fonctionnait plus. Je ne suis pas d'accord : la République est une sorte de pot et nous sommes là, tous différents les uns des autres. Je demande souvent à mes élèves « Qui parmi vous a une origine étrangère ? » certes à Bellegarde, mais je le fais aussi quand j'interviens à l'extérieur : plus de la moitié. C'est cela, la France. Depuis 2005, je suis animée par une phrase d'un auteur juif, Edmond Fleg, très connu dans les années soixante et aujourd'hui tombé dans l'oubli, ce qui est bien dommage. Il était Suisse et naturalisé, et expliquait que la France et les Français ne revenaient pas à vouloir être comme l'autre, ni être contre l'autre, mais à vouloir vivre avec l'autre, ce que l'on appelle le vivre ensemble. Ce vivre ensemble est malheureusement parfois galvaudé. Il faut lui redonner du sens, ce que j'essaie de faire.

Paul SATIS : Vous participez à un programme qui s'appelle « Faire ensemble pour vivre ensemble ». En quoi consiste-t-il ?

Sylvie ALTAR : J'ai en partie élaboré ce programme au sein du Crif Auvergne-Rhône-Alpes qui consiste depuis 2017 à aller sur les lieux. Donner du sens revient à donner de la proximité, toucher du doigt les lieux de la Seconde Guerre mondiale, incarner ces lieux et ce qu'il s'est passé. Le 16 octobre, avec des élèves de Bellegarde et des élèves du collège Lassagne, nous emmènerons 130 jeunes d'horizons socioculturels totalement différents. Vous avez l'établissement Notre-Dame-de-Bellegarde, le niveau Segpa du collège Lassagne, Mère Teresa de Villeurbanne, un collège privé ou encore la Mache enseignement professionnel. Nous emmenons ces jeunes sur un lieu qui incarne un temps d'histoire qui est notre temps d'histoire, à nous tous, pas à eux ou aux autres, à nous tous. L'idée de ce programme, d'emmener des enfants de milieux socioculturels totalement différents est de dire qu'on peut être ensemble pour faire nation. Pour ce faire, il faut partager des choses. La seule chose à partager est notre culture, notre histoire, nos repères, ce qui nous a construits – c'est la prof d'histoire qui vous parle.

Paul SATIS : Cela fonctionne-t-il ? Cette prise de conscience se fait-elle ? Le discours des élèves qui visitent ces lieux mémoriels change-t-il ?

Sylvie ALTAR : Je ne peux pas vous dire si cela fonctionne parce que je n'ai pas suffisamment de recul et que je ne peux pas suivre les élèves les années suivantes. Je vois toutefois un jeune musulman rencontrer un jeune juif, et ils se parlent. C'est déjà pas mal. Vous êtes d'accord avec moi

Latifa IBN ZIATEN : Bien sûr.

Sylvie ALTAR : Je prends ces deux minorités, mais ce peut aussi être quelqu'un qui vient de Vaulx-en-Velin et qui va côtoyer quelqu'un qui vient des monts d'Or, et là, nous sommes plutôt dans l'aspect économique et social. Nous nous réunissons cinq ou six fois dans le temps de ce programme dans l'année. Les mêmes enfants, les mêmes jeunes se retrouvent et finalement prennent un certain plaisir à se retrouver.

Paul SATIS : Est-ce également dans le discours que vous faites passer ? Que des jeunes d'origines différentes arrivent à se parler ?

Latifa IBN ZIATEN : J'ai fait un projet Israël/Palestine ; je suis partie d'ici avec des jeunes Français de toutes origines (Maghrébins, Africains, Français). Là-bas, nous avons fait un projet extraordinaire ; nous avons créé le lien et je voulais faire la même chose : ramener des enfants israéliens, chrétiens israéliens, palestiniens israéliens et palestiniens tout court. Je les ai fait venir en France ; j'ai eu beaucoup de mal à faire sortir les Palestiniens. Nous avons beaucoup souffert, je ne vous le cache pas. Nous avons pris des billets à trois reprises parce qu'ils étaient à la frontière et c'était très compliqué. Mais j'ai réussi. M. Valls m'a demandé comment j'avais fait ; j'ai dit « *J'ai été patiente.* ». Nous les avons ramenés à Paris ; des profs étaient avec eux. Je leur ai dit « *Vous êtes des profs, certes, mais vous êtes encadrants. C'est un projet sur le vivre ensemble. Nous ne sommes pas en vacances, nous ne sommes pas venus faire du shopping à Paris, alors un Palestinien et un Israélien dormiront ensemble dans la même chambre.* ». « *Ah Madame ! Vous êtes grave !* ». « *Non, je ne suis pas grave. S'il faut passer la nuit devant la chambre, je le ferai. Ne vous inquiétez pas.* ». La première journée a été un peu dure, tout le monde faisait la tête, tout le monde tremblait. Et quand nous avons vu le Palestinien et l'Israélien chanter ensemble, et se tenir la main, ils m'ont regardé... Nous sommes allés voir le président de la République, M. Hollande qui nous a reçus, qui m'a dit « *Latifa, où sont les Juifs, où sont les Palestiniens ?* ». J'ai dit « *Monsieur le président, regardez-les, pouvez-vous distinguer où est le Juif et où est le Palestinien ?* ». Il m'a dit « *Ils sont tous pareils, ils sont tous des enfants.* ».

Je pense personnellement que c'est un problème politique parce que le peuple a sa foi, ils peuvent vivre ensemble. Un Palestinien a dit qu'il fallait venir jusqu'à Paris pour dialoguer avec un Juif. Quand vous parlez avec un Français qui part en Israël pour dire « *J'ai passé un shabbat dans une famille israélienne, ils habitent juste à côté de moi et je ne les connaissais pas.* », il faut faire ce travail automatiquement. Ce sont aussi des projets éducatifs, des projets de chantier et des projets sur le vivre ensemble.

Sylvie ALTAR : Ce n'est pas facile, ces programmes sont difficiles à monter. Dans ce programme par exemple, nous avons voulu impliquer, parce que l'engagement est aussi de l'implication, les adultes, les parents parce que nous nous sommes dit que ce qui se vivait dans l'instantané devait avoir une continuité. De 2017 jusqu'au covid, nous avons fait ce programme les dimanches ; des bénévoles se mobilisaient les dimanches pour aller chercher les jeunes avec les parents. Ce fut compliqué, mais nous l'avons fait. Cela nous a demandé une telle énergie alors que si peu de monde se mobilise finalement pour le faire, ce travail reste donc très compliqué.

Paul SATIS : Quand vous le faites, sentez-vous le retour des jeunes ? On parle de l'engagement, de l'envie de s'engager derrière. Sentez-vous tout du moins qu'ils ne sont pas contraints de le faire et qu'ils étaient finalement plutôt demandeurs ?

Sylvie ALTAR : Je ne sais pas puisque chaque enseignant prend en charge ses classes. Sont-ils demandeurs ? Je crois que les enseignants présentent le projet qui doit s'insérer dans une démarche pédagogique sur toute l'année. Quand on revient du camp des Mille où on a étudié près d'Aix-en-Provence les camps d'internement où les jeunes ont compris les engrenages qui amenaient à la catastrophe, que ce soit la Shoah, que ce soit le génocide des Arméniens ou que ce soit le génocide rwandais, ils ressortent en se disant « *J'ai compris* ». C'est important car au-delà de l'émotion qui est importante, mais qui est de l'instantané, il faut du rationnel, il faut comprendre les choses. Quand on comprend l'engrenage qui amène à la catastrophe, on est équipé pour être un citoyen.

Paul SATIS : Fabien Lafarge, puisqu'on parle finalement d'éducation et d'engagement dans l'éducation. C'est tout à fait ce que vous faites. Je voudrais déjà que nous parlions de votre engagement personnel.

Vous êtes un musicien de haut niveau, on n'arrive pas trombone solo à l'ONL sans avoir beaucoup travaillé et beaucoup pratiqué son instrument et on peut se contenter de le faire. Pourquoi cette vocation et cet engagement sur l'enseignement vous aussi ?

Fabien LAFARGE : Quand j'étais enfant, quand j'ai commencé la musique, de nombreuses personnes formidables se sont occupées de moi. J'ai pratiqué et ai progressé, et quand j'ai eu 14 ans, j'avais déjà un certain niveau assez important à mon instrument et certaines envies dans la transmission également. J'ai donc commencé à encadrer de plus jeunes que moi.

Paul SATIS : À 14 ans ?

Fabien LAFARGE : Oui, j'ai donné mes premiers cours à 14 ans ; les élèves en avaient 8, mais c'était dans le cadre d'une colonie musicale, les personnes qui se retrouvaient là savaient donc pourquoi elles étaient là : pour faire de la musique. Nous avions plusieurs orchestres de haut niveau. Il y avait bien sûr des professeurs dont c'était le métier, mais également des personnes qui avaient déjà un certain niveau instrumental qui étaient là pour donner un coup de main. J'ai donc commencé à donner mes premiers cours à 14 ans.

Paul SATIS : Cet engagement vient vraiment de très loin.

Fabien LAFARGE : Je ne l'ai pas vraiment choisi, je l'ai fait assez naturellement : j'ai fait ce qu'on a fait pour moi, tout simplement. Puis à 15 ans, 16 ans, je suis rentré au CNSM, conservatoire supérieur à 17 ans. J'étais déjà professionnel à 17 ans et ai commencé à faire plus qu'encadrer tous les groupes, à décider, à diriger certaines choses. Je l'ai fait très naturellement et très jeune. Les élèves qui se trouvent dans un CNSM sont la crème des conservatoires qui sont eux-mêmes la crème des écoles de musique. On passe tous les paliers de la sorte. Le concours d'entrée au CNSM se passe en deux tours. L'année au cours de laquelle je suis rentré, nous étions 70 à nous présenter pour six places dans les deux conservatoires. Vous rentrez donc dans un CNSM et êtes 24. Ces 24 sortiront au bout de cinq ans d'études avec un master, ou même avant. Vous pouvez passer les concours d'orchestre où là aussi sont présentes les 30, 40, 50, 60 personnes qui jouent le mieux en France et à la fin de la journée, une seule personne

restera et aura le poste.

Quand j'avais 21 ans, à l'issue de mes études, je suis rentré trombone solo à l'orchestre de l'opéra de Lyon. À l'époque, de nombreuses personnes étaient professeures à l'école de musique de Caluire et Cuire. C'était le cas de tous les cuivres ; mes collègues m'ont alors proposé de devenir professeur, ce qui pour moi était tout à fait naturel là encore puisque j'avais une place d'orchestre, j'étais un musicien de haut niveau, mais je voulais aussi enseigner. C'était très naturel, je m'y étais toujours préparé. J'ai commencé à enseigner à ce moment-là.

Paul SATIS : Les petits sont déjà dans les conservatoires, dans les villes. Certains le font juste à titre de loisir. Nous avons aussi eu envie de vous entendre parce que la musique à un côté d'engagement fort, y compris des enfants. Je ne vais pas prendre de comparaison avec du sport par exemple...

Fabien LAFARGE : Quand je reçois les enfants pour la première fois, et leurs parents, car avant de prendre un nouvel élève, je discute avec l'élève et ses parents, parce que sans les parents, on ne pourra rien faire. Je n'ai jamais connu un enfant de 8 ans qui allait travailler son instrument naturellement au lieu d'aller faire autre chose. À un moment, le professeur doit pousser, doit être là et son engagement et son implication doivent être importants parce que sinon, rien ne fonctionne. Nous avons cependant besoin d'avoir les parents avec nous et de discuter avec eux de temps en temps, d'expliquer ce que nous faisons, ce que nous allons faire, pourquoi cela marche moins, pourquoi à un moment cela fonctionnera mieux. Il y a une implication des parents et plus vous en faites, plus vous avez besoin d'eux. Je connais des parents qui, vers la période de Noël, lorsque les projets sont nombreux, sont à l'école de musique tous les soirs.

Paul SATIS : Est-il difficile de faire comprendre qu'il va falloir un engagement un peu fort, même si derrière, il n'y a pas non plus un but professionnel ?

Fabien LAFARGE : Tout dépend des fois. Au départ, le but professionnel n'est jamais présent. Vouloir faire croire à quelqu'un qu'il fera ce métier est d'abord mensonger et totalement illusoire, parce que la pyramide est extrêmement restreinte et que les ambitions de tous les 24 élèves qui sont aujourd'hui au CNSM ne seront pas accomplies.

Paul SATIS : Quelle est la motivation de cet engagement ? Est-ce de dire « *Tu vas avancer dans la pratique de cet instrument* » ?

Fabien LAFARGE : Tu vas parfois te trouver un groupe de copains, parce que malgré tout, j'étais dans ces groupes, et nous ne sommes pas tous devenus professionnels, même si dans les orchestres d'harmonie dans lesquels j'ai pu jouer, qui étaient dans une petite ville de 10 000 habitants à 30 km de Limoges, de nombreuses personnes ont fait de très belles carrières. Je garde aussi beaucoup d'amis parmi ces personnes qui ont fait ces colonies avec moi, qui sont arrivées à un très bon niveau musical et qui ont fait de très belles études dans un autre domaine et qui parfois pratiquent encore aujourd'hui.

Paul SATIS : Au vu de cet engagement fort que demande la musique, surtout avec un instrument comme le vôtre qui n'est pas forcément le plus populaire, souvent, c'est plutôt du piano et de la guitare, constatez-vous parfois des difficultés à recruter des élèves ?

Fabien LAFARGE : Oui, surtout dans une région comme la grande région lyonnaise où musicalement, il n'y a pas grand-chose de très développé. Au niveau des écoles, ce n'est pas tout à fait comme dans d'autres régions, au niveau des harmonies non plus. Il n'y a pas cette culture.

Paul SATIS : Que l'on trouve dans le Nord, par exemple.



Fabien LAFARGE : En effet, ou dans le Sud-Ouest, ou dans d'autres endroits. Lyon est un peu une spécificité, même pour l'enseignement de la musique. Quand j'ai commencé jeune professeur, j'avais 21 ans, soliste à l'opéra, je pensais que ma classe allait se remplir toute seule, qu'il suffisait de mettre le badge « soliste à l'opéra » et que la classe se remplirait. J'ai vraiment mis du temps. J'ai alors compris qu'il allait falloir que je m'implique beaucoup pour avoir ce dont moi j'avais envie, c'est-à-dire une classe qui fonctionne avec des élèves qui progressent, qu'ils fassent des choses intéressantes évoluant tous les ans, de nouveaux élèves. La transmission de la musique, et c'est un peu comme tout, vous parlez d'enseignement, est globale. Je demande très souvent à mes élèves, quel que soit leur âge, ce qu'ils ont lu pendant la semaine. Il y a la musique, mais il n'y a pas que cela. Je trouve qu'il est extrêmement important de ne pas rester bloqué sur quelque chose, mais d'avoir une ouverture sur beaucoup d'autres choses. Nous discutons. Nous avons un rapport assez privilégié avec nos élèves, vous avez quant à vous une classe de 30 élèves. La plupart du temps, c'est du face à face pédagogique ou un petit groupe à deux ou à trois. Les rapports avec ces élèves sont donc un peu plus directs.

Paul SATIS : Nous parlions des enfants qui sont dans des zones moins favorisées. Mme Ibn Ziaten en parlait tout à l'heure. Je sais que vous n'êtes pas directement impliqué, mais pouvez-vous nous toucher un mot du programme *Démos* ?

Fabien LAFARGE : Oui, tout à fait. Le programme *Démos* est dérivé de « *El sistema* » au Venezuela et est fait pour parfois donner une occupation et un métier aux enfants qui vivent dans des conditions difficiles et travaillent énormément. La musique classique leur sert pour en sortir. Le plus bel ambassadeur en est le chef d'orchestre Gustavo Dudamel qui est à l'opéra de Paris et qui sera à New York et en deviendra le prochain chef. En France, nous avons ce programme *Démos* piloté par la Philharmonie de Paris qui doit prendre des formes différentes selon les endroits où il est mis en oeuvre. Ils ont effectivement un encadrement très important ; je sais que chez les cuivres, 16 enfants sont pris pour une période de trois ans, ce qui leur demande un engagement important. Nous en sommes à la deuxième génération. Lors de la première, c'était peut-être un peu moins compris. Un engagement assez fort est demandé puisqu'ils doivent s'impliquer pendant trois ans. Nous leur fournissons les instruments, ils ont les professeurs, des professeurs de danse également parce qu'ils font l'apprentissage de la musique moins traditionnellement, parfois par la danse ou par ce qu'ils peuvent ressentir. Le programme *Démos* fait des petits un peu partout en France. J'ai parlé avec mes collègues qui encadrent ce programme qui m'ont indiqué que l'une des réussites de ce programme, comme pour le reste, comme ce que j'ai souligné tout à l'heure, est de former de jeunes musiciens qui ont envie d'aller écouter de la musique que l'on retrouve dans les salles de concert.

Paul SATIS : Les jeunes s'impliquent-ils facilement ? Rose-May Lucotte, sur les sujets comme la défense de l'environnement, on a l'impression que c'est le cas. Nous avons vu les marches pour le climat, nous voyons les influenceurs. La jeunesse s'engage, vous-même êtes assez jeune et êtes déjà bien engagée.

Rose-May LUCOTTE : Nous voyons en effet un engagement fort. Nous avons aussi toutes ces cérémonies de diplomation avec une contestation des jeunes sur les perspectives actuelles que les écoles leur offrent. Je rebondirai sur le côté inclusion des jeunes. À travers l'événement, nous avons fait de ce temps fort une occasion de rassembler des jeunes qui, normalement, ne sont pas forcément engagés, des jeunes de banlieue, des jeunes de zones prioritaires. Nous voyons les effets et c'est assez magnifique, je vous rejoins sur le côté presque gratifiant et merveilleux.

Fabien LAFARGE : Ce n'est pas presque, c'est gratifiant.

Rose-May LUCOTTE : Nous travaillons par exemple pour toute la partie restauration avec des écoles d'hôtellerie qui viennent de Seine Saint

Denis. J'y étais allée pour les rencontrer, il y a des bus brûlés, on sent que c'est compliqué dans cette zone. Des jeunes étaient un peu en perdition dans leur parcours et se sont complètement révélés pendant l'événement, car en l'espace de trois jours, on leur confiait des missions, on les responsabilisait. Ces expériences étaient courtes, mais fortes. À travers ChangeNOW, nous essayons de faire un moment d'éveil de la jeunesse. Nous avons également tout un programme pour 300 jeunes que nous accompagnons pendant six mois dans leurs écoles en impliquant les professeurs à la sensibilisation aux enjeux environnementaux. Là également, nous constatons un parcours assez fantastique d'éveil. Nous leur demandons de rencontrer des porteurs de projets, des solutions concrètes, de faire des interviews, ce qui n'est pas forcément évident, les appeler ou les rencontrer et derrière, de faire une restitution de ce qu'ils ont vu, d'avoir un esprit critique et de présenter leurs conclusions devant 300 personnes. Nous voyons une mobilisation. À la fin, ils dansent sur scène, il se passe quelque chose d'assez merveilleux. À travers ces événements et ces moments brefs, comment peut-on déclencher – je ne sais pas si ce sont des vocations – de l'engagement ?

Paul SATIS : Pour vous aussi, Madame Altar, il ne s'agit pas uniquement de transmettre de l'histoire, d'éduquer à l'histoire ou de sensibiliser à l'histoire, mais aussi de rendre ces jeunes actifs.

Sylvie ALTAR : Exactement. Dans les projets que nous menons, j'essaie au maximum d'impliquer les jeunes en autonomie. Chaque année depuis très longtemps, autour de la journée du 27 janvier qui est la commémoration de la libération du camp d'Auschwitz, nous banalisons une demi-journée dans l'établissement. Les jeunes vont accueillir des intervenants. En général, c'est M. Bloch qui est un témoin, le dernier témoin de la Seconde Guerre mondiale. Nous recevons des personnalités comme M. Noir, M. Viout, le consul d'Allemagne. Les élèves doivent préparer ces rencontres en autonomie. Bien sûr, je supervise, mais ils réalisent eux-mêmes des choses. Je pense que c'est très important.

Je suis par ailleurs persuadée que l'exemplarité est importante. Quand ils voient un adulte engagé, je suis persuadé qu'ils en retirent quelque chose. Ils ne prennent pas forcément tout, mais quand ils voient un adulte qui a envie, je le vois bien lorsque nous faisons des cours parfois avec passion – ce qui peut arriver ! –, il y a une satisfaction, ils ressortent et cela leur donne aussi cette envie. Est-ce de l'engagement ? Je ne sais pas, c'est en tout cas une forme d'implication. Je pense vraiment que l'exemplarité est un biais, un moyen de permettre à ces jeunes de l'engagement. J'ai vu ce que vous dites quand les jeunes organisent quelque chose, cette joie intérieure et parfois pas uniquement. Je pense en particulier au mois de juin l'année dernière, au collège Lassagne : j'ai assisté à la présentation du groupe de 3e de Segpa de Mme Plumel qui est ici. Ils étaient fiers, dignes, heureux, ils avaient compris plein de choses. J'étais épatée parce que j'avais vu ces jeunes sur les sites que les professeurs essaient de canaliser, et ce n'est pas toujours facile. Ils ont assuré de façon incroyable. Et ils avaient grandi et avaient pris de la maturité. Tout cela, c'est de l'engagement.

Paul SATIS : Madame Ibn Ziaten. C'est aussi un peu ce que vous faites, vous essayez de les pousser dans ce sens.

Latifa IBN ZIATEN : Tout à fait. Nous faisons des projets de chantier, par exemple, pour voir ce que le jeune a envie de faire ou pour lui donner sa chance. Il serait formidable que toute la France soit comme ce que je viens d'entendre, mais ce n'est pas le cas, Madame. J'en ai fait du terrain, j'en ai fait des écoles, j'ai fait des quartiers. Certains enfants n'arrivent même pas à faire un stage, ils ne sont même pas pris. C'est beau, chacun fait ce qu'il peut. Nous sommes tous engagés pour faire quelque chose pour cette jeunesse. Quand j'emmène 25 ou 30 jeunes à l'étranger, je leur dis « *Montre-moi ce que tu as envie de faire. Nous sommes dans un chantier, qu'est-ce que tu as envie de faire ?* ». Certains s'intéressent à la peinture, d'autres à l'électricité ou à la maçonnerie. Je vois tout cela, avec mes propres yeux. J'emmène des enfants soi-disant délinquants, qui n'écoutent pas, qui ne respectent pas et nous revenons avec des adultes. C'est une fierté pour moi. J'ai gagné.

Si chacun de nous fait un peu, nous y arriverons peut-être. Quand vous êtes en face des jeunes, des jeunes qui pleurent qui vous disent qu'ils n'ont aucun espoir, qu'ils n'ont pas de rêves, dans l'école, et les professeurs sont là et demandent ce qu'ils doivent faire. « *Que pouvons-nous*

faire ? Madame Ibn Ziaten, aidez-nous ! ». Je prends le jeune et lui dis « *Si tu ne travailles pas, si tu n'écoutes pas ta professeure ou ton professeur, comment vas-tu y arriver ?* » C'est une bombe à retardement pour la société. « *Essaie de démarrer ton moteur et d'écouter en classe !* ». Il me dit « *Madame, j'écoute, mais je n'ai pas cette force.* ». Nous ne savons même pas comment ces gens vivent chez eux. Je me déplace maintenant dans les familles et je vois comment le jeune est. Certaines familles vivent très mal, croyez-moi, même pour manger, même pour dormir. Il n'y a pas de règles, pas de valeurs à la maison. Comment voulez-vous qu'il y ait des valeurs à l'école ?

Si les parents travaillent avec les professeurs, main dans la main, alors l'enfant réussit. L'école seule n'y arrivera pas. Ce travail aujourd'hui doit être fait avec les parents. Ma priorité est l'éducation.

Paul SATIS : Y compris les parents ?

Latifa IBN ZIATEN : Y compris les parents, parce que l'éducation est la base. Quand on a cette base, l'enfant peut grandir facilement, il peut apprendre et il peut trouver sa place. Sans la base, les profs ne pourront rien faire. J'ai un fils qui est prof. Je suis au milieu des profs, je sais de quoi je parle. J'ai travaillé 25 ans dans l'école ; j'ai été au milieu du corps enseignant alors je connais tout cela. Si un travail de fond n'est pas fait chez soi, c'est très difficile à l'école. Si l'enfant y arrive, c'est un miracle ou il a de la chance. Si les parents éduquent les enfants, montrent le respect, que l'enfant part à l'école avec des valeurs, alors ça fonctionne.

Paul SATIS : J'imagine que ces propos résonnent pour vous, Madame Altar.

Sylvie ALTAR : Tout à fait. Quand on parle de l'équipe pédagogique, on prend les professeurs à part, mais je pense qu'il faut comprendre de façon très large et je crois que les parents sont fortement impliqués. Nous partageons une connaissance et avons compris qu'il fallait aussi participer à une forme d'éducation en plus. Je partage ce que vous dites, je pense que le rôle des parents est essentiel. C'est bien pour cette raison que nous voulions amener les parents dans notre programme, ce qui permet ensuite de continuer. Vous avez raison, nous semons de petites pierres, mais il ne faut pas se décourager. Nous devons continuer à les semer. Je prends un exemple : quand je pars à Auschwitz Birkenau avec mes élèves, je le fais à peu près chaque année, les élèves sont préparés sur l'année à faire ce déplacement avec tout un travail pédagogique.

Ce n'est pas un voyage, c'est un déplacement pédagogique. Je ne propose pas, j'impose à ce que les parents des enfants qui partent avec moi assistent à une conférence scientifique sur ce qu'est le processus génocidaire, l'antisémitisme, la Shoah, sur cette thématique. Pourquoi ? Parce que je suis persuadée que tant qu'ils sont entre



« mes mains », je peux intervenir, je peux discuter, je peux échanger avec mes collègues, nous sommes en pluridisciplinarité, mais quand ils sont à la maison, il se passe plein de choses. Si les parents n'ont pas les outils, c'est assez compliqué. Je rejoins cela. Certains enfants se battent, car parfois, les parents ne sont pas là et les enfants essaient de s'en sortir.

Latifa IBN ZIATEN : Je ne dis pas le contraire, ils se battent tous les jours, certains utilisent tous les moyens pour trouver leur place dans la société. Quand un jeune me dit qu'il n'y arrive pas à l'école, je lui réponds que la seule chose que je peux lui demander est d'être un bon citoyen avant tout. Tout cela s'apprend. On peut tout rattraper dans la vie, mais sois un bon citoyen, respectueux des valeurs, des règles, et tu trouveras ta place, jeune homme. Tant que tu n'as pas ce respect, tu ne te respectes pas toi-même, tu ne vas pas respecter les autres, tu ne connais rien sur les valeurs, tu es perdu. Même si tu n'y arrives pas à l'école, tu y arriveras sur autre chose, mais être un bon citoyen est très important.

Paul SATIS : Que vous répondent-ils lorsque vous tenez ce genre de discours ? « *Moi, la République m'a laissé tomber, elle ne s'intéresse pas à moi, de toute façon, je suis né dans un quartier, donc je ne vais pas y arriver.* ». Ces réalités existent. Reçoivent-ils ce discours globalement ?

Latifa IBN ZIATEN : Je vous inviterai et vous assisterez à ma conférence dans les écoles et vous verrez comment cela se passe. Certains pleurent, même des garçons. Certains pleurent, car ils croient qu'ils sont mal aimés, qu'ils n'ont pas leur place dans la République, qu'ils sont perdus. Je leur dis que même s'ils habitent dans un quartier, ils peuvent y arriver. Le quartier n'est pas à eux, il est là, ils y habitent, mais ils peuvent partir ailleurs plus tard. C'est juste un quartier comme tous les quartiers. Ce n'est pas parce que j'habite dans un quartier que je n'ai pas de valeur. Les valeurs sont là, c'est dans la famille qu'on apprend les valeurs. Quand un jeune vous dit « *Donnez-moi une chance, Madame, qu'est-ce que je peux faire ?* » « *Démarré ton moteur !* », tout simplement. Et tu verras, Dieu nous a donné un cerveau pour réfléchir. Nous avons un cœur pour aimer. En mettant les deux en route, on réussira dans la vie. J'ai entendu tout à l'heure parler de l'amour. S'il n'y a pas d'amour, si on ne donne pas d'amour, que sommes-nous ? Nous ne sommes plus humains. Nous avons plein d'amour dans notre cœur ; on peut regarder quelqu'un et l'aimer par respect, par connaissance, par un ami, par un mari, par un fils, par mon frère, par Dieu. Le cœur est rempli d'amour. Nous devons partager cet amour avec ces jeunes. Quand les jeunes disent « *Vous me donnez beaucoup d'importance, Madame. Si j'avais une mère comme vous, je ne serais pas comme ça* », j'ai mal au cœur. Je suis obligée, parce que ma conscience me travaille, je dois y aller, je me suis engagée, je dois aller jusqu'au bout : je vais aller voir cette famille. Je vais aller voir comment cette mère traite son fils. Pourquoi cet enfant dit-il cela de sa propre mère ou de son père ? Et quand j'y vais, croyez-moi, je dis « *Mon Dieu !* » ; on a de la chance, bien qu'il soit ainsi, mais il n'est pas aussi grave avec la vie qu'il vit : il n'y a pas de règle, il n'y a pas d'amour. Quand un enfant mange seul, il n'y a pas de dialogue, pas d'amour, on ne partage même pas un repas à table en famille, comment voulez-vous que l'enfant soit bien ? C'est bien la réalité. Il y a un gros problème. Malheureusement, la République a oublié certaines cités. Il y a un vide qui est rempli par le trafic, par la délinquance et par le terrorisme. Nous devons remplir ce vide par le bien pour notre pays. Nous devons tous défendre ce pays. Nous l'aimons et devons le défendre. Nous devons tendre la main à chaque jeune, peu importe d'où il vient et qui il est. C'est ce que je fais tous les jours.

Paul SATIS : Êtes-vous finalement optimiste dans votre pratique quotidienne, Madame Altar ? Madame Ibn Ziaten dit « *Ce sont eux, la France de demain* ». De votre pratique quotidienne, êtes-vous assez optimiste de ce qu'est cette jeunesse qu'on dit souvent individualiste, trop connectée ?

Sylvie ALTAR : J'ai envie de rester optimiste. Nous n'avons pas abordé la question des réseaux sociaux, de cet individualisme de masse, du contrôle de l'information, tout ce qui arrive à ces jeunes directement presque en temps réel. J'ai envie de rester optimiste, mais quand je vois que des jeunes refusent de faire une minute de silence pour Samuel Paty, je me questionne. Quand je vois qu'il y a le refus de chanter la Marseillaise, je me questionne. Je me dis « Il est là, ton travail, ton engagement : faire que ces jeunes se sentent français avant d'être autre chose ». Je suis d'origine étrangère et je suis profondément française. J'essaie de faire comprendre à ces jeunes que la France est la méritocratie, qu'elle fonctionne encore malgré toutes les difficultés. J'essaie de donner encore de l'espoir. C'est peut-être plus facile à dire qu'à



faire, bien entendu. J'ai envie de rester optimiste sinon, j'arrête le boulot, tout simplement.

Latifa IBN ZIATEN : Je vous réponds sur la Marseillaise. Messieurs, Mesdames, écoutez bien. J'ai ramené un groupe de 32 jeunes, deux directeurs, quatre professeurs. Nous avons été reçus par des écoles marocaines. Ils ont chanté l'hymne national. J'ai dit à mes directeurs « *Maintenant, on va chanter la Marseillaise.* » « *Oh, Latifa, on ne l'a jamais fait à l'école !* » ; « *Comment, vous ne l'avez pas fait à l'école ?* ».

Sylvie ALTAR : Je le fais chaque année.

Latifa IBN ZIATEN : Normalement, à l'école, on doit le faire tous les matins. C'est comme cela qu'on apprend, ce n'est pas une fois par an. Une fois par an, ils ont déjà oublié. Tous les matins, je lève le drapeau et je fais la Marseillaise.

Paul SATIS : Monsieur Lafarge, on peut jouer la Marseillaise au trombone !

Fabien LAFARGE : Nous allons créer des orchestres !

Latifa IBN ZIATEN : Une fois par an, c'est impossible ! J'étais gênée quand j'étais au Maroc. Une jeune fille tunisienne les a préparés et a dit « *Demain, vous chanterez la Marseillaise* ». Ils ne l'avaient jamais fait dans leur école. Nous sommes aujourd'hui amis avec ce directeur et avons fait trois projets ensemble. Il m'a dit « *Latifa, tu as changé les élèves, et moi aussi, tu m'as changé. Je suis désolée, Madame, mais c'est la réalité.* »

Sylvie ALTAR : Dans notre établissement, nous la chantons au moins une fois dans nos programmes, non seulement nous la chantons, mais nous faisons lever les élèves et faisons une étude linéaire du texte en entier. Pour aller dans votre sens, c'est d'ailleurs la première fois qu'ils l'entendent en entier. Ils le font au moins une fois, voire plusieurs fois dans leur scolarité.



Latifa IBN ZIATEN : Au moins une fois par mois ou une fois tous les trois mois, je ne sais pas, mais que ce soit répété, mais pas une fois de temps en temps, cela ne prendra pas. Pour ce qui concerne la minute de silence, j'ai fait les écoles au moment de l'attentat de Charlie Hebdo. Une minute de silence pour Charlie : les enfants ne se levaient pas, ils disaient « *Je ne suis pas Charlie* ». Charlie est un journal ; il faut expliquer aux jeunes ; lève-toi pour Charlie.

Sylvie ALTAR : C'est trop simple, Madame, je ne suis pas d'accord. J'ai eu affaire à des jeunes gens d'établissements autres que le mien qui m'ont dit « *Je ne suis pas Charlie parce que je ne m'identifie pas à certaines choses et je m'identifie à ces terroristes* ». Ils me l'ont dit de vive voix, donc là, je ne suis pas d'accord. Ce n'est pas qu'une question de compréhension, Charlie, le journal, ne jouons pas sur les mots. Je ne suis pas d'accord. Il faut le dire et vous l'avez dit : des jeunes gens s'investissent davantage dans un futur où ils ne s'identifient plus à la France. Cette identification qui ne se fait plus à la France se fait par ces failles qui sont comblées et vous l'avez très bien dit, Madame, qui est le terrorisme. Il faut quand même le dire. Pas tous, heureusement.

Latifa IBN ZIATEN : Je vous assure que je faisais trois à quatre écoles par semaine et les professeurs me disaient que même eux n'étaient pas préparés. Ils étaient sincères. Il fallait faire cette minute de silence. Nous n'étions pas préparés non plus, ni les élèves. Je disais aux élèves que quand j'étais jeune et que j'étais avec ma mère, quand un cercueil passait, ma mère me disait qu'il fallait s'arrêter. Je demandais à ma mère « *Pourquoi nous arrêtons-nous ? Nous ne connaissons pas ce Monsieur ou cette dame qui passe* ». « *Aujourd'hui, ma fille, nous nous arrêtons pour lui, et un jour quelqu'un s'arrêtera pour nous* ». Quand je l'explique aux jeunes, que je leur dis que s'ils perdent quelqu'un de leur famille, si personne ne vient chez eux, comment se sentiront-ils ? Seront-ils tristes ? « *Oui, Madame* ». « *Alors si je vous demande de faire une minute de silence pour tous les assassinats qui sont arrivés en France, êtes-vous prêts à la faire ?* » Tout le monde se lève alors. Regardez les commentaires, regardez les écoles par lesquelles je suis passée. Vous pouvez les contacter, j'en ai fait, des écoles, même à Lyon ici. Il y avait ce problème de minute de silence. Certains jeunes ne voulaient pas et me disaient qu'il y avait des dessins de prophète. Comment dois-je leur répondre ? Y a-t-il une photo de prophète

quelque part à ma connaissance ? Je suis musulmane, je n'ai jamais vu de photo de prophète qui existe, alors pour moi, cela ne reste qu'un dessin. On ne tue pas des gens pour des dessins. Il faut laisser la liberté aux gens. Ces personnes sont libres de dessiner ce qu'elles veulent, elles ont le droit. C'est la liberté d'un journal. Si on vous retire la liberté, que fait-on ? Regardez le covid ; n'étions-nous pas privés de liberté ? Ce problème ne nous a-t-il pas fait mal ? Si on n'a pas la conscience d'être bloqués dans notre liberté, alors ils n'ont rien compris. Moi, j'ai compris, parce que j'étais loin de ma famille et j'étais bloquée. J'ai senti ce qu'était la liberté. On ne peut pas acheter ni vendre la liberté, on doit la protéger. C'est ce que je transmets à ces jeunes. Malheureusement, il existe peut-être un problème pour certains dans leur famille, je ne vous dis pas non. Quand j'ai ramené des enfants en Israël et en Palestine, ils disaient « *Tu peux rentrer à l'église, tu peux rentrer à la mosquée, tu ne rentres pas à la synagogue* ». « *Si tu ne rentres pas à la synagogue, tu ne viens pas avec moi dans le projet. Tu t'engages, ou tu n'as rien* ». Et les enfants s'engageaient et rentraient. Nous rentrions pour un quart d'heure et restions une heure avec le rabbin.

J'avais demandé au rabbin d'ouvrir sa Torah. Ils m'ont dit « *Un quart d'heure et on sort* » ; nous sommes restés une heure. C'est juste la question de les convaincre, de leur expliquer. Il y a beaucoup d'ignorance, que ce soit chez les élèves ou dans les familles.

Sylvie ALTAR : Je partage ce que vous dites, il y a beaucoup d'ignorance.

Paul SATIS : Merci beaucoup à tous les quatre d'avoir participé à cette table ronde, merci beaucoup.



ÉCHANGE

Avec Jean-Claude MAILLY et Benjamin DOUTEAU

Paul SATIS : Je vais proposer à Benjamin Douteau et Jean-Claude Mailly de revenir sur scène pour tirer la conclusion de cette journée, notamment de ce qui s'est dit pendant la table ronde. J'ai vu que vous preniez pas mal de notes, Jean-Claude Mailly. Qu'en retirez-vous ?

Jean-Claude MAILLY : Je crois que nous avons eu un panel de quatre personnes avec des différences pluralistes de formes d'engagement, dans des secteurs différents, sous des modalités différentes, mais avec un point commun : l'engagement. Juste un mot là-dessus, nous en parlions tous les deux tout à l'heure : je suis persuadé que les entreprises, ou les administrations d'ailleurs, cela va venir progressivement, qui ne respecteront pas les normes environnementales et les normes sociales souffriront économiquement. J'en suis persuadé à terme, cela commence et continuera. C'est aussi vrai dans le domaine de la musique ; ce n'est pas simplement être musicien, mais transmettre un savoir, c'est un engagement. Un musicien du talent de Monsieur n'est pas obligé de faire de l'enseignement. C'est donc un engagement qu'il a en tant que tel.

Madame Altar, sur les Juifs avant, pendant et après la guerre, et ce que vous avez dit sur la République, vous avez raison, ce n'est pas le cas partout, et notamment dans les jeunes générations de professeurs.

J'ai discuté avec des enseignants il n'y a pas longtemps à Saint-Denis dans le 93 : ils me disaient que dans la salle des professeurs, tous les plus anciens – c'était à propos de l'abaya – comprenaient la décision prise par le gouvernement. Les plus jeunes, eux, ne comprenaient pas qu'on fasse un débat là-dessus. Il y a encore du boulot sur ce que j'appellerais en fait la citoyenneté républicaine. Comment développer, redévelopper la citoyenneté républicaine ? Les notions transversales, cette notion de citoyenneté, cette notion de République.

Latifa a parlé à juste titre selon moi d'intégration. Aujourd'hui, on nous parle plus d'assimilation, ce qui n'est pas la même chose. L'assimilation conduit au communautarisme. En France, le communautarisme n'est pas conforme aux valeurs républicaines. Je rappelle que notre République a une vocation universelle. Qu'il y ait des communautés, oui, mais nous ne devons pas fonctionner dans un système communautariste. Ce n'est donc pas de l'assimilation, c'est de l'intégration républicaine indispensable.

Dernier point pour laisser Benjamin s'exprimer également : l'importance de s'intéresser aux jeunes de manière générale, et il y a encore du boulot. Il est vrai qu'il y a globalement des problèmes. Nous avons vu que chacun posait sa petite pierre. Je le fais par ailleurs et rien à voir avec ce que j'expliquais tout à l'heure, mais avec une entreprise avec laquelle nous faisons de l'insertion de jeunes désocialisés depuis 15 ans. Cela fonctionne. Il y a bien de petites pierres partout. Je le redis cependant et c'est une conviction personnelle : la République mérite d'être défendue et la République en démocratie bien entendu.

Paul SATIS : L'armée défend la République, elle est là pour cela. Elle est aussi un lieu d'intégration pour vous, puisque nous parlons de jeunesse et d'intégration.

Benjamin DOUTEAU : Oui, je le pense profondément. L'armée est en mesure de proposer un creuset commun fait d'une certaine transcendance. Je pense que l'armée est un vrai vecteur d'intégration. Je pense à un débat sur le féminisme ; une femme disait « Vous, à l'armée, vous êtes misogynes. » Je lui disais « Non, un grade égal un indice de solde égal une somme qui tombe à la fin du mois. Peux-tu me citer une boîte privée où il y a cette garantie ? ». Dans mon cursus, quand on rentre à l'école navale, comme moi, les passages en cadre sont automatiques pendant 11 à 15 ans à peu près. Quelle boîte dans



le privé peut m'assurer qu'une femme et un homme vont gagner la même chose pendant 15 ans au centime près ? Je crois qu'il n'y en a pas beaucoup. Avec son côté un peu vieille école, la grande muette, j'ai l'impression que l'armée est à l'avant-garde de beaucoup de combats. Pour ce qui est de l'intégration, cela se fait bien et fonctionne très bien. Pour montrer à quel point cela fonctionne, Latifa a perdu un fils de sang et moi j'ai perdu un frère d'armes.

Paul SATIS : Je vais profiter de votre présence à tous les deux parce que vous avez deux engagements très différents l'un de l'autre évidemment, mais ce sont des engagements tout de même. Existe-t-il un cousinage entre l'engagement syndical et l'engagement militaire, Jean-Claude Mailly ?

Jean-Claude MAILLY : Oui, bien sûr, il y a des points communs. Il est toujours bien d'avoir des personnes qui s'engagent quelque part, d'une manière ou d'une autre. C'est ce que vient de dire Benjamin. Je pense que ce que l'on appelle la société civile doit s'inspirer de ce qu'il se passe, de certaines choses dans le monde militaire. Je parlais tout à l'heure d'évaluation. Aujourd'hui, une personne sortie de l'ENA, et je n'ai rien contre l'ENA qui n'existe plus d'ailleurs, ce n'est pas parce que vous êtes premier à l'ENA que vous avez un cursus déroulé jusqu'à votre retraite. Ce n'est pas parce que vous êtes sortis premier de l'ENA que vous êtes un bon manager, par exemple. À l'armée, et il confirmera si je me trompe, il y a l'École de guerre, si à un moment donné, vous voulez passer à d'autres responsabilités, vous devez passer un concours, vous avez des remises à jour. Plutôt que supprimer l'ENA, il aurait peut-être fallu procéder de la sorte. Il y a une vraie intégration dans l'armée, bien sûr.

Benjamin DOUTEAU : Le sujet de l'ENA est très intéressant, car lorsqu'il y a eu la réforme de l'ENA, on s'est penché sur le cursus des militaires. L'École de guerre, qui est l'école que nous faisons et qui vise à former les cadres dirigeants des armées, survient au bout de 15 ans de carrière. C'est l'équivalent de l'ENA pour nous, mais « l'énarque » militaire prendra certes de hautes fonctions, mais a 15 ans de terrain derrière lui. Un énarque qui fait chef de cabinet d'un ministre a 23 ans.

Paul SATIS : N'est-ce pas un peu caricatural ?

Benjamin DOUTEAU : Non, je ne crois pas.

Jean-Claude MAILLY : Pas toujours.

Paul SATIS : Je cherche les points communs entre vous, militant syndical et militaire, sur votre engagement.

Benjamin DOUTEAU : L'engagement en soi oui ; je me bats pour un monde plus sûr et tu te bats pour un monde plus juste. L'engagement est très fort. Il y a quand même quelque chose : le statut du militaire est très singulier et est fait de nombreuses contraintes, et nous n'avons pas le droit d'être syndiqués. Le lien armée/nation est toutefois essentiel pour nous. Si nous continuons à nous singulariser de la sorte dans nos statuts, à un moment, la société aura son évolution et nous aurons la nôtre, ce qui divergera tellement que nous romprons ce lien armée/nation. Il y aura toujours un différentiel entre un citoyen lambda et un militaire.

Paul SATIS : Un civil et un militaire.

Benjamin DOUTEAU : Un civil et un militaire. Le vrai défi pour les armées est que cet écart qui existe, et qui existera toujours, reste constant. Il y a un vrai sujet sociétal sur la condition des militaires. L'armée est bien obligée de prendre en compte le confort au travail, le fait que l'acceptation des contraintes était peut-être facile il y a 30, 40, 50 ans alors que 80 % des femmes d'officier, et je le dis très tranquillement, étaient à la maison pour élever les enfants, il n'était pas question qu'elles travaillent. Aujourd'hui, ce n'est plus possible. L'armée n'a pas de problèmes de recrutement, mais de fidélisation parce que ce sacrifice du confort au quotidien, très bien, il y a le drapeau, mais ça va quand même cinq minutes.

Paul SATIS : Comment motiver des sous-marinières parce que quoi qu'il arrive, il faudra quand même passer des mois sans réseaux sociaux ?

Benjamin DOUTEAU : Actuellement, nous ne pouvons plus nous permettre de demander aux militaires les mêmes choses qu'avant. Je pense que nous avons beaucoup à apprendre sur le combat syndicaliste. Nous n'aurons jamais de carte dans un syndicat, mais des choses se créent, telles que le HCECM, le haut comité, d'évaluation de la condition militaire, pour vous dire à quel point c'est nouveau. Le rapport du HCECM arrive sur le bureau du président, sans intermédiaire. Ce rapport fait état d'un problème de fidélisation ; il faut revoir les conditions de travail, si on peut s'exprimer ainsi, parce que nous n'arrivons plus à suivre l'évolution sociétale sur ce dossier. Nous avons donc beaucoup à apprendre du combat syndicaliste.

Paul SATIS : « Combat » est aussi un mot que vous pouvez avoir en commun d'ailleurs.

Jean-Claude MAILLY : Oui, bien sûr, on comprend très bien que les gendarmes qui sont des militaires ou les policiers n'ont pas le droit de grève, ce serait compliqué à gérer. Quand j'étais en responsabilité syndicale, j'avais des contacts réguliers avec les militaires. Nous avons des

discussions, y compris avec les états-majors. Effectivement, des associations existent aujourd'hui et la condition de vie et de travail doit également être prise en compte, c'est évident.

Le combat est un beau mot. Je participe de temps en temps à un journal dont le slogan est « la raison est un combat ». Je trouve que ce n'est pas mal, parce que qui dit raison, dit débat, dit démocratie. Il vaut mieux que le combat soit démocratique que violent.

Benjamin DOUTEAU : Je trouve intéressant que nous discussions tous les deux parce qu'a priori, sur le papier, tout nous oppose. C'est là que le débat est intéressant.

La vraie leçon de cet après-midi, selon moi, est que la vraie solution est de décroisonner les engagements. Chacun ne peut pas s'engager en se limitant à sa ligne d'eau, ce n'est pas possible. J'ai écouté chacun des intervenants et me suis senti touché par chacun de vos témoignages, de vos exemples, pas touché dans le sens émotionnel, mais cela me frappe de plein fouet. Je prends l'exemple de l'écologie ; je ne sais pas si vous le savez mais dans l'océan, à certains endroits, il y a des îles de plastique. Des courants en ramènent. Une fois, j'ai traversé une île de plastique en sous-marin. Je peux vous dire que c'est un carnage : tous les circuits de réfrigération sont bouchés par des sacs en plastique. Pour la petite anecdote, nous nous sommes rendus compte d'un problème avec le périscope du sous-marin, il y avait un petit dysfonctionnement, nous ne comprenions pas. Quand nous sommes arrivés à quai, nous avons retrouvé un tuyau d'aspirateur dans le fût.

Paul SATIS : Un tuyau d'aspirateur ?

Benjamin DOUTEAU : Oui. Le combat écologique pour les armées n'est pas une question de greenwashing ou quoi que ce soit, c'est simplement que nous ne pouvons plus faire notre métier. Les problèmes de réchauffement climatique demain vont créer des tempêtes, des ouragans, des drames, des conflits, des famines. Tout cela sera crisogène. Et quand il y a des crises, on nous envoie. Lorsqu'il y a des inondations en France, on envoie les moyens militaires lorsque les moyens de la sécurité civile ne suffisent plus. Pendant la pandémie, un porte-hélicoptère d'assaut de la marine nationale a appareillé sous confinement pur et dur ; il a appareillé de Toulon et est parti à Bastia pour désengorger les réanimations à l'hôpital de Bastia. Nous avons trois bateaux dans la marine, d'énormes cargos dans lesquels il y a 40 lits de réanimation. Nous sommes donc touchés et seront touchés de plein fouet.

Latifa, j'en ai parlé, Imad était un frère d'armes. La profondeur historique me touche beaucoup aussi parce que cette absence de repères, cette absence de jalons, comment faire pour comprendre le conflit ukrainien si on n'a pas un minimum de culture sur la Crimée, sur Catherine II, sur Potemkine ? Comment comprendre l'Ukraine si on ignore ce qu'est l'holodomor, par exemple ?

Une phrase de Tocqueville que j'apprécie dit que « quand le passé n'éclaire plus l'avenir, l'esprit marche dans les ténèbres ». Je suis inquiet sur ce que vous évoquiez, sur l'aspect historique : ce n'est pas un très bon signe pour les démocraties lorsqu'elles commencent à triturer leur histoire ou à vouloir éliminer des pans entiers au nom d'une mode ou d'une opinion. Je citerai Georges Orwell qui dans 1984 disait « avec les dictatures, on ne sait jamais de quoi hier sera fait ». À mon avis, une démocratie apaisée est apaisée avec son histoire. Pour Fabien Lafarge, c'est beaucoup plus léger et personnel, mais je suis tromboniste. J'ai fait du trombone quand j'étais jeune.

Paul SATIS : Très bien. Jean-Claude Mailly, un dernier mot ?

Jean-Claude MAILLY : Ce type de journée apportant un éclairage sur les formes d'engagement, et je suis d'accord, il faudrait faire sauter les silos plus souvent qu'on ne le fait aujourd'hui, a le mérite d'exister et est une belle initiative républicaine et citoyenne.



ADIANT-BELLEVUE • DU 28 AU 30 SEPTEMBRE 2022



Engagez-vous

Culture
équipe

Paul SATIS : Bonjour, Messieurs, Mesdames. Merci d'être revenus ce matin pour ceux qui étaient là hier. Bienvenue à ceux que nous accueillons ce matin.

Engagez-vous! deuxième journée de cette édition 2023 des Entretiens de Caluire et Cuire -Jean Moulin consacrés à l'engagement. Cette année, évidemment, commémoration du 80e anniversaire de la mort de Jean Moulin, l'engagement ultime, au service de notre liberté.

Le samedi matin, les fidèles des Entretiens le savent bien, les acteurs de la vie associative de Caluire et Cuire viennent sur cette scène. Nous les recevrons tout à l'heure. Ils œuvrent pour l'accueil des sans-abris, pour l'enfance en détresse, ils donnent de leur temps pour aider les autres bénévolement. Il y aura aussi cette jeune femme, Flora, que nous recevrons tout à l'heure et qui travaille pour l'inclusion des personnes handicapées.

Nous avons beaucoup parlé de jeunesse hier ; six jeunes du service civique de Caluire et Cuire viendront sur la scène tout à l'heure. Ils ont préparé un texte et viendront vous dire quel est le sens de l'engagement pour eux. Et évidemment des conférences. Deux personnalités très engagées sont avec nous ce matin : Gilles Bœuf, qui est biologiste, grand spécialiste du monde marin, l'ancien directeur du Muséum d'histoire naturelle de Paris. Il sera en visioconférence et nous dira pourquoi il faut impérativement que l'humain réintègre le vivant et surtout qu'il en prenne soin. Gilles Bœuf conclura ces Entretiens en fin de matinée avec la personne que nous allons accueillir maintenant et qui va ouvrir cette matinée.

Venez me rejoindre sur scène, Maud Sarda. Bonjour à vous et merci d'être là. Vous êtes la cofondatrice et la directrice du label Emmaüs. Nous verrons avec vous qu'il est possible de faire de l'e-commerce vertueux. Je vous laisse la parole.

CONFÉRENCE : «**Allier combat social et combat écologique : un engagement radical dans le monde économique**»

Maud SARDA est co-fondatrice et directrice du Label Emmaüs

Maud SARDA : Merci. Bonjour à toutes, bonjour à tous. Bravo aux courageux qui se sont levés tôt un samedi matin ! Avant de me présenter, je vais commencer par vous parler du label Emmaüs. J'aimerais me rendre compte de quelque chose. Qui connaît Emmaüs ? Qui savait avant cette conférence qu'Emmaüs vendait en ligne ? Ah, ce n'est pas mal quand même ! C'est plus qu'il y a sept ans quand j'ai créé Label Emmaüs, mais cela montre quand même le défi de notoriété qui est encore devant nous, même après sept ans, puisque tout le monde connaît Emmaüs – qui ne connaît pas Emmaüs ? – et finalement encore assez peu de personnes en France savent qu'Emmaüs vend en ligne après sept ans d'existence du Label Emmaüs.



Pendant cette conférence, vous aurez le droit de naviguer sur internet, ce n'est pas si souvent. Vous aurez le droit d'aller sur le site, c'est tout simple « Label Emmaüs ». Même si vous tapez « Emmaüs » sur les moteurs de recherche, vous devriez tomber sur nous assez vite. Il est important que vous vous rendiez compte de quoi nous nous parlons concrètement. Sur ce site, vous allez découvrir que 2 300 millions produits ont tous été référencés un par un, par des compagnons, des compagnes, des personnes en parcours d'insertion. Un boulot gigantesque. Vous verrez des produits de tous types, aussi bien de la mode, de la déco, des livres, il y a même des smartphones reconditionnés, des ordinateurs reconditionnés qui sont garantis pendant un an. La Fnac n'a qu'à bien se tenir ! C'est très divers. C'est devenu un site assez important. Il faut savoir que lorsque nous nous sommes lancés, il n'y avait que 3 000 produits, nous revenons donc de loin ! Vous pouvez naviguer, il n'y a pas de problème, je ne le prendrai pas mal.

Avant d'aborder comment nous avons créé ce site et pourquoi nous l'avons créé, mon parcours. Je m'appelle Maud, je suis la cofondatrice de ce site, parce que c'est une coopérative, je n'ai pas créé ce site toute seule, même si j'en ai beaucoup porté l'idée à l'origine. J'en suis la directrice générale. Avant de créer Label Emmaüs, j'étais déjà dans l'univers Emmaüs. Je suis dans ce mouvement depuis 13 ans. Avant, je travaillais chez *Accenture*. C'est un gros cabinet de conseil américain, donc des univers diamétralement opposés. J'ai fait une école de commerce, ce qui m'a amenée chez *Accenture* initialement.

Ai-je vu la lumière d'un coup ? Qu'est-ce qui m'a pris ? Non, pas vraiment. À vrai dire, j'avais le besoin de m'engager professionnellement très ancré en moi, dès l'âge d'y penser en tous cas. J'ai fait une école de commerce un peu presque par défaut ; j'étais une bonne élève, j'ai un peu atterri là. Déjà en école de commerce, je faisais des missions humanitaires, des missions de développement durable. J'ai testé pas mal de formes d'engagement, mais n'ai pas vraiment trouvé celle qui me convenait. Dans l'humanitaire, je ne me sentais pas vraiment légitime ; je n'aimais pas forcément non plus l'aspect caritatif des choses. Je cherchais autre chose comme rapport à l'autre que l'on souhaite aider. J'ai fait une mission dans du microcrédit, je ne sais pas si vous connaissez, qui m'a un peu plus plu avec la dimension de développement durable et un peu d'économique. Cela a un peu semé les graines de ce que j'allais trouver chez Emmaüs quelques années plus tard. Une école de commerce coûte cher, il a fallu la payer. J'ai fait un prêt étudiant et pour le rembourser, je suis sagement allée travailler chez *Accenture* pendant cinq ans et à la dernière mensualité de ce prêt, je suis partie. Je n'ai pas choisi *Accenture* par hasard : ce cabinet a une très grosse fondation qui met à disposition des consultants dans le secteur associatif : 5 000 jours par an de consultants sont offerts au secteur associatif, c'est vraiment très important.

C'est ainsi que j'ai fait la bascule. Je suis partie pendant un an avec la fondation, travailler dans le monde de l'engagement, dans une structure créée par Martin Hirsch, pour ceux qui le connaissent. Martin Hirsch a été président d'Emmaüs France. Il a bien sûr amené le RSA sur les territoires et avait une agence, un laboratoire d'expérimentation : l'Agence nouvelle des solidarités actives pour tester ce RSA sur quelques territoires avant de le déployer sur toute la France.

J'ai travaillé dans cette agence pendant un an ; j'ai trouvé cela intéressant, mais peut-être un peu trop institutionnel pour moi. **Un jour, j'ai croisé une personne d'Emmaüs** qui allait devenir mon responsable et là, **j'ai un peu vu la lumière, car toutes les cases des valeurs qui sont importantes pour moi étaient cochées.** La première d'entre elles est de lutter contre les formes d'exclusion les plus importantes. Emmaüs existe depuis 80 ans et aujourd'hui encore continue à accueillir et aider les plus souffrants – c'est ainsi que disait l'abbé Pierre : beaucoup de personnes issues de l'immigration, beaucoup de personnes qui sortent de prison, beaucoup de personnes qui dorment à la rue. Ce sont vraiment les formes d'exclusion les plus marquées de notre société. Avec ces personnes qui sont complètement brisées par

un système, ou rejetées, ou qui ne trouvent pas leur place, et avec des objectifs que les Français ont la gentillesse de continuer à donner, nous arrivons à créer une valeur, une valeur humaine évidemment, déjà parce que ces personnes ont un toit au-dessus de leur tête, elles ont un travail, une utilité sociale et de la valeur économique, ce qui est quand même incroyable. Emmaüs vit depuis 80 ans sans quasiment aucune subvention publique ni aucune subvention privée. Cela demande de la générosité matérielle de donner des produits et grâce à ces dons, toute une chaîne de travail, de revalorisation de revente permet de financer toute l'action d'Emmaüs.

Emmaüs compte aujourd'hui 30 000 personnes partout en France, 500 points de vente, un maillage énorme, 10 000 compagnons qui sont hébergés, qui travaillent, qui sont payés pour ce travail et tout cela, grâce à la seconde main, à l'économie circulaire. Bien avant qu'on ait inventé ces termes, Emmaüs le pratiquait. Personne n'était intéressé il y a encore quelques années, ce qui a évidemment bien changé, maintenant, tout le monde fait de la seconde main.

C'est dans cet univers que je suis arrivée il y a maintenant 13 ans. J'ai passé quelques années à la découverte d'Emmaüs, à me balader sur le terrain et à venir les aider sur différents projets. Au bout de cinq ans, j'ai attrapé le virus de l'entrepreneuriat social, tout simplement. J'ai eu envie de créer quelque chose moi aussi, de créer quelque chose pour Emmaüs, pour qu'Emmaüs continue à se développer, qu'il se pérennise et ne disparaisse pas. Ce qui m'est apparu comme une urgence pour ne pas disparaître il y a maintenant huit ans était d'investir internet, le digital. Il y a huit ans, Amazon avait déjà 20 ans, Le bon coin avait déjà 10 ans et nous, nous avions déjà 450 points de vente, mais nous n'avions rien sur internet. Nous avions déjà beaucoup de retard à ce moment-là. Aujourd'hui, certes, il y a Label Emmaüs, mais c'est tellement petit par rapport à ces acteurs qui sont devenus gigantesques ces dernières années avec le covid notamment. Vinted est notamment en pleine explosion, je vous en reparlerai après. Les défis qui se posaient il y a huit ans sont encore plus colossaux aujourd'hui. Pourquoi la vente en ligne, pourquoi le numérique ? On peut se poser la question. Ce n'est pas parce qu'Amazon existe ou *Le Boncoin* existe qu'Emmaüs est obligé de faire la même chose. Mais quels choix avons-nous quand toute une génération désormais a un réflexe pour s'informer, pour consommer, pour communiquer : les réseaux sociaux et internet dans son ensemble ? Il faut bien investir ces nouveaux moyens de communication et de consommation pour ne pas disparaître tout simplement de la conscience collective génération après génération. Emmaüs a encore la chance, et quand je vous ai posé la question vous avez tous levé la main, d'avoir ce capital notoriété important, ce capital sympathie très important, ce qui peut vite disparaître : il suffit d'une génération pour que ce soit balayé. Ici, vous connaissez bien l'abbé Pierre, j'ai appris qu'il avait passé quelques années à Caluire, mais ce n'est pas forcément le cas de toutes les générations ni de tous les endroits en France. Il faut le préserver, c'est une pépite, c'est quelque chose qu'il faut continuer à faire vivre par tous les moyens. C'est ce que j'avais envie de faire il y a huit ans. Comment nous y sommes-nous pris ? Autant vous dire que faire de la vente en ligne chez Emmaüs n'est pas simple. Si vous êtes déjà allés chiner ou donner des produits, vous voyez un peu le fonctionnement. L'Emmaüs à Lyon fait d'ailleurs partie de Label Emmaüs.

Quel est le principe de ce site, concrètement ? Il y a 170 structures partout en France, Emmaüs à Lyon, Emmaüs à Angoulême, et pas que des Emmaüs, des ressourceries également, par exemple, ou des associations de la Croix-Rouge, des structures Envie qui reconditionnent de l'électroménager. Nous sommes ouverts à toute l'économie sociale et solidaire. Ces structures ont des produits qui leur ont été apportés par les particuliers, qui leur ont donné des produits. Elles font le constat que dans tous ces produits, certains se vendent mal

«J'ai eu envie de créer quelque chose moi aussi, de créer quelque chose pour Emmaüs, pour qu'Emmaüs continue à se développer, qu'il se pérennise et ne disparaisse pas.»

localement ; certains sont bradés parce qu'il n'y a pas la clientèle, ce sont parfois des produits un peu rares, de collection, vintage, qui mériteraient d'être vendus à leur juste prix, sans pour autant être très chers puisque le prix Emmaüs est toujours beaucoup moins élevé que la moyenne, évidemment. C'est une première raison. Une deuxième : ces structures accueillent des personnes en insertion. Ce sont des personnes qui sont là pour un temps délimité et qui sont là pour rebondir, pour intégrer du savoir-être en entreprise, du savoir-faire et trouver ensuite un travail, une formation. Quand on est un Emmaüs ou une ressourcerie, former des personnes à des métiers de tri, de vente est bien, mais aujourd'hui, sur le marché du travail, cela marche moins bien que lorsque l'on a travaillé dans l'e-commerce, dans la logistique ou avec des outils numériques. Aussi, nous proposons à ces structures d'une part de travailler avec nous parce qu'elles vont mieux valoriser les produits qu'elles reçoivent, une partie qu'elles pourront mettre en ligne, elles pourront ensuite former les personnes qu'elles accueillent à des métiers d'avenir qui sont aujourd'hui en tension. Il faut savoir que dans le numérique, nous approchons les 20 % d'offres d'emplois non pourvus. C'est gigantesque. Il y a vraiment de quoi faire beaucoup d'insertion professionnelle dans les années à venir.

Notre conviction à Label Emmaüs est que le monde de l'insertion ne doit pas se réduire au BTP, à l'entretien des espaces verts ou au service à la personne. Ce sont des métiers indispensables très importants qui peuvent employer de nombreuses personnes en volume, en quantité, mais les personnes qui décrochent à un moment donné pour diverses raisons de vie personnelle sont tout à fait capables avec l'accompagnement adapté de rebondir également vers des métiers qui utilisent le numérique, avec des métiers qui sont très professionnalisants et qui ont de l'avenir. La preuve, sur la base de ces sept ans d'expérience que nous avons aujourd'hui et de toutes ces personnes qui ont travaillé avec nous pendant sept ans, nous estimons avoir formé environ 1 500 personnes aux différents métiers. Quels sont les métiers de la vente en ligne ? Je choisis des produits, je prends des photos professionnelles, je peux détourner ces photos, je fais un peu de graphisme, j'utilise un back-office informatique, un système d'information, je fais du service après-vente, je fais du conditionnement de colis, je fais de la gestion des stocks. Ce sont plein de petites compétences qui sont tout de même incroyables, quand on y pense, pour des compagnes et des compagnons qui n'utilisaient aucun de ces outils avant Label Emmaüs. À travers toutes ces formations, nous estimons que plus de 80 % des personnes qui sont



passées par nos postes en insertion, ou par nos parcours de formation, puisque nous avons aussi monté une école, ont trouvé un boulot, une formation qualifiante pour poursuivre, ou qui ont créé elles-mêmes leur activité de vente en ligne pour certaines ou leur activité en propre. 80 %, c'est vraiment très important. Aujourd'hui, l'État demande aux structures qui font de l'insertion d'atteindre 60 %, l'objectif qui nous est imposé. Rares sont les structures à réussir à les atteindre avec le contexte que nous connaissons. 80 %, c'est très prometteur.

Les perspectives de ce projet, les grands défis qui nous attendent. Autant socialement, je pense que nous avons bien réussi le pari, je viens de vous le dire, les chiffres d'impact parlent d'eux-mêmes, autant les défis de communication, les défis financiers qui sont face à nous sont gigantesques. Je parlais rapidement de Vinted ; je ne sais pas si vous avez une idée du nombre d'abonnés en France sur Vinted. Ils se comptent en millions, c'est clair. On estime aujourd'hui qu'il y a 22 millions d'abonnés sur Vinted en France. C'est colossal. Il y a vraiment toute une génération, et pas uniquement les jeunes, sinon il n'y aurait pas 22 millions, mais bien plus. C'est devenu une seconde nature. C'est tellement ancré, comme lorsque l'on va chercher quelque chose sur internet, on cherche sur Google. Quand on veut acheter un habit, on va l'acheter sur Vinted, quand on ne va pas donner, on ne va malheureusement plus beaucoup donner. On va d'abord essayer de vendre sur Vinted et si cela ne marche pas, on va peut-être le donner. Le réflexe du don est évidemment très ancré dans certaines familles et continue, mais cela pourrait disparaître franchement en une génération. Un mouvement comme Emmaüs qui fait partie du patrimoine français, qui rend un service inestimable, je pense, à la nation, peut disparaître en l'espace d'une génération. Comment ces structures sont-elles parvenues à avoir 22 millions d'abonnés ? C'est d'abord un pouvoir financier immense. Les dernières levées de Vinted ont récemment représenté 250 millions. On estime que sur les quatre dernières années, ils ont levé plus de 500 millions d'euros. Il y a aussi un site d'il y a quelques années appelé Back Market qui vend du matériel reconditionné. C'est bien, le reconditionné est mieux que le neuf ; tout dépend comment on le fait puisque chez Back Market, ce sont des produits reconditionnés partout dans le monde et qui voyagent partout dans le monde. Acheter de la seconde main est bien, mais si elle a reconditionné à l'autre bout du monde, je ne suis pas sûre qu'on relève vraiment les défis qui sont face à nous. Ces sites donnent aux gens le réflexe de vendre et non plus de donner, et d'acheter aussi sur ces plateformes et non plus dans les Emmaüs, dans les ressourceries.

Back Market a levé 450 millions d'euros il y a un peu plus d'un an, ce sont des Français, ce qui ne les a pas empêchés il y a quelques mois de licencier 13 % de leur effectif. Quelles sont les forces en puissance derrière ces levées de fonds ? Pour Back Market, par exemple, c'est Goldman Sachs. Qu'est-ce qu'Emmaüs a à voir là-dedans ? Ce sont bien ces acteurs qui sont face à nous aujourd'hui qui investissent le marché de la seconde main. Aujourd'hui, tout le monde se met à la seconde main, toutes les marques lancent leur plate-forme de seconde main. Vous avez peut-être entendu que Zara venait de lancer sa plate-forme de seconde main, même la fast fashion se met à faire de la seconde main, tous les grands distributeurs. Vous rapportez vos produits en magasin, en supermarché, vous avez droit à un bon d'achat pour acheter du neuf. En plus c'est d'une hypocrisie, quand on y pense ! On vous dit que vous faites de l'économie circulaire, mais en fait, on vous donne un bon d'achat pour aller acheter du neuf ! Tout est fait sur ces sites pour vous inciter à toujours acheter plus.

Des témoignages de personnes sur Vinted expliquent que c'est devenu comme une drogue : c'est addictif, elles ont tout le temps besoin de vendre pour acheter. Il n'y a donc aucun rapport avec un comportement de sobriété finalement. **La seconde main était la solidarité, l'échange, l'entraide, c'était aussi la sobriété, consommer différemment, consommer moins.** Ces entreprises sont en train de modifier complètement le comportement que nous pouvons avoir avec la seconde main. Ce n'est pas rien. Nous avons donc ce type d'environnement concurrentiel autour de nous.

Nous avons aussi d'énormes défis financiers puisque nous avons levé 2 millions d'euros cette année. Nous sommes fiers, nous sommes contents. Pour une coopérative, autant vous dire que ce n'est pas simple. Nous sommes une Scic, je ne sais pas si certains d'entre vous



à lever des fonds, mais vous voyez bien que les 2 millions dont je vous ai parlé par rapport aux 450 millions de Back Market, c'est David contre Goliath.

Que visons-nous ? Nous ne visons pas d'être gros comme eux, nous ne visons pas de conquérir l'Amérique ! Nous n'avons certainement pas besoin de tout cet argent. Notre but premier est d'inspirer en étant le plus exemplaire possible, ce qui passe par le fait d'être une coopérative, nous faisons de l'e-commerce, mais 100 % des bénéfices sont réinvestis dans les réserves de l'entreprise, 100 %. Il n'y a aucun enrichissement personnel possible. J'ai créé cette entreprise, il y a 60 salariés, nous faisons 2 millions de chiffre d'affaires ; le jour où je partirai, je partirai comme n'importe quel salarié et c'est ainsi pour tout le monde.

Le pouvoir est décorrélé de l'argent ; que l'on mette 100 euros de capital ou 1 million, on a le même pouvoir. Les échelles de salaires sont limitées de 1 à 3 fois le Smic. Plus d'un tiers de notre effectif est composé de personnes en insertion. Nous essayons de montrer au monde du numérique que nous ne sommes pas obligés d'avoir uniquement des personnes bac +5, des personnes d'écoles d'ingénieurs ou de commerce pour faire de la tech. C'est faux. Il est aussi possible de faire les choses avec du bon sens et avec des personnes issues de la diversité. Nous avons 62 % de femmes ; je ne sais pas si vous connaissez le nombre de femmes dans le numérique : moins de 20 % de femmes sont dans le numérique en France. Nous essayons de prouver par tous ces secteurs qu'il est possible de faire différemment. **Nous sommes une alternative très radicale dans un univers très concurrentiel.** Nous ne disons pas

connaissent : une société coopérative d'intérêt collectif. Par rapport à une Scop où les salariés sont sociétaires de l'entreprise, une Scic est plus large. Les salariés sont sociétaires, ils sont actionnaires de la coopérative, mais pas uniquement. Toutes les structures de l'économie sociale et solidaire qui vendent sur leur site sont aussi sociétaires. Les 170 sont sociétaires aux côtés des salariés, et les clients : vous pouvez acheter sur Label Emmaüs et dans votre petit mail pour vous remercier de votre achat, vous verrez que nous vous invitons à en savoir plus sur notre coopérative. Si vous voulez, vous pouvez aussi devenir sociétaires, c'est très facile, c'est 20 euros la part de notre capital, et c'est en quelques clics. Finalement, de fil en aiguille, nous avons quand même 2 000 sociétaires aujourd'hui qui portent cette coopérative, des particuliers, clients, les structures qui vendent, les marchands et les salariés. Finalement, toute la chaîne de valeur est au cœur du capital et est concernée par le devenir de cette structure. C'est donc une force grâce à laquelle nous arrivons

que nous pouvons devenir la norme, mais nous espérons inspirer pour faire bouger les curseurs des autres. Notre dernier objectif, qui est très important parce que nous sommes aussi dans une dynamique économique, est d'être rentable avec tous ces éléments qui pourraient faire dire aux autres « C'est super ce que vous faites, mais franchement, vous ne gagnerez jamais d'argent ». Si, c'est le challenge ultime : montrer que nous pouvons être sur de la croissance, nous assumons d'être sur un modèle de croissance parce que certains doivent grossir et d'autres doivent disparaître. Nous devons grossir, les autres doivent disparaître !

Nous assumons d'être sur un modèle de croissance et d'être sur un modèle qui cherche la rentabilité pour s'autofinancer dans l'avenir. **Telle est la vision de Label Emmaüs** et de ce que **nous essayons de défendre, une autre vision de l'économie**, sortir des cases un peu figées que l'on peut avoir en France et ailleurs avec l'associatif d'un côté, le caritatif, et de l'autre l'entreprise et l'économie. Des voies intermédiaires sont possibles, des hybridations sont possibles, personne ne détient la vérité absolue. Il est possible de faire de l'économie avec le bien commun au cœur. On peut faire de l'associatif avec de l'économie. C'est avec des modèles comme ceux-là, je pense, que nous pouvons ensemble affronter les enjeux climatiques et sociaux devant nous.





ÉCHANGE

Paul SATIS : Merci beaucoup, Maud Sarda. J'ai une question à vous poser, nous avons fait un petit sondage à main levée tout à l'heure : qui envisage d'aller acheter sur Label Emmaüs après avoir entendu Maud Sarda ? Vous êtes un peu obligés de répondre « oui », évidemment ! Souhaitez-vous poser des questions à Maud ? Sinon, je poserai la première comme il est de tradition. Un aspect est intéressant : l'implication des clients, vous l'avez un peu évoquée tout à l'heure. Vous essayez d'appliquer un système le plus vertueux possible. Puisque nous parlons d'engagement, on peut évidemment acheter comme on achèterait sur Amazon finalement, mais il n'est pas mal non plus de s'engager un peu en tant que client.

Maud SARDA : Oui, et pour nous aussi c'est une façon de faire bouger les lignes en interne parce qu'il est finalement assez rare d'intégrer les clients dans sa chaîne de décision. C'est vraiment le propre des coopératives de consommateurs ; c'est un peu

cette logique que nous essayons d'intégrer. Le fait d'avoir des clients en assemblée générale dans les instances de gouvernance fait du bien aussi à Emmaüs pour nous dire « Ce que vous faites est super, mais quand on veut vous donner, ce n'est pas toujours si simple, quand on va dans tel magasin, on aimerait bien que ça se passe peut-être un peu différemment. ». Cela permet aussi de progresser, de nous améliorer. Et pour le client, il est important d'avoir une prise de conscience de ce que l'on appelle la « consommation ». Le pouvoir du porte-monnaie est un pouvoir très fort, un pouvoir immense. Il existe à mon sens deux pouvoirs énormes qui sont en train d'être à l'œuvre avec le monde de l'entreprise : le pouvoir du consommateur, et bien sûr, le pouvoir du salarié. Nous voyons bien que certaines entreprises commencent à être en panique en matière de recrutement et de comportement consommateur, d'attente du consommateur.

Paul SATIS : Vous parliez de la concurrence particulièrement violente. Cela vous rend-il pessimiste ? Il faut affronter des entreprises gigantesques. Vous parliez de cette levée de fonds de 250 millions de Vinted. Il faut faire connaître Label Emmaüs ; nous étions nombreux à ne pas connaître Label Emmaüs avant que vous veniez. C'est difficile en matière de communication, j'imagine que vous ne pouvez pas investir énormément dans la publicité, voire pas du tout. Comment faire connaître ce Label ?

Maud SARDA : On vient à des conférences ! Pas uniquement. Nous n'avons pas vraiment de budget communication, c'est tout petit. Une personne gère tout ce qui est marketing et communication et est aidée de deux alternantes. Dans ces sites, il y a un expert référencement, un expert réseau social, un par réseau social ! Les moyens sont démesurés. Nous avons quand même une force : c'est Emmaüs. Tout le monde connaît Emmaüs. À partir du moment où nous arrivons à connecter notre projet à cette notoriété installée d'Emmaüs, il n'y a pas besoin d'expliquer ce que nous faisons. C'est ainsi dans l'imaginaire des gens, tout de suite, Emmaüs « Peut-être vais-je trouver des meubles, des objets ». On voit ce qu'on va pouvoir y trouver, ce qui remplace un budget communication très important. Ensuite, il faut miser sur la



cohérence de notre modèle. Je pense qu'il y a sept ans, nous étions un peu en avance de phase sur l'attente des consommateurs d'engagement des marques. Désormais, nous sommes là au bon moment, au bon endroit aussi, avec du catalogue, avec une existence qui montre que nous savons faire. Nous avons un service client qui tourne. Aujourd'hui et demain, les attentes ne feront qu'augmenter, et nous serons là.

Paul SATIS : Même si vous êtes petits économiquement, vos « concurrents » qui eux sont puissants vous attaquent-ils aussi sur le référencement par exemple ?

Maud SARDA : Ils le font effectivement en douce, ils achètent le mot clé « Emmaüs » et quand on tape « Emmaüs » sur Google, il nous est déjà arrivé de tomber sur des annonces de Shein. Nous avons encore fait le test hier soir et nous tombions sur des sites de fast fashion. En revanche, ils ne le feront pas ouvertement, car s'attaquer à Emmaüs, tout de même... Mais nous ne nous privons pas. Nous avons fait cette année toute une campagne de communication pour hacker Vinted : nous sommes allés créer un compte sur Vinted d'une certaine « Emma-us » et elle portait des vêtements où il y avait écrit « Si tu ne le portes pas, donne-le » parce que le slogan de Vinted est « Si tu ne le portes pas, vends-le ». Nous avons donc fait toute une campagne à l'intérieur de la plate-forme Vinted, nous nous sommes bien amusés.

Paul SATIS : Il n'y a pas que de la vente en ligne à Label Emmaüs, il y a aussi une partie formation : vous accompagnez les compagnons, il y a un besoin de formation numérique, il y a également des à-côtés. Il n'y a pas que la vente, vous avez d'autres actions à Label Emmaüs qui ont aussi tendance à se développer.

Maud SARDA : Assez rapidement, lorsque nous avons vu l'impact social de ces métiers, à quel point les compagnons avaient de l'appétence pour ces nouveaux métiers et à quel point cela facilitait leur parcours d'intégration d'insertion, nous nous sommes dit qu'il y avait quelque chose à faire au niveau de la formation pour aller plus loin. Nous avons créé une école qui s'appelle « Label école ». Nous l'avons créée grâce au grand soutien de la Grande école du numérique qui était un programme d'État à l'époque. Nous avons lancé une première promotion pour des demandeurs d'emploi du territoire où nous étions, dans le 93. Cette école a maintenant quatre ans ; chaque année, elle forme une petite centaine de personnes, des demandeurs d'emploi du territoire qui arrivent sans le bac pour la grande majorité, pour 80 % d'entre eux. Ce sont plutôt des profils

de décrocheurs, mais aussi toutes générations confondues, des personnes en reconversion également, très peu qualifiées académiquement. En six mois de formation, 86 % décrochent un diplôme d'État d'équivalence bac +3. Ce qui montre aussi la puissance du numérique, ce qu'il peut apporter aux personnes qui sont débrouillardes, autodidactes. Le numérique peut aussi être une chance en termes de formation et d'insertion. Nous avons maintenant envie d'essaimer cette école sur plein de territoires. C'est notre projet à partir de l'année prochaine.

Paul SATIS : Nous allons vous donner un micro, Monsieur, pour que vous puissiez poser votre question à Maud Sarda.

Jacky BERNARD : Bonjour, d'abord merci de votre intervention sur la présentation de Label Emmaüs que je connaissais, et je vais vous dire pourquoi. Je suis président d'une association d'insertion par l'activité économique. Nous avons deux activités : une activité qui est le service à la personne, nous employons des personnes en difficulté qui viennent rendre des services à domicile, et une autre activité qui vous concerne, la recyclerie et des boutiques de vêtements. Nous utilisons Label Emmaüs depuis deux ans maintenant pour certains produits de la recyclerie, produits qui ne trouvent pas de clientèle au sein de la recyclerie. Grâce au Label Emmaüs, nous pouvons vendre certaines pièces qui ont de la valeur et qui n'auraient pas été vendues directement dans la recyclerie. Vous avez dit tout à l'heure qu'il y avait un peu une diminution du don ; ce n'est pas ce que nous constatons. Nous avons eu une montée en puissance de la recyclerie ces dernières années puisque nous attendions un chiffre d'affaires qui dépasserait les 700 000 euros, soit environ 400 000 ventes, quand vous imaginez que ce sont des ventes de 1 euro, même pas, 0,50 euro, 0,20 euro, 2 euros, 5 euros, 10 euros grand maximum, vous imaginez tout de suite le nombre de clients que nous recevons chaque jour et tout au long de l'année. L'intérêt est aussi d'employer au sein de notre recyclerie et des boutiques de vêtements des personnes en difficulté, parfois très éloignées de l'emploi, pour lesquelles nous avons toute une action de réinsertion, d'objectifs de leur trouver un emploi. Nous atteignons facilement les 60 % de retour à l'emploi.

Nous constatons effectivement de plus en plus de dons. Nous avons aussi la chance d'être à proximité d'une déchèterie, d'être sur son passage. Les gens qui passent à la déchetterie s'arrêtent donc pour déposer leurs produits, leurs pièces. C'est un avantage. Nous avons une montée en puissance qui nous pose toutefois problème, car nous manquons de place. Nous avons un nouveau projet avec la Communauté de communes pour agrandir et pour développer d'autres activités. L'intérêt de ces structures est aussi d'aller vers de nouvelles activités. Nous avons notamment déployé l'activité upcycling qui permet de rénover des meubles anciens et de les vendre sous un aspect un peu plus décoration. Nous avons une activité cycle qui a une demande très forte avec des vélos qui nous sont donnés, qui sont réparés et remis en vente. L'intérêt de ces structures est aussi d'innover un peu en termes de métier et de permettre à des personnes en grande difficulté, comme vous l'avez dit, de trouver une juste place avec un engagement très fort de la part de nos salariés. C'est ce que j'ai constaté. Nous avons des encadrants techniques, des responsables ; les salariés viennent travailler dans ces structures avec un engagement militant, c'est aussi l'intérêt. Toute une activité de bénévole vient aussi faire le tri, aider nos salariés pour la vente. Je tenais à apporter ce témoignage parce que nous sommes vraiment dans une opération qui a du sens et qui est un engagement citoyen. L'année dernière, nous avons dû accueillir 122 personnes en insertion avec retour à l'emploi. Label Emmaüs nous aide donc beaucoup sur certaines pièces.

Paul SATIS : Où se trouve votre recyclerie ?

Jacky BERNARD : À 20 km d'ici, dans la Communauté de communes de Montluel.

Paul SATIS : Label Emmaüs ne travaille pas qu'avec des centres Emmaüs.

Maud SARDA : Oui, merci beaucoup de ce témoignage et ravie de vous rencontrer en vrai. Vous devez recevoir un tas de mails de Label Emmaüs, au moins nous nous voyons en vrai. Nous travaillons en effet avec des ressourceries depuis longtemps. Nous avons même un agrément national avec le réseau qui est très moteur et qui dit à ses adhérents « Si vous voulez vendre en ligne, c'est avec Label Emmaüs

et pas sur des sites marchands autres ». Ce n'est pas simple ; j'ai dû beaucoup me battre en interne pour faire accepter à Emmaüs que d'autres nous rejoignent. J'ai aussi dû me battre pour que ces autres acceptent de vendre sous une bannière « Emmaüs ». Ce n'est simple pour personne ; j'ai essayé d'expliquer que dans cet univers sans foi ni loi qu'est internet, si en plus l'économie sociale et solidaire n'y va pas en rangs serrés, nous n'avons aucune chance d'y arriver.

Merci de faire partie de cette aventure. Concernant les dons, je tenais à préciser tant mieux si vous ne voyez pas de baisse, ce qui veut dire que vous faites très bien le travail d'accueil du don, parce que des structures ne font pas bien cet accueil. Dans le mouvement Emmaüs, il y a quelques années, nous arrivions à remettre en vente 60 % des produits qu'on nous donnait alors que nous sommes plutôt autour des 40 % actuellement. La qualité de ce qu'on nous donne baisse malheureusement, parce qu'on essaie souvent de vendre d'abord avant de donner. Il reste donc ce qui a un peu moins de valeur. Il faut beaucoup plus travailler pour arriver à la même chose.

Paul SATIS : Qui est la clientèle de Label Emmaüs ? S'agit-il de personnes qui subissent la crise et qui ont besoin ? Est-ce vraiment un acte militant fort ? S'agit-il de ces deux clientèles ?

Maud SARDA : A priori, Label compte des personnes qui ont un peu plus de pouvoir d'achat que lorsqu'elles vont dans des points de vente physique. Nous le voyons avec le panier moyen, tout simplement : notre panier moyen est autour de 33 euros. Par rapport à un site qui vend des produits neufs, autant vous dire que c'est très bas, mais par rapport à un Emmaüs ou une ressourcerie, c'est quand même assez haut, au moins 2 à 3 fois plus que le panier moyen observé dans une boutique. Il y a donc un peu plus d'argent, c'est sûr. Je pense que ce sont pour beaucoup des urbains de grandes agglomérations, parisiens notamment qui n'ont pas forcément un Emmaüs très proche, ou pour qui ce n'est pas forcément simple de se déplacer, des collectionneurs également. Tous les jours, des produits nouveaux arrivent. De nombreuses personnes se mettent des alertes et viennent tous les jours sur le site.

Jacky BERNARD : Je confirme ce que vous dites. Nous avons aussi vu une évolution de la clientèle. Lorsque nous avons créé cette

recyclerie, il y a maintenant quelques années, elle s'adressait plutôt à des personnes en grande difficulté qui venaient pour acheter à bas prix. Depuis quelques années, nous voyons une évolution du public, de la clientèle, notamment avec plus de Lyonnais, au vu de la proximité de l'agglomération lyonnaise, des jeunes, une nouvelle génération, des jeunes familles avec des enfants qui viennent acheter à la recyclerie par choix et pas uniquement pour des raisons financières, car nous avons aussi de clients qui ont de bons revenus. Ils viennent donc par choix, notamment pour les jouets, pour les livres. La quantité de jouets achetée par la clientèle est extraordinaire !



Paul SATIS : Nous en parlons hier d'ailleurs lors de la préparation. Étonnement, les produits vedettes du site sont les livres.

Maud SARDA : Oui, les livres marchent très bien. Il est vrai qu'il existe des blocages psychologiques sur la seconde main qui tombent les uns après les autres. Il est plus facile de ne pas avoir de blocage sur le livre qui n'est pas comme un vêtement que l'on va mettre ou des chaussures qu'on va enfiler. Chez Emmaüs, nous recevons 30 millions de livres par an à peu près. Nous estimons donc être la plus grande librairie d'occasion de France, 30 millions, c'est gigantesque ! Je ne sais pas si vous savez, mais plus de 25 % des

livres édités finissent au pilon et ne seront jamais vendus. On les pilonne. Nous nous battons d'ailleurs pour faire bouger la loi Lang sur ce point. À l'heure d'aujourd'hui, à l'heure des défis écologiques et sociaux, on ne peut pas continuer à en détruire 25 %, on pourrait les donner aux associations, ce serait mieux. Il est vrai que le livre d'occasion est un produit qui s'est beaucoup démocratisé. La décoration marche aussi très bien parce que dans l'esprit des gens, Emmaüs, c'est le meuble, la déco et la mode, vous en parlez. Une immense majorité de jeunes ne s'achète plus que de la fripe. Le neuf est en train de disparaître de leurs habitudes de consommation.

Paul SATIS : Merci beaucoup. Merci à vous, Maud Sarda.

Maud SARDA : Merci à toutes et à tous.

Paul SATIS : Fondatrice et créatrice du label Emmaüs, vous restez là, bien sûr, puisque nous nous retrouverons tout à l'heure pour la conclusion de ces entretiens. Nous allons maintenant parler de biologie. Nous sommes en visio, nous allons la mettre en place dans une seconde avec Gilles Bœuf qui est biologiste, professeur émérite au centre d'études d'expertise sur le biomimétisme, il nous expliquera de quoi il s'agit dans un instant. Il est aussi l'ancien directeur du Muséum d'histoire naturelle, spécialiste du monde marin. Avons-nous la connexion avec Gilles Bœuf ? Oui, il est en visio avec nous. Bonjour à vous, nous entendez-vous bien ?

Gilles BŒUF : Bonjour, avec plaisir.

Paul SATIS : Gilles, je vous laisse la parole.



CONFÉRENCE «L'humain dans le vivant.»

Gilles Bœuf est océanographe, professeur émérite à la Sorbonne Université, président du centre d'études et d'expertise sur le biomimétisme (CEEBIOS), ancien directeur du Muséum d'histoire naturelle.

Gilles BŒUF : Merci beaucoup. D'abord, je vais saluer et féliciter Maud pour les actions qu'elle a développées. Nous y reviendrons, parce que vous savez que mon métier essentiel est d'aller chercher dans le vivant des solutions à nos problèmes. Maud a dit très justement tout à l'heure que le changement climatique accéléré avait de forts impacts sociaux, mais l'effondrement du vivant en a autant. Il y a effectivement le climat, le vivant et les impacts sociaux. Dès qu'il y a un déséquilibre climatique, ou lié à cet effondrement du vivant, des impacts ressortent bien sûr sur les populations humaines. Je vais vous l'expliquer, je vais vous démontrer qu'aujourd'hui, l'humain vivant ne peut pas se séparer de l'humain non vivant. Vous savez, on a oublié qu'on était vivant. Quand je parle avec des gens, je me rends compte que ceux qui s'en rendent un peu mieux compte sortent d'un cancer. Cette jeune femme aux Jeux olympiques qui va faire les Jeux paralympiques l'an prochain qui perd ses deux jambes à 19 ans dans un accident de la route, moyenne de vie des femmes en France en ce moment, 85 ans ; comment vivez-vous dans votre tête ? Je vais vivre 66 ans sans jambes ! Elle a une pêche d'enfer ! C'est ce que j'admire : que l'on revienne à ce que l'on est, je vais vous le démontrer, un profond morceau de la biodiversité de cette vie qui est sur la Terre. On ne peut pas s'en passer. Et surtout, ce qui est très clair et il faut le dire sans arrêt, nous ne mangeons que du vivant et ne coopérons qu'avec du vivant. C'est un peu ce que je vais vous expliquer. Nous allons essayer d'avoir des images, vous me direz si cela marche.

Paul SATIS : Cela marche bien, nous les voyons.

Gilles BŒUF : Super. Je vais vous raconter cette histoire de la vie. Qu'est-ce que la vie ? La vie, c'est de l'eau liquide. On m'en parle sans arrêt ; un bébé humain qui naît, on l'oublie, c'est trois quarts d'eau liquide. Ce n'est pas fait pour laver sa voiture dans un moment de manque d'eau incroyable. Il faut vraiment que nous changions nos mentalités. Tout se passe dans la tête, à tous les niveaux. Toutes les personnes doivent y réfléchir : un être humain, c'est d'abord de l'eau liquide, comme cette eau est agressive, il dissout des sels, ce sont aussi des sels, des membranes et des cellules. Tout est fait ainsi. Depuis que cette vie existe, à peu près 4 000 millions d'années, elle est dans l'océan, elle répond de la même façon. Tous les êtres vivants, du coronavirus-19 à l'humain, sont faits d'eau liquide.



Vous comprenez l'importance de l'eau. En ce moment, dans ce climat qui change trop vite, l'eau est fortement impliquée dans les désordres divers et variés que nous ressentons. Du moment où cette vie est partie, elle a créé des écosystèmes. Qu'est-ce qu'un écosystème ? Dans cette eau initiale qu'était l'océan, c'était une construction du vivant sur une physique antérieure, ce peut être un morceau de mer, une falaise, tout ce que vous voulez, un endroit minéral sur lequel le vivant s'installe. Je vous ai mis ici les deux systèmes les plus riches au monde en nombre d'espèces ramenées à la surface : la forêt tropicale humide, ici la Guyane, et à côté, le récif corallien, toujours en France en Nouvelle-Calédonie. En forêt tropicale humide, vous avez 30 000 espèces vivantes sur un carré de 1 km et 5 000 à 6 000 sur un morceau de corail de la même superficie. L'humain s'est mis à changer ceci.

Autre remarque qu'il faut faire tout de suite aussi : en 1941, nous comptons 2 milliards d'humains. Aujourd'hui, nous sommes 8 milliards . Il ne faut pas être un grand écologue pour imaginer les nombreux impacts. Je mets une image de Shanghai qui représente simplement le tiers des Français dans la même ville. Les deux grands désordres que nous vivons aujourd'hui sont le climat d'une part qui change trop vite. N'oublions pas que le climat a toujours changé, ce n'est pas apparu récemment. Le problème actuel pour nous, scientifiques, et pour tout le monde, est qu'il évolue trop vite. Je vous ai mis la température de surface de l'océan depuis 150 ans et en bas, corrélé à cela, la montée du niveau de la mer. L'océan remonte à peu près six fois plus vite qu'il y a une trentaine d'années. Comment faisaient les hommes préhistoriques ? Ils arrivaient au bord de la mer, ils mangeaient les moules et les huîtres qui étaient là et allaient ailleurs pour manger autre chose. Nous avons fait des villes quant à nous ; cherchez les grandes villes du monde qui ne sont pas au bord de l'océan. Si vous en avez effectivement, Moscou, Paris ou Chicago, la plupart sont toutes au bord de l'océan. C'est une préoccupation majeure.

Le deuxième problème est effectivement les espèces vivantes. Je vous ai mis un esturgeon ; je vous parle de la Nouvelle-Aquitaine, de Bergerac. Cet animal vivait un peu dans toute l'Europe. Moi qui ai longtemps vécu en pays catalan, j'ai trouvé des carnets de pêche des années soixante : on pêchait des esturgeons européens à Collioure, on le pêchait en Corse, en Italie. Il a totalement disparu de Scandinavie, des îles Britanniques, de la Méditerranée. Aujourd'hui, on ne le trouve plus que dans la Gironde, le grand estuaire de la Garonne, et dans la Dordogne et la Vézère. Lorsque nous avons fait les premiers essais avec nos amis de l'Irstea (Institut de recherches en sciences et technologies pour l'environnement et l'agriculture) et de l'Inrae (Institut national de recherches pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement) pour faire des programmes de repeuplement avec le poisson, nous avons mis deux ans pour trouver une femelle. Pourquoi ? Nous allons revenir à ce que nous disions avec Maud tout à l'heure : cette rentabilité à court terme. Une grande femelle d'esturgeon comme celle-là, 100 kg, a deux ovaires de 10 kg. Calculez, quand le caviar se vend 3 000 euros le kilo. Le vivant s'effondre en ce moment à une vitesse... entre 100 fois et 1 000 fois plus vite que ce que nous avons calculé sur les 100 derniers millions d'années, en dehors des crises d'extinction bien sûr.

Beaucoup s'en vont, certains arrivent et c'est intéressant : par exemple le fameux coronavirus-19. Qu'est-ce qu'un virus ? C'est un parasite. Il n'a pas de tête, pas de jambe, pas d'esprit, il n'a pas d'idée ni d'attention. Il veut se reproduire comme tous les êtres vivants et pour cela, il doit intégrer une cellule. On a écrit des bêtises innombrables sur le coronavirus-19 ; il apparaît effectivement en Chine en 2019. C'est un virus de chauve-souris, je suis formel. L'humain ne l'a pas inventé ; l'humain a créé les conditions que l'on appelle le saut d'espèces : passer de la pathologie chez la chauve-souris à l'humain. Et on l'a disséminé partout. Rappelez-vous ce vol Rome – Milan du 20 janvier 2020. Je vais utiliser un terme que j'aime beaucoup, et je l'emprunte à une femme, Muriel Flis, philosophe au CNRS, qui l'a emprunté à Pessoa, l'auteur portugais :

« L'intranquillité est le fait d'être prudent, de faire attention, d'être légèrement intranquille, surtout pas dans une action paralysée. Nous devons faire quelque chose en développant une culture de l'impact sur tout que l'on fait. » Ce que je vais vous expliquer.

L'histoire a commencé il y a longtemps, vers 14 milliards d'années. En mai 1864, une météorite tombe sur la ville de Toulouse. Une énorme météorite explose et un paysan ramasse un morceau de cette météorite qui fait 11 kg. On l'oublie 100 ans dans une presse à oignons, et au début du siècle, quelqu'un la remarque. Elle arrive à Paris, au Muséum, et on l'analyse avec des moyens modernes, des nanosondes et on date ce caillou.



Cette météorite a simplement l'âge de la Terre et du soleil, ce qui veut dire que quand vous la caressez, voyez l'émotion que l'on va créer. C'est ce que je veux montrer aujourd'hui chez l'humain. L'humain est profondément animal dans son mode de vie, dans sa physiologie, mais il n'est pas que cela puisque nous discutons ici entre nous aujourd'hui. Ce brave paysan a ramassé cette météorite, à quoi cela sert-il ? À rien du tout, mais c'est génial. Voilà pourquoi j'aime l'humanité, un animal particulier qui fait des choses qui ne servent à rien.

Je vous ai mis un estuaire, de l'eau de mer d'un côté, de l'eau douce de l'autre, à droite la composition de l'océan qui ne bouge pas depuis 100 millions d'années. Quelle est cette eau intermédiaire entre eau douce et eau de mer ? Savez-vous ce que c'est ? C'est votre sang en ce moment, à tous, à Maud, à notre ami qui organise la réunion, à moi-même, à vous tous. Vous avez 142 mmol/L de sodium, 105 mmol/L de chlore, 3 mmol/L de potassium, une pression osmotique de 300 mmol/L très contrôlée en permanence. L'océan est aussi contrôlé que nous. Les éléments que je vous démontre dans votre sang viennent de l'océan

ancestral. La vie est apparue dans l'océan, plus tard elle en est sortie sous différentes formes, en différents endroits, à différentes époques. Je vous mets ici l'être vivant le plus ancien que nous ayons dans les collections de Paris : des cyanobactéries, 3,45 milliards d'années, et les mêmes que vous avez en ce moment, là où vous êtes à Caluire et Cuire. Vous verrez en sortant, il y a une flaque d'eau, elle contient des cyanobactéries. Comment ce vivant a-t-il fait pour durer aussi longtemps ?

J'en appelle à ce respect du vivant, à cette admiration, à cet émerveillement du vivant sur lequel je vais insister pendant quelque temps. Qu'est-ce que le vivant ? Des bactéries. Une bactérie est une enveloppe avec de l'eau liquide dedans, de l'eau liquide à l'extérieur et de communications en permanence : ça dialogue, ça discute, ça échange. Un corps humain, c'est plus de bactéries que de cellules humaines, on l'a complètement oublié. Quand la relation va mal entre nos bactéries sur la peau, le tube digestif, dans l'utérus, ce sont de graves désordres : l'obésité, le diabète de type 2, l'hypertension artérielle, Alzheimer, l'autisme, j'y reviendrai tout à l'heure. Il explose en ce moment parce qu'on maltraite nos bébés humains à la naissance. Tout est lié. Je vous ai mis en dessous des protistes, les cellules sont plus grosses, ce sont des microalgues marines. À quoi cela sert-il ? Elles font tout simplement la moitié de l'oxygène, largement autant que les arbres. Les levures que vous connaissez bien, sans levure pas de fromage, pas de vin, pas de pain, pas de bière, pas de Français. C'est la clé même de la vie, y compris même de nos ennemis. Je vous ai aussi mis des champignons, des plantes et des animaux. Le seul endroit sur la Terre où vous n'avez pas de vie est là-haut, dans les laves de volcan qui sont au-delà de 1 000 degrés. Dès que la lave

a été épanchée et se refroidi, le vivant s'installe.

Vous avez les 2,5 millions d'espèces connues sur la Terre. Au départ, la cellule initiale et après, toute cette diversification, cette biodiversité tellement étonnante que la Terre a été capable de produire, qui se fait chaque fois laminer lors des grandes périodes de crise qui sont nées d'un volcanisme très intense, à des rencontres de continents ou à des impacts de météorites.

Je vous mets un cadeau, une espèce trouvée dans une expédition du Muséum en Corse l'an dernier ; on ne la connaissait pas jusque-là. Voilà, elle est maintenant décrite et appartient aux espèces connues sur la Terre. Elle vivait en Corse, c'est une petite limace de mer. Le *Prolagus* arrive en Corse il y a 8 000 ans et a disparu à 6 000 ans. On a tout mangé ! C'est l'histoire du cyclope, Polyphème dans l'Odyssée, quand Ulysse va en Sicile, il rencontre ce cyclope. Un cyclope était simplement un crâne avec un gros trou au milieu, un géant pour eux. En fait, c'était des éléphants nains ; le trou correspondait à la trompe et aux fosses nasales. Polyphème, on l'a mangé, tout simplement. Je vous ai mis le Baiji, le dauphin du Yang-Tsé-Kiang, qui s'en va



définitivement en 2007. J'ai eu droit au Baiji, mes petites-filles n'y ont pas eu droit parce qu'on l'a fait disparaître.

Nous devons infiniment plus respecter ces écosystèmes, les regarder. Il existe toute une série d'écosystèmes, choisissez votre favori : l'océan, le récif corallien, les eaux douces, les plaines céréalières, le froid, le chaud, la forêt tropicale, mais n'oubliez jamais celui-là : en ce moment, votre intestin et votre utérus. Tout va se passer ici. Le démarrage de la vie d'un bébé humain est totalement lié à la capacité du bébé à la naissance à s'ensemencer des bactéries de l'utérus de la maman pour démarrer sa vie. Un bébé humain met trois à quatre ans pour avoir ses bactéries définitives. Je vous disais que si jamais cela ne se passait pas bien, le développement du bébé ne se ferait pas en harmonie, avec de graves problèmes par la suite.

Nous parlions de l'eau tout à l'heure, n'oubliez pas que nous sommes faits d'eau, je vous ai mis des méduses : 98 % d'eau, une graine de datte, 5 % d'eau. Je vous emmène au Chili, au désert d'Atacama, le plus sec du monde. Tous les 12 ou 13 ans, l'inversion des vents est due au phénomène El Niño, qui fait qu'il se met à pleuvoir là où il ne pleut jamais. Voilà ce qu'il se produit en quelques jours : le *desierto florido*. Il faut aller là-bas au début du mois d'octobre, le désert se couvre de fleurs. Ils attendent depuis 12 ans la première goutte de pluie, cette eau liquide, si indispensable pour le vivant. Imaginez les papillons et les oiseaux qui vont avec. Il arrête de pleuvoir et on repart pour 12 ans d'aridité extrême. L'humain peut s'amuser à jouer au dieu ici, on irrigue le désert au Soudan et on crée la diversité biologique dans une zone désertique. L'eau est la molécule clé.

Maud parlait tout à l'heure des impacts sociaux de ces changements, voilà, le plus grand changement est là. Je suis allé des dizaines de fois en Afrique et je me suis arrêté 20 fois pour discuter avec des jeunes femmes qui portent sur la tête un bidon de plastique chinois pour en mesurer le volume : 17 l à 20 l. Quand elles font cela, elles ne vont pas à l'école. Pour moi, c'est un des plus grands drames de l'humanité aujourd'hui : les filles qui ne sont pas à l'école, et la disparition de la vie dans les sols, nous tenons là les deux questions essentielles du combat climatique et écologique. Ne nous trompons pas de cible, ce sont là les vrais problèmes. Elles ne vont pas à l'école, personne ne les rémunère pour faire cela. Les femmes en Afrique ne sont jamais propriétaires des terrains sur lesquels elles travaillent.

À l'époque de la Cop 21, nous sommes en novembre 2015, on calculait les heures supplémentaires pour mes amis chefs d'entreprise – « billion » en anglais signifie « milliards » : 40 milliards d'heures supplémentaires simplement pour ces jeunes filles pour aller chercher de l'eau et la ramener. Nous tenons là une question absolument essentielle, d'autant plus qu'on sait maintenant que quand les petites filles vont à l'école, elles font beaucoup moins d'enfants. Nous revenons aussi bien sûr à la question démographique : une femme éduquée n'a pas envie d'avoir dix enfants, ce sont des fantasmes de types.

Comment l'humain a-t-il repéré cette diversité biologique ? J'ai eu la chance d'aller deux fois à l'originale de la grotte de Chauvet, pas très loin de chez vous. La grotte de Chauvet est deux fois plus vieille que celle de Lascaux (37 000 ans contre 20 000 ans). Il y avait des lions en France, des hyènes, des panthères, des rhinocéros. C'est tellement merveilleux qu'on en pleure de beauté et d'émotion. Ma question est la même que tout là l'heure pour ce paysan qui a ramassé la météorite : à quoi sert-il de faire cela ? À rien, mais c'est génial. Voilà ce qu'est l'humain par rapport à l'animal. Nous sommes animaux dans notre physiologie, nous avons la même glande thyroïde qu'une truite, le même sang, la même organisation. Nos hormones fonctionnent chez l'animal et vice et versa, mais **l'humain fait des choses comme celle-là qui sont tellement dignes d'admiration et d'émerveillement que c'est ce qu'il faut que nous donnions à nos enfants, que nous arrêtons de les sermonner avec des questions d'économie et de rentabilité**. Le futur n'est pas là.

Une goutte d'eau de mer, la vie est née comme cela. J'ai participé à la mission d'exploration Tara Océan, de 2009 à 2013. On a ramené 600 000 séquences d'êtres vivants pas connus. Quand on analyse les relations entre ces êtres vivants, donc des micro-organismes de l'océan initial, il y a infiniment plus de coopération, de symbiose, de mutualisme, de commensalisme, d'entraide que de compétitions. C'est là où nous devons



changer la façon de faire. La clé de survie de l'humain n'est pas du tout la compétition, mais effectivement la coopération. C'est fondamental. Le vivant nous le montre depuis 4 milliards d'années. Je parlais tout à l'heure des sols qui sont massacrés parce qu'on laboure trop profond, et bien sûr on les remplit de produits chimiques extrêmement toxiques. Un sol, c'est 2,5 tonnes de bactéries à l'hectare, 3,5 tonnes de microchampignons, des tardigrades, des collemboles, des acariens, des vers de terre et des nématodes. Ramenons de la vie dans les sols ! Je suis rarement péremptoire, mais nous ne nourrirons jamais 8,5 milliards d'humains avec des sols morts. Travail massif de tous : mettre toutes les petites filles à l'école et ramener de la vie dans les sols. C'est parti, il n'empêche qu'il y a encore beaucoup de travail. Le quart des espèces connues sur la terre sont des espèces qui viennent des sols aujourd'hui.

Pour finir, je reviens à mon utérus et à mon intestin de bébé. On a séquencé l'ADN à la fois de mes microalgues marines que je vous ai montrées tout à l'heure et de l'intestin du bébé. Nous avons un tiers du même ADN entre l'humain et ces microalgues, deux tiers avec la vigne, deux tiers avec une banane pour la partie codante. **Nous venons du même moule, nous sommes faits d'eau liquide, de cellules, de sel, nous avons un petit océan au sein de chacun d'entre nous et nous avons des proximités en ADN.** Qu'on arrête de s'imaginer dans ce cas qu'on peut se passer d'eux. **Vous savez, la vie s'est longtemps passée de l'humain et quand il ne sera plus là, elle s'en passera encore.** Nous, nous ne pouvons pas nous en passer : **la survie de l'humanité passe par la préservation du vivant et de la biodiversité.** Qu'on s'occupe du climat, évidemment, mais occupons-nous aussi du vivant qui est largement aussi préoccupant. Je vous le disais : si l'ensemencement de la maman vers le bébé ne se fait pas bien, le bébé aura de graves désordres. Quand on fait des césariennes, on refait un frottis vaginal à la maman et on remet les bactéries dans l'anus et dans la bouche du bébé ; ça marche très bien. C'est cela, la biodiversité. On s'est mis à élever des vaches et des poulets ; je ne suis ni contre les vaches ni contre les poulets. Il y en a beaucoup trop. Où est la mesure ? Les poulets d'élevage aujourd'hui pèsent aussi lourd que tous les individus des 10 000 espèces d'oiseaux sauvages de la Terre. C'est là qu'il faut réfléchir un peu à ce que nous sommes. Nous avons été infichus de régler notre démographie, il faut régler ces questions-là pour ne pas aller vers la démesure qui nous pose les problèmes d'aujourd'hui.

«Le vivant est-il en danger ? Oui, parce qu'on détruit et on pollue, on dissémine tout partout, on surexploite (trop de poissons, trop d'arbres) et le climat change trop vite. On prend tout cela à bras le corps, tous ensemble pour nous en sortir.»

Deux très beaux livres : *Jamais seul, ces microbes qui construisent les plantes, les animaux et les civilisations* de Marc-André Selosse, et *Tous entrelacés : Des gènes aux super-organismes: les réseaux de l'évolution* de Éric Baptiste.

Pour terminer, voilà votre lit ce matin, plein d'acariens. Qu'est-ce qui est plus intime pour vous que votre lit ? Et que vous dormiez tout seul ou à deux, cela marche. Qu'est-ce qu'ils font là ? Ils mangent vos cheveux, vos poils, les cellules de la peau qui s'en vont. C'est magique. Bien sûr, ils nous font peur parce qu'ils sont laids ; mais sur quels critères sont-ils laids ? Je me rappelle un petit garçon qui me disait un jour, car il ne faut pas faire des cours qu'à Polytechnique, il faut aussi aller voir les petits : « *Gilles, quand je me lève faire pipi la nuit, que je reviens, je tue mes acariens, je les écrase !* » « *Non, ils sont trop petits !* ».

Je terminerai avec les grandes questions actuelles des plaies de l'écologie, le productivisme agricole, je pense qu'on est train de les former en ce moment, on va le faire : arrêtez ces produits chimiques dangereux, c'est fondamental et gérez la question de l'eau d'irrigation, c'est fondamental ! La pêche, c'est bien, surpêcher, c'est stupide. La forêt qui s'en va partout à des vitesses absolument incroyables, le vivant qui s'effondre, et on empoisonne tous les écosystèmes. Si tout le monde s'en empare, on y parviendra. C'est plus compliqué pour le climat parce qu'on a laissé le climat dériver, on ne s'en est pas préoccupé. Et maintenant, on va encore payer les conséquences pendant un certain temps. Regardez hier soir, j'avais 400 patrons d'entreprises de taille intermédiaire à Bordeaux et je leur racontais ces histoires-là. Il faisait 28 °C à Bordeaux à 20 heures, le 1er octobre. C'est absolument insensé !

Le vivant est-il en danger ? Oui, parce qu'on détruit et on pollue, on dissémine tout partout, on surexploite (trop de poissons, trop d'arbres) et le climat change trop vite. On prend tout cela à bras le corps, tous ensemble pour nous en sortir.

Où sont les solutions ? Comment prévoir à moyen et long terme ? Il en existe plusieurs pour moi. D'abord, arrêter de se dire que ce sont des questions d'écolos qui n'ont pas d'intérêt. Il faut un travail mondial avec une vraie gouvernance. Les trois aspects que je développe souvent sont :

- La bio-inspiration : chercher dans le vivant des solutions à nos problèmes. Prenez une libellule dans votre jardin : elle vole à 100 km/h avec 2 watts ! Neuf techniques de vol ! Elle voit à 360 °, 300 images par seconde. Si les avions avaient été équipés de ses ondes de vol, le vol Rio – Paris ne serait pas tombé. Au lieu de la détruire en permanence comme on fait, allons voir comment elle fait ;
- Sur les sciences participatives, que tous ici dans la salle vous nous aidiez, vous participiez avec des scientifiques sur un protocole scientifique : on archive de la donnée, on y réfléchit et on en sort des aspects bien meilleurs pour gérer nos écosystèmes ;
- One Health, on s'en occupe beaucoup aujourd'hui : une seule santé. Démontrer à tous les humains que leur santé à eux est totalement dépendante de la santé des arbres, de la santé des fleurs, des sols, des forêts, du monde agricole, des animaux, des plantes et des humains. Tout est lié. Les trois quarts des maladies humaines viennent des animaux. En ce moment, chaque année, quand des maladies nouvelles apparaissent, ce sont des sauts d'espèces où le virus, la bactérie ou le parasite passe effectivement de l'espèce vivante, plante ou animale, à l'humain.

Faisons attention ! Le covid est un merveilleux démonstrateur. Le covid est un virus de chauve-souris qui ne serait jamais passé à l'humain si on n'était pas allé les chercher dans leur grotte pour les ramener soit sur un marché, soit dans un laboratoire. Faire beaucoup plus attention à la culture de l'impact.

Je termine avec les avantages du vivant, c'est vraiment mon leitmotiv avec vous ce matin, et ce n'est pas sans clin d'œil par rapport à ce que disait Maud tout à l'heure sur les relations sociales. Ce vivant innove depuis la nuit de temps. Pour tous, y compris pour les Gilets Jaunes. Ce vivant fait tout avec une énorme économie d'énergie. Revenez à ma libellule. Ce vivant ne fait jamais une substance qui va l'empoisonner. Il fait des poisons terribles, mais il sait les dégrader. Le vivant ne met jamais rien à la décharge ; il n'y a pas de déchèterie dans le vivant. Il est infiniment supérieur à nous : il recycle tout, il a un acheteur gratuit pour ses déchets. Le vivant travaille dans des conditions ambiantes, pas de haute pression, pas de température élevée et le vivant travaille avec des éléments qui sont abondants : le carbone, l'hydrogène, l'oxygène et l'azote et de temps en temps, un poil d'un truc rare, mais un poil : par exemple le sélénium chez l'humain.

Arrêtez cette économie stupide et suicidaire qui consiste à accepter le profit, à faire du projet, ce qu'évoquait Maud tout à l'heure, en détruisant ou surexploitant la nature ou le vivant. C'est vraiment la clé pour survivre. Je le dis : la science n'est pas une opinion ! Pour

moi, l'écologie n'est pas l'apanage des seuls partis écologistes. Pour moi, chaque fois qu'un parti politique prétend vouloir harmoniser l'humain et sa planète, il faut absolument faire de l'écologie scientifique. Il faut démarrer très tôt, chez les tout-petits en CP, leur apprendre que les bactéries ne sont pas les ennemis de l'humanité. On ne pourrait pas digérer ni vivre sans ces bactéries. Leur apprendre effectivement le principe même de l'écologie scientifique, tout petits. Les citoyens et les ONG, évidemment, les écologistes, évidemment, avec les sciences participatives que nous avons beaucoup développées au Muséum à Paris parce que le Muséum représente 2 500 personnes, 500 chercheurs, 20 000 participatifs qui nous appellent tous les jours : j'ai mangé ma première pomme, j'ai ramassé mon premier raisin, j'ai fait ma vendange, j'ai vu ma première hirondelle, c'est super fort !

Je vais vous surprendre : le quatrième pilier indispensable dans la vélocité à laquelle nous devons aller est constitué par les entreprises. Seules elles le prendront à bras le corps. Je n'irai même pas discuter avec certaines qui ne m'intéressent pas, mais une infinité de patrons d'entreprises l'ont bien compris : le business ne sera plus possible de toute façon si on laisse le climat dérailler complètement et le vivant s'effondrer.

Ma conclusion pour terminer : **garder de l'espoir, arrêter de désespérer nos jeunes, prendre cela en compte et changer. Si le vivant s'est adapté depuis 4 milliards d'années, c'est simplement parce qu'il a toujours accepté de changer**, ce que nous ne faisons toujours pas. Merci.

Paul SATIS : Merci beaucoup, Gilles, merci à vous. Ma première question rejoint un peu votre conclusion puisqu'on parle d'engagement ici ; on ne va pas refaire l'œuf et la poule, mais qu'est-ce qui doit précéder l'autre : l'engagement politique ou l'engagement citoyen ?

Gilles BŒUF : Citoyen. Quand on vit en politique dans la soif de sa réélection, on ne prendra jamais les mesures courageuses difficiles et impopulaires qu'il faut. Revenons aux Gilets Jaunes, d'ailleurs, ce qu'il se passe aujourd'hui est intéressant. Les écologistes disent, et c'est normal, que si le pétrole est effectivement un peu plus difficile d'accès, on en utiliserait moins, mais on ne peut pas prendre la décision d'augmenter le prix du gasoil de façon unilatérale et de mettre une grande partie de la société en difficulté. Vous vous souvenez à l'époque, Jancovici en avait parlé : la fin du mois et la fin du monde. Le problème de la fin du mois, c'est qu'elle arrive tous les mois et je le comprends pour les populations que Maud évoquait tout à l'heure.



Les citoyens doivent donc vraiment pousser le monde politique à changer. Votre meilleure carte de vote est votre carte de crédit. Qu'achetez-vous ? Quelle culture de l'impact développez-vous ? Éducation, éducation ! C'est fondamental. Ce vivant est largement aussi important que tout le reste, on ne peut pas vivre sans lui. Le monde politique suivra de toute façon. Je pense que le meilleur moyen que nous avons de ne plus faire utiliser ces produits est d'arrêter de les acheter. Nous avons un vrai pouvoir à ce niveau. Donc un monde citoyen fort et un monde politique, c'est compliqué parce qu'en plus il faut qu'ils soient organisés au niveau international.

Paul SATIS : Avez-vous l'impression que l'engagement citoyen a maintenant largement commencé et d'ailleurs que les politiques se sont infléchies, nous le voyons quand même ?

Gilles BŒUF : Tout à fait. Vous savez, je suis professeur et suis endocrinologue au départ, c'est mon métier. J'enseignais en faculté de médecine dans les écoles vétérinaires et bien sûr à Jussieu. Je suis professeur à Pierre et Marie Curie. Il y a dix ans, j'ai été appelé par les écoles d'ingénieurs, ce que je ne faisais pas. Mardi, j'irai à l'école des Mines ; la semaine dernière, j'étais à CentraleSupélec, je vais à l'Ensta. Les jeunes ingénieurs sont maintenant bien concernés, parce qu'on nous a quand même fait un monde dans des conditions que nous pouvons discuter au niveau des impacts mesurés aujourd'hui. J'ai ensuite été appelé par l'École de la magistrature. C'est intéressant parce que je vois qu'il y a une prise en compte. Il faut poursuivre les délits environnementaux, c'est aussi important. Sciences politiques à Paris, j'ai 12 heures de cours à Sciences Po : comment passe-t-on de l'histoire naturelle à l'économie des hommes ? Depuis deux ou trois ans, les grandes écoles de commerce ; je suis à Kedge, je suis à HEC. Revoyez mes leçons inaugurales à Sciences Po, à Paris ou à HEC qui ont beaucoup d'impact. Je crois que ce n'est pas du greenwashing, c'est plus fort, sinon je ne serai pas intéressé bien sûr. Et l'Essec aussi.



Je ferai une dernière remarque sur ces grandes écoles : quand je vais en médecine, j'ai trois quarts de jeunes filles aujourd'hui. À l'école vétérinaire à Lyon, 90 % de jeunes filles. C'est intéressant. À l'École de la magistrature, trois quarts de jeunes filles. Par contre, dans les écoles d'ingénieurs, rien ne bouge depuis dix ans : 16 %, 18 %. Là également, une vraie question sociale est posée.

Paul SATIS : Merci beaucoup, professeur.

Merci à vous. Je vais demander aux six jeunes du service civique communal de venir nous rejoindre sur scène. Ils ont travaillé avec une association qui s'appelle « Sciences Porateur », association d'éloquence de Sciences Po Lyon. Nous avons demandé à ces six jeunes qui ont entre 16 ans et 18 ans de nous parler de ce qu'est pour eux l'engagement.

Nous commençons avec Yanis Kebchache qui est ici. Yanis, c'est toi qui commence.

INTERVENTION DES JEUNES DU SERVICE CIVIQUE

Yanis KEBCHACHE : Je vais vous raconter une histoire. Lorsque je monte sur le ring, je me souviens de cette phrase que j'ai dite à mon coach « Ne t'inquiète pas, ce combat, je vais le gagner. ». Je sais que je ne dois pas le décevoir, lui ainsi que mes proches qui ont placé tous leurs espoirs en moi. Lorsque la cloche retentit, je m'engage confiant face à mon adversaire, car je sais que je vais gagner. Mais tout à coup, je me prends un coup au foie. C'est le genre de coup qui paralyse totalement le corps, mais qui laisse l'esprit et les pensées intactes. Pendant ce court instant qui me paraît être une éternité, je remets tout en question : les doutes enfouis au fond de moi refont surface et remettent en cause ma pratique de la boxe. Pendant cet instant, je balaie le ring du regard en cherchant mes repères et j'aperçois mon coach, mon coach à qui j'ai fait cette promesse. À cet instant, je me souviens, je me souviens de tous ces entraînements acharnés, mais je me souviens surtout avoir donné ma parole : je me suis engagé à gagner ce combat. En puisant de toutes mes forces et à l'aide de la détermination que procurent mes sentiments, j'arrive à me lever et à gagner ce combat d'un coup bien placé. Si je ne m'étais pas engagé auprès de mon coach, je ne me serais jamais relevé, j'aurais préféré rester au sol.

Lorsque l'on s'engage, on doit se donner à 100 % pour remplir les engagements, pour ne décevoir personne et conserver son honneur, car qu'est-ce qu'un homme ou une femme sans parole ? Merci à tous.

Paul SATIS : Merci beaucoup, Yanis. Nous allons maintenant écouter Célia Losserand Madoux. Célia, c'est à toi.

Célia LOSSERAND MADOUX : Dans quoi je m'engage, comment je m'engage et quand je m'engage ? Dans la vie, on s'engage en continu en allant chercher sa petite sœur à l'école, en promenant son chien le soir pour ses besoins, en partant au travail, en prenant soin de sa famille et en étant présent pour son partenaire. Par exemple, en étant amoureux, on est là l'un pour l'autre, on se promet des choses, on se soutient dans chaque moment, qu'il soit bon ou mauvais, on donne sa confiance et on fait confiance à l'autre. On sort aussi de notre zone de confort en prenant des risques qui peuvent nous blesser comme une dispute ou si l'un décide de se désengager, ce qui mettrait fin au couple.

S'engager à deux, c'est aussi prendre le risque que l'un des deux ne remplisse pas jusqu'au bout son engagement. Après le risque que ça ne marche pas, il y a aussi le risque que ça fonctionne et que ça puisse mener à un futur à deux. Une demande en mariage peut mener à des fiançailles, qui



mènera ensuite à un mariage si les deux souhaitent s'engager davantage l'un envers l'autre et d'unir leurs sentiments et leur être jusqu'à la fin. Plus tard, si le couple le souhaite, il peut fonder une famille, ce qui rajoute un engagement à cette union et qui le soudera de nouveau. On peut aussi parler d'engagement quand on s'inscrit quelque part, comme le service civique communal dans lequel je me suis portée volontaire afin de découvrir de nouvelles choses en aidant ma ville et ses habitants.

Je me suis lancée dans cette expérience en ne sachant pas ce que j'allais faire et surtout pour sortir de ma zone de confort. Je me suis comme engagée dans l'inconnu. En m'engageant, j'ai donné ma parole et ma confiance pour venir au bout de chacune de mes missions à réaliser afin de ne pas avoir de regret et d'être déçue d'avoir abandonné et de ne pas avoir tenu mon engagement jusqu'au bout. Pour moi, l'engagement est plus qu'un mot, c'est aussi une promesse, une action, une responsabilité, une confiance qui doit être tenue jusqu'au bout et qui ne devrait pas être rompue ou abandonnée sans une bonne réflexion. L'engagement est sans fin, il se renouvelle tout au long de nos vies et leur donne un sens.

Paul SATIS : Merci beaucoup, Célia. La parole est maintenant à Alexandre Blanche.

Alexandre BLANCHE : L'engagement est une valeur fondamentale qui guide nos actions et nos choix de vie. Il consiste à s'investir pleinement dans une cause, un projet ou une idée en y consacrant son temps et son énergie. L'engagement peut être dans le domaine social, politique, environnemental ou personnel. Le choix est vaste. Lorsque nous nous engageons, nous exprimons notre volonté à vouloir faire bouger le monde qui nous entoure. C'est un acte de responsabilité envers notre société et les générations, qu'elles soient passé, présent ou futur. L'engagement nous motive à agir pour le bien commun, lutter contre l'injustice, promouvoir la solidarité et contribue au projet commun pour améliorer la société afin d'avoir une meilleure qualité de vie. L'engagement ne se limite pas à de grandes actions héroïques. Il peut prendre la forme de petites actions du quotidien comme aider un voisin, soutenir une association et adopter des pratiques écologiques. Chacun peut contribuer à sa manière et c'est cette diversité d'engagement qui enrichit notre société. Il est important de se rappeler que l'engagement n'est pas à prendre à la légère : il peut entraîner des sacrifices, des obstacles et des défis. Mais c'est précisément dans ces moments que notre détermination et notre force intérieure sont mises à l'épreuve. L'engagement demande persévérance et courage.

J'ai eu moi-même un moment d'engagement lorsque j'ai dit à mes parents que j'allais travailler pour avoir de meilleures notes et donc éviter de redoubler. C'est un engagement envers moi-même et mes parents. Rendez-vous compte qu'il est important de maintenir cette promesse et bien sûr de réussir.

Vous l'avez sûrement compris, l'engagement nous permet de donner un sens à notre vie. C'est un moteur qui nous pousse à aller de l'avant, à nous dépasser et à contribuer à un monde meilleur. Alors trouvons notre propre voie de l'engagement, soyons fidèles à nos valeurs et continuons à œuvrer pour un bel avenir équitable, durable et à toutes les échelles. Merci.

Paul SATIS : Merci Alexandre. Je voudrais juste savoir, Alexandre : tu n'as pas redoublé finalement ?

Alexandre BLANCHE : Non.

Paul SATIS : Très bien, bravo. Maïssane Berbar, la parole est à toi.

Maïssane BERBAR : Aujourd'hui, je voudrais mettre en lumière une pratique fondamentale qui détermine nos actions et nos succès : l'engagement. L'engagement est bien plus qu'une simple promesse, c'est un pacte que nous établissons avec nous-mêmes, un pacte pour agir de manière déterminée



envers nos objectifs et nos valeurs, cette volonté inébranlable qui nous pousse à persévérer même lorsque les chemins deviennent ardu. Quand on travaille, on se lance un engagement et une loyauté envers son patron, qu'on l'aime, ou qu'on ne l'aime pas. Il se peut que nous ne trouvions pas d'intérêt au travail, mais ce n'est pas une raison pour abandonner malgré les obstacles et les difficultés. Quand le réveil devient compliqué et que notre motivation se fait désirer, nous devons persister, même si cela nous déplaît. Quand la journée nous semble interminable, que les minutes défilent comme les heures et que les heures défilent comme des jours, nous devons trouver un moyen de surmonter la difficulté et d'avancer afin que nous ne soyons pas encore plus épuisés par le travail à faire après. La simple idée de pouvoir rentrer chez nous nous suffit, car on pourra enfin se reposer et se satisfaire de nos progrès.

Quand on s'engage à travailler, on sait que ce ne sera pas de tout repos et qu'il y aura des jours où nous ne voudrions pas. Malgré tout, nous le faisons et nous y retournons car au fond de nous, on sait que notre engagement vaut plus que notre renoncement. C'est l'engagement qui nous guide à

travers les moments de doute et les obstacles qui se dressent sur notre parcours. C'est lui qui nous incite à continuer, à prendre les rênes de notre destinée et à tracer notre propre route. L'engagement est ce moteur intérieur qui nous pousse à ne pas baisser les bras et à avancer. Malgré les tempêtes qui pourraient assaillir nos vies, il nous rappelle que nous avons choisi une voie et que nous sommes prêts à y investir notre temps et notre énergie ainsi que notre dévouement. Ainsi, je vous encourage à prendre conscience de la puissance de l'engagement, cultivez-le, chérissez-le et nourrissez-le. Engagez-vous envers vos ambitions, envers votre communauté et envers un monde meilleur. Merci.

Paul SATIS : Merci Maïssane. On écoute maintenant Guillesme Colin.

Guillesme COLIN : Bonjour. Alors, engagement. Hier, je suis tombé sur ce mot bizarre, je ne sais pas, je suis tombé dessus par hasard. Alors j'ai fait comme tout le monde quand on ne connaît pas un mot, on le cherche sur Wikipédia. Écoutez ce que j'ai appris : je vous promets, vous allez être surpris : un engagement, c'est une promesse qu'on peut faire, pas une simple parole en l'air. Dans la vie, on tient toutes sortes d'engagements, la plupart du temps avec nos amis ou nos parents. Un amour, une amitié, la promesse à nos proches qu'on les rejoindra après, montrer à tout le monde ce qu'on apporte, mettre en cause notre fierté propre. Pas de regret, pas de pleurs, un engagement, ça se tient dans la joie comme dans la douleur. S'engager, c'est prendre conscience de ses capacités. Y aller sans les moyens d'entreprendre, c'est la meilleure façon de se rendre. Donc il ne faut pas qu'être motivé, il faut également se donner la possibilité d'y arriver. Agir sans réfléchir, c'est vraiment ce qui pourrait vous arriver de pire. Réfléchir à son futur engagement est important, même si tous les jours on en fait sûrement. Pour respecter ces objectifs seront nécessaires certains sacrifices. Respecter un engagement n'est pas facile, mais en briser un, ce n'est pas respecter le deal. On dira sûrement que ce n'était pas de notre faute, mais quand on se regarde après ça, on perd vraiment de la confiance en soi, on reste ras des pâquerettes, on ne dépasse pas la moyenne. On n'est plus que l'ombre de soi-même. Je pense que vous l'avez compris, mais les engagements régissent nos vies, comme des piliers pour nous soutenir ou pour nous faire subir le martyre. Ce n'est pas toujours facile. Parfois même, c'est difficile. Je terminerai sur cette phrase simple, mais sans faux semblant : un engagement, c'est important.

Paul SATIS : Bravo Guilesme pour ce texte en vers ! Il faut que tu fasses du slam. Et Apolline Joulie pour conclure avec un dernier texte.

Apolline JOULIE : Sans engagement, notre monde peut-il fonctionner ? Que ce soit se présenter au tournoi de pétanque à Montessuy, retrouver son maraîcher les jeudi et samedi matin ou encore honorer la mémoire de Jean Moulin tous les ans, l'engagement crée une dynamique au sein de notre ville. L'engagement, c'est une promesse faite à quelqu'un ou à nous-mêmes qui est essentielle afin de créer ou d'entretenir des liens, avoir une motivation personnelle ou contribuer à la vie caluirarde. Un engagement peut être grand comme aller voter ou se marier, mais il peut être aussi moins grand comme sortir la poubelle. L'important n'est pas tant l'action, mais plutôt la parole qu'on a donnée, la volonté et l'assiduité qu'on investit dans cet acte.

Pour illustrer mon propos, je vais vous partager un engagement que j'ai pris il y a six ans et que je continue de respecter aujourd'hui. Ma professeur de danse nous a demandé d'être présentes à toutes les répétitions et toutes les compétitions chaque dimanche. Je me souviens qu'elle nous avait dit avec émotion que c'était important pour elle et que c'était ce qui la motivait : continuer de nous entraîner. Alors, avec mes coéquipières, on s'était fait la promesse d'être présentes dès qu'elle nous le demandait et même si j'ai dû rater des anniversaires, des spectacles ou des moments avec mes amis, je savais que j'aurais la satisfaction d'avoir tenu ma promesse. À certains moments, c'était difficile de me réveiller les dimanches matin, mais je me répétais toujours une phrase qu'elle nous avait dite il y a six ans : quand on veut, on peut. J'ai retrouvé cet enseignement qu'on m'a transmis à l'occasion de beaucoup d'événements comme pour mon permis de conduire. Ma monitrice m'avait dit « Apolline, il faut que tu te battes maintenant ! ». Et au bout de plusieurs échecs, j'ai appliqué ce conseil et je l'ai obtenu. Mais j'ai aussi retrouvé cet enseignement dans des choses plus essentielles pour moi comme dans l'amitié puisque malgré la distance, le fait qu'on ne parle pas tous les jours, qu'on fasse de nouvelles rencontres ou qu'on puisse avoir des différences, si chacun s'investit et donne de sa patience, les relations peuvent perdurer. Merci.

Paul SATIS : Merci beaucoup. Merci beaucoup Yanis, Célia, Alexandre, Maïssane, Guilesme, Apolline, les six jeunes du service civique de Caluire et Cuire. Vous pouvez regagner vos places, bravo ! On peut vraiment les applaudir pour ce beau moment, comme quoi il ne faut pas désespérer de la jeunesse. Nous allons maintenant passer à la table ronde associative et aux acteurs de la vie associative de Caluire et Cuire qui vont venir vous parler de leurs différents engagements. Je vais donc demander à Nicolas Vincent, Flora Mazarico, Florent Goubier et Yassin Deghache de me rejoindre sur scène. Nous allons parler avec eux de leurs différents engagements. Bonjour.

TABLE RONDE ASSOCIATIVE

Avec Yassin Deghache (Fondation des Amis du Jeudi Dimanche),
Florent Goubier (Foyer Notre-Dame des Sans-Abris) Flora Mazarico
(Inspiravie) et Nicolas Vincent (association Coup de Pouce).

Paul SATIS : Flora, vous êtes là, je crois. Asseyez-vous, comme vous voulez, Messieurs. Bonjour à tous. Je vais vous les présenter : tout au bout, Nicolas Vincent. Vous pouvez prendre un micro et il faut parler très près, comme cela, sur le menton, parfait ! Nicolas Vincent, vous êtes le président de l'association Coup de Pouce à Caluire et Cuire. Ce ne sont que des gens de Caluire et Cuire, bien sûr. Vous nous expliquerez de quoi il s'agit.

À ma droite, il y a Yassin Deghache, bonjour à vous, Monsieur Deghache. Chef de service éducatif aux AJD, la fondation des amis du jeudi et du dimanche Maurice-Gounon, le nom complet, mais on peut dire « les AJD ». Vous nous expliquerez quelle est la fonction des AJD tout à l'heure. Florent Goubier est avec nous, bonjour Florent. Bonjour à tous. Vous êtes conseiller social à Notre-Dame des Sans-Abris et vous nous expliquerez pourquoi vous vous êtes engagé, vous êtes assez jeune, Florent, et ce que vous faites. Flora Mazarico, bonjour, Flora. Vous êtes coach de vie et vous avez créé une société, une autoentreprise pour l'instant qui s'appelle « Inspiravie ». Vous allez nous raconter votre expérience. Vous essayez d'aider les autres à partir de votre propre expérience. Nous pouvons d'ailleurs commencer avec vous, Flora. Vous êtes en fauteuil parce que vous avez eu un grave accident de la route quand vous étiez adolescente, c'est cela ?

Flora MAZARICO : Oui, c'est cela. Pour expliquer, j'étais en vacances avec ma meilleure amie et ses parents et un jeune nous a foncé dedans. S'en sont suivis dix jours de coma, deux mois de réanimation et un gros sujet de santé au niveau de mon dos, donc une paraplégie, mais pas uniquement, car j'ai également de gros soucis au niveau respiratoire et au niveau de l'abdomen. En tout cas, s'en sont suivies beaucoup de rééducations pour moi, deux ans, et ensuite, le déroulé de ma vie.

Paul SATIS : C'était en 2017. Vous avez toujours beaucoup de soins aujourd'hui encore. Cet accident est toujours extrêmement présent dans votre vie.



Flora MAZARICO : Il est présent déjà par rapport au fauteuil roulant qui me suit quotidiennement, mais aussi par mes soins de kiné et de rééducation, et j'ai envie de dire avec tous les petits sujets qu'il y a au quotidien autour de ce fauteuil roulant.

Paul SATIS : C'est une vie difficile. Vous résolvez les problèmes les uns avec les autres et avez décidé de partager votre vie avec d'autres personnes qui sont dans la même situation que vous. C'était un peu l'idée.

Flora MAZARICO : J'ai énormément manqué d'accompagnement à l'hôpital et au centre de rééducation, ainsi que de légitimité, si on peut dire cela, dans le sens où je n'ai eu personne à mes côtés qui avait vécu la même situation que moi qui m'a dit « Flora, ne t'inquiète pas, tu auras une vie plutôt agréable, plutôt belle malgré le handicap, malgré la difficulté au quotidien. ». C'est vraiment ce qui m'a manqué. **D'un besoin, j'en ai fait une solution. Je me suis donc engagée, justement, sur cette problématique d'accompagner ces personnes qui en avaient besoin.**

Paul SATIS : Comment avez-vous fait la bascule ? J'imagine dans quelle situation de détresse vous pouviez vous trouver après l'accident ou les mois qui ont suivis. Comment la vie a-t-elle repris le dessus ? Cela tient-il à votre caractère ? Vous disiez ne pas avoir vraiment eu d'aide.

Flora MAZARICO : Je pense que ce qui m'a énormément aidée est le soutien amical et familial que j'ai eu. J'ai la chance d'avoir des parents ultra présents et ma sœur également. Ils sont là aujourd'hui. Quand on a la chance d'avoir des personnes autour de nous, cela nous aide aussi à remonter la pente, tout simplement. Je suis quelqu'un de très caractériel, très tenace et très têtu. Je pense que cela m'a aussi aidé à accompagner, tout au long de ma vie. Ce fut donc un atout pour ce coup-là pour m'aider à remonter et à me battre vraiment pour vivre ma vie comme je l'entendais.

Paul SATIS : Beaucoup de choses sont bien remises en cause, et professionnellement, par rapport à ce que vous envisagiez de faire avant l'accident, a-t-il fallu réinventer un futur après, une vie professionnelle ?

Flora MAZARICO : Oui, j'avais 17 ans, j'avais fini ma 1re au lycée et j'étais en arts appliqués design, rien à voir avec ce que je fais aujourd'hui. Mon



premier objectif était déjà de réussir à passer mon bac ; ce fut très compliqué parce que l'accessibilité dans les établissements scolaires, ce n'est pas forcément cela. Je me suis déjà battue sur ce point ; j'ai obtenu mon bac. À la suite de mon bac, je me suis dit « Il faut que je parte dans quelque chose autour de l'accompagnement, de psychologique. ». Il a été compliqué de rentrer à la fac en psychologie, je me suis donc tournée vers le coaching de vie et j'ai passé une formation qui a duré un an autour de ce domaine du coaching de vie.

Paul SATIS : Je reviens sur ce que vous avez dit : aujourd'hui encore, il est très compliqué d'être handicapée moteur dans la société. Vous dites que l'inclusion est vraiment difficile sur plein d'aspects de la vie quotidienne, sur des choses très pratiques.

Flora MAZARICO : Oui, parce qu'il y a plein de sujets complètement banals : une poubelle sur un trottoir et je ne peux pas passer sur le trottoir. Ce peut être des sujets comme cela ou des sujets plus graves. Il y en a plein : des personnes peuvent se garer sur des places PMR alors qu'il n'y a pas de carte, des sujets du quotidien, le regard des autres aussi. Aujourd'hui, la société a quand même une posture autour du regard des personnes en situation de handicap difficile pour nous. Nous recevons beaucoup de pitié.

Paul SATIS : C'est quelque chose que vous n'aimez pas du tout, que vous rejetez beaucoup.

Flora MAZARICO : Aujourd'hui, je ne le rejette pas et pour être honnête, je m'en fous. Au début, ce fut très dur pour moi ; une fille de 17 ans, qui a toujours pris soin de soi, qu'on ne regardait pas parce que j'étais une personne banale. Aujourd'hui, j'ai l'impression d'être quelqu'un de banal, mais je sais que je ne le suis pas par rapport à mon handicap et je sais qu'on me regarde. Je m'en fiche parce que j'ai accepté qui je suis et que j'ai confiance en moi, cela ne me pose pas de problème. Je sais que c'est difficile pour des personnes comme moi qui au début ont dû accepter le handicap. Certaines personnes ne l'acceptent pas du tout. Si on pouvait aider à changer le regard qu'on a sur les personnes en situation de handicap, ce serait top.

Paul SATIS : Qui ne l'acceptent pas à cause du regard des autres ?

Flora MAZARICO : En partie, oui.

Paul SATIS : Vous allez nous expliquer ce qu'est Inspiravie. Le point commun des quatre personnes qui sont là est d'aller vers les autres et d'aider les autres. Nous allons leur donner un peu la parole et je reviendrai un peu vers vous pour que vous expliquiez ce que vous faites, cette entreprise que vous avez créée à Caluire et Cuire il y a deux ans. Je vais vous donner la parole, Yassin Deghache. Nous allons revenir sur ce que sont les AJD, fondation des amis du jeudi et du dimanche Maurice-Gounon, créée depuis longtemps à Caluire et Cuire.

Yassin DEGACHE : Nous avons fêté les 80 ans jeudi dernier.

Paul SATIS : Comme Jean Moulin, la même année, ça fait le lien. C'est d'abord de la protection de l'enfance.

Yassin DEGACHE : La fondation a deux axes principaux, dont bien sûr la protection de l'enfance qui représente une grosse partie de l'activité de la fondation avec des établissements d'hébergement pour jeunes mineurs placés soit sous main de justice, soit sur des milieux ouverts comme nous, la prévention spécialisée. Je reviendrai un peu sur la prévention spécialisée après. Nous avons aussi un gros pôle d'insertion avec différents lieux d'hébergement d'urgence, de CHRS, et une plate-forme insertion avec des ateliers bois, une véloterie et aujourd'hui un atelier d'insertion autour de la cuisine.



«Nous sommes dans une société aujourd'hui où je pense que nous devons donner une chance à ces jeunes même quand il y a une erreur de parcours ou une difficulté»



Paul SATIS : On parle d'engagement, il est donc intéressant de connaître votre parcours, pourquoi vous avez décidé de vous engager dans ce domaine de l'éducation. Vous êtes cadre vous encadrez les autres, mais à la base, vous étiez éducateur spécialisé.

Yassin DEGACHE : J'ai un parcours d'une vingtaine d'années dans l'accompagnement éducatif et l'accompagnement social. Mon premier engagement était à la fin de mes études ; j'ai fait des études qui n'avaient rien à voir avec le social puisque j'ai un bac pro en structures métalliques à la base.

Paul SATIS : Effectivement, rien à voir. Beaucoup de personnes ont fait des études qui n'ont finalement rien à voir avec leur parcours professionnel.

Yassin DEGACHE : J'ai toujours été attiré par l'animation, l'accompagnement social et j'ai fait mon service militaire dans un centre social. C'est un peu le point de départ de mon engagement parce que je suis resté dans cette structure pendant 18 mois où j'ai fait plusieurs actions et c'est ce qui m'a donné la motivation de poursuivre. J'ai donc travaillé cinq ans dans l'éducation populaire, donc dans l'animation, et je suis arrivé dans l'éducation spécialisée un peu par hasard puisqu'en 2003 à l'époque, à l'ouverture des centres éducatifs renforcés, pendant huit ans, je suis parti faire des séjours de rupture avec des jeunes sous main de justice. **C'est là où j'ai vraiment confirmé mon engagement auprès des jeunes et notamment auprès des associations parce que c'est aussi une question de valeurs**, je pense, en tout cas ça l'était pour moi. Défendre des valeurs et pouvoir apporter notre expérience bien sûr, mais aussi des compétences professionnelles qu'on développe à travers des formations et aussi à travers des expériences de vie et pouvoir accompagner ces jeunes à trouver leur place dans la société. J'ai accompagné beaucoup de jeunes depuis le début de mon parcours ; nous sommes dans une société aujourd'hui où je pense que nous devons donner une chance à ces jeunes même quand il y a une erreur de parcours ou une difficulté. Je pense qu'il faut des professionnels pour cela parce que nous ne sommes pas la famille, nous ne sommes pas les amis, nous sommes des professionnels. Il n'y a pas d'affect dans la relation éducative, en tout cas il ne doit pas y en avoir, il faut vraiment apporter un regard neutre. C'est aussi « faire tiers » entre la société et ces jeunes qui sont en grande difficulté et à travers des actions éducatives, on sait qu'on peut les accompagner.

Paul SATIS : Vous parliez de valeurs ; quelles sont les vôtres et quelles sont celles que vous essayez de transmettre à ces jeunes ?

Yassin DEGACHE : Les premières valeurs que nous essayons de transmettre sont vraiment les valeurs citoyennes : pouvoir donner la chance à chaque jeune, garçon ou fille, ou même à certains jeunes adultes de pouvoir trouver leur place dans la société. Nous avons beaucoup parlé de l'engagement, je pense qu'il passe par cela. **Tout le travail éducatif que je demande à mes équipes est bien d'amener ces jeunes à s'engager, à s'engager dans un projet, personnel, collectif, à s'engager à trouver sa voie aussi, parce que c'est aussi une manière de s'engager effectivement.** C'est aussi toute la dimension collective : comment vivre dans sa commune ou son quartier et comment on s'engage dans sa ville, c'est un peu ce que nous avons essayé de faire dans certains territoires au sein desquels j'interviens et notamment Caluire et Cuire avec des jeunes qui se sont mobilisés

à un moment donné pour se monter en association. C'est toujours compliqué parce qu'ils ont besoin de soutien, d'accompagnement, ils ont aussi besoin d'étayage. Toutes ces petites actions du quotidien font qu'effectivement, l'engagement est possible. **Je pense qu'il faut rendre l'engagement possible,** il ne se décrète pas. Les professionnels de l'éducation, que ce soit éducation populaire ou spécialisée, ou l'éducation nationale, sont des portes pour saisir ces opportunités et s'engager dans un projet de vie qui leur est personnel, mais aussi des projets collectifs en direction de la ville ou du quartier dans lequel ils vivent.



Paul SATIS : Je voudrais juste que l'on sache de quoi on parle, de ces jeunes qui sont à l'ASE, l'aide sociale à l'enfance. Ces jeunes sont vraiment parfois en très grande difficulté, en très grande détresse, complètement perdus.

Yassin DEGACHE : La prévention spécialisée s'adresse plutôt aux jeunes les plus éloignés des dispositifs de droit commun avec des carences éducatives et affectives qui empêchent un développement, je ne dirai pas normal, mais qui empêchent leur développement et leur inscription dans la société. C'est vers ces jeunes que nous travaillons. La spécificité de la prévention spécialisée est que nous avons un mandat territorial, nous n'avons pas de mandat nominatif contrairement aux jeunes qui sont placés en foyer ou dans d'autres structures. Nous avons un principe de libre adhésion qui nous démarque un peu de tous les dispositifs de protection de l'enfance. C'est vraiment aux éducateurs d'aller créer les conditions pour que les jeunes adhèrent à un projet ou adhèrent en tout cas au lien qui leur est proposé et que nous pourrions développer, et leur proposer un projet éducatif dans lequel ils vont s'inscrire pour leur permettre de se développer. Pour ce faire, nous avons beaucoup d'outils, et notamment à Caluire et Cuire. Nous avons une grosse dynamique autour des chantiers éducatifs ; la ville nous offre 19 semaines de job d'été, ce qui permet une autre forme d'engagement, s'engager auprès des services municipaux pendant tout un été, permettre aussi de découvrir comment cette ville fonctionne et voir que dans une mairie, il y a aussi des individus et des services. Il y a également toutes les actions éducatives développées par le service de prévention spécialisée. Une de nos grosses missions aujourd'hui est la prévention du décrochage scolaire parce que les prémices et les premiers signes de difficultés apparaissent souvent dès l'entrée au collège.

Paul SATIS : Hier, Mme Ibn Ziaten parlait du vide à combler pour certains de ces jeunes, c'est vraiment cela. On y arrive lorsque derrière un projet éducatif est lancé, quand il y a une motivation de toute sorte, quand il y a quelque chose à faire finalement.

Yassin DEGACHE : Au-delà de la question professionnelle, car nous restons des professionnels, nous avons en effet un contrat de travail, l'engagement des éducateurs le permet aussi. Les projets en soi sont des outils, mais les outils ne fonctionnent pas d'eux-mêmes. Il faut de l'humain, il faut des personnes professionnelles et engagées qui partagent aussi des valeurs – et nous parlions des valeurs – pour que cela puisse fonctionner. C'est ce que la fondation AJD essaie de développer depuis 80 ans. Au niveau de la fondation, il nous tient à cœur de pouvoir proposer une solution adaptée à chaque jeune.

Paul SATIS : Ce ne sont pas des recettes.

Yassin DEGACHE : Non, et nous faisons un peu du bricolage au quotidien, c'est certes un peu péjoratif, en fonction des situations parce que chaque jeune a sa particularité, sa difficulté, son parcours de vie, son chemin de vie. Je pense que Florent parlera aussi des parcours migratoires. La question des primo-arrivants et de leur intégration et de leur insertion dans la ville, dans la société est complexe, parce qu'il existe plusieurs paramètres pouvant partir du plan thérapeutique, il faut alors avoir une approche sociologique. C'est un ensemble de choses et c'est pour cette raison que nous sommes sur quelque chose de très adapté et de très adaptable.

Paul SATIS : Nous allons donc vous donner la parole, Florent Goubier, du foyer Notre-Dame des Sans-Abris. Vous avez 27 ans.

Florent GOUBIER : Exactement.

Paul SATIS : Qu'est-ce qui vous a amené à vous engager à Notre-Dame des sans-abris ? C'est plutôt de l'hébergement d'urgence. Qu'est-ce qui vous a amené à aller vers les autres ?

Florent GOUBIER : Un constat sur mes études m'a amené à aller vers les autres : je ne savais pas trop ce que je voulais faire de ma vie, je n'étais pas très fort à l'école, je ne donnais pas beaucoup de sens à l'école. J'ai donc arrêté l'école, mes parents – qui sont présents et je leur fais coucou – m'ont poussé à continuer mes études, à passer le bac, à faire une première formation dans la métallurgie.

Paul SATIS : Comme M. Deghache.

Florent GOUBIER : Oui, tout pareil, mais du coup, rien à voir à la fin.

Paul SATIS : Et finalement, vous vous retrouvez après.

Florent GOUBIER : Exactement, pareil, nous travaillons ensemble. Une rupture dans l'école donc, j'ai travaillé et ai fait de l'animation avec les enfants. Je me suis alors dit que j'avais envie d'aider les autres. Un constat très simple aussi : j'ai eu la chance d'être né en France, d'avoir deux parents qui s'aiment, qui ont subvenu à mes besoins, et je me suis dit que si moi-même je n'aidais pas les autres, qui le ferait ? J'ai ainsi voulu en faire un métier ; j'ai repris mes études pour devenir conseiller social. Le foyer Notre-Dame des Sans-Abris a été une opportunité qui colle beaucoup à mes valeurs et à mes principes du logement. **Je pense vraiment que d'avoir un toit sur sa tête, c'est vraiment la base de tout. Sans cela, il est compliqué d'avoir une société égalitaire, d'avoir des projets. J'y mets beaucoup de sens. Voilà pourquoi je me suis engagé au foyer Notre-Dame des Sans-Abris.**

Paul SATIS : Quand nous avons préparé les Entretiens, vous m'avez dit cette jolie phrase « J'ai voulu rendre ce que la vie m'a offert ».

Florent GOUBIER : Oui, c'est ce que je disais tout à l'heure : j'ai la chance d'avoir deux parents et d'être né en France. Comme disait Yassin tout à l'heure, pas mal de personnes naissent dans d'autres pays moins bien organisés et ont moins de chance que nous. Je parle d'autres pays, mais des personnes naissent en France et on en parlait avec Emmaüs tout à l'heure, des familles ont du mal à joindre les deux bouts à la fin du mois. Il s'agit en toute humilité d'essayer d'apporter une petite pierre à l'édifice, d'aider ces personnes comme on peut sans toutefois dire que nous allons éradiquer la faim dans le monde ou la pauvreté. Si nous faisons tous un petit peu, je pense que cela irait mieux.

Paul SATIS : Notre-Dame des Sans-Abris est une très grosse association spécifiquement lyonnaise avec 57 antennes au sein de la métropole. En quoi consiste votre mission, Florent ?



«Si nous faisons tous un petit peu, je pense que cela irait mieux.»

Florent GOUBIER : Vous parliez d'hébergement d'urgence ; mon service n'en est pas.

Paul SATIS : C'est ce qu'il y a après.

Florent GOUBIER : Exactement. Dans l'hébergement, si nous pouvions faire une chaîne, nous serions le dernier maillon de la chaîne avant le droit commun comme l'évoquait Yassin tout à l'heure. Nous sommes à la Rochette, à Cuire-le-Bas, dans ce quartier de quatre bâtiments où le foyer loue 25 logements au bailleur Lyon Métropole Habitat. Nous accueillons des familles dans ces logements, du T3 au T5. Nous avons de grosses compositions familiales. Nous travaillons en partenariat avec la Maison de la veille sociale, la structure qui recueille tout ce qui est demandes d'hébergement au sein de la métropole. Ces familles nous sont donc orientées ; nous les hébergeons et les mettons en sécurité. Nous avons des parcours de rupture, des personnes qui vivent en squat, des personnes qui sont hébergées chez des tiers, chez de la famille, mais c'est très compliqué quand on est un couple avec cinq enfants. C'est une mise en sécurité, un accompagnement, essayer petit à petit de défaire les nœuds des problématiques sociales et après, trouver une solution de logement de droit commun. Il s'agit généralement de logement social. Aussi, pendant les années pendant lesquelles ces personnes restent à Caluire et Cuire, ma mission est de les aider à l'insertion professionnelle, sociale, tout ce que l'on peut imaginer.

Paul SATIS : Combien de temps restent-elles dans les logements que vous leur proposez ?

Florent GOUBIER : En moyenne entre deux et trois ans. Je ne vous apprends rien, il existe une grosse crise du logement en France, et Lyon n'y échappe pas. Ces familles ont généralement des revenus assez modestes. Le logement passe uniquement par le logement social, l'attente est très importante. Je précise que pour une demande logement social que n'importe qui peut faire, entre la première proposition et l'aboutissement, des années peuvent s'écouler. Généralement pour des T5, prenons l'exemple d'un couple plus trois enfants, par nos facilitateurs, nos dossiers, ce que nous pouvons faire, nous mettons trois à quatre ans contre huit à neuf ans dans le droit commun.

Paul SATIS : Vous avez aussi des familles monoparentales. Il n'y a pas que des personnes qui arrivent en France, il y a aussi des familles monoparentales, vraiment tous types de public.

Florent GOUBIER : Oui. La particularité est qu'ils sont en logement et que ces familles doivent payer le loyer. Le foyer ne prend rien en charge : les familles qui arrivent doivent avoir des moyens financiers, que ce soit le RSA, donc le droit commun, même si c'est rare, nous avons plus des personnes qui travaillent. Elles doivent avoir le droit au travail, tous les droits ouverts en France. Nous n'avons pas les primoarrivants. Les personnes sont en France depuis un petit moment, des personnes qui sont françaises aussi, c'est important de le rappeler. Je ne me souviens plus de la question.



Paul SATIS : La question portait sur le type de familles que vous aviez. Je parlais aussi des familles monoparentales.

Florent GOUBIER : La particularité est la famille, ce qui signifie forcément enfant. Nous avons fait des calculs il y a un an, ce qui a bougé depuis, nous étions à 43 % de familles monoparentales, généralement la mère.

Paul SATIS : Évidemment. Le temps que vous offrez, finalement, vous offrez du temps de se retourner, de s'insérer, d'avancer. Le principe fonctionne-t-il finalement ? Vous dites que vous êtes la dernière étape avant le droit commun. D'après l'expérience que vous avez maintenant, les personnes finissent-elles par trouver un logement pérenne et vous ne les revoyez plus, ce qui est l'objectif ?

Florent GOUBIER : C'est clairement l'objectif : même si nous nouons des relations assez fortes dans ce que nous vivons avec ces personnes dans le quotidien, il s'agit de ne plus jamais les revoir, ou en tout cas de les revoir dans des circonstances différentes. Nous pouvons faire des visites à domicile après pour voir comment les personnes sont installées, pour avoir plus une relation non pas amicale, mais je pense que cela marche. Je militerai pour que cela fonctionne. Si la famille n'est pas forcément prête, parce que quand on a un parcours de rupture, le psychologique a une grande place, ce n'est pas trop mon domaine et je pense qu'on n'en

parle pas assez, mais les personnes doivent se mettre en sécurité et acceptent d'avoir un logement. Il est parfois compliqué d'entretenir un logement quand on a passé quelques années en squat. Tout cela rentre en jeu. De mon expérience, ça marche : nous arrivons à avoir des bons logements avec les bailleurs sociaux qui sont parfois bons, parfois moins bons. Au vu de mes trois ans d'expérience, je n'ai jamais vu de familles qui sont revenues dans le système. Je touche du bois pour que cela continue.

Paul SATIS : Travaillez-vous ensemble, Yassin Deghache ? Avez-vous des contacts les uns avec les autres ? J'imagine que vous avez des populations en commun.

Yassin DEGACHE : Nous travaillons avec le même public, pas sur les mêmes missions parce que le foyer Notre-Dame des Sans-Abris est vraiment axé sur l'hébergement, ce qui n'est pas notre compétence. C'est toutefois le cas sur toute la dimension sociale, éducative, les jeunes qui sont dans ces familles et certains parents aussi, notamment sur la question de l'insertion ou beaucoup sur le décrochage scolaire ou sur les difficultés scolaires qu'ils peuvent rencontrer puisque nous avons des conventions de partenariat avec le collège de Caluire et Cuire. Des actions sont également mutualisées, notamment les fêtes de quartier ou d'autres actions plus spécifiques que Florent et l'équipe éducative construisent.

Paul SATIS : Ce qui va au-delà du service lui-même : du lien social se crée.

Florent GOUBIER : Oui, c'est clair. Les AJD sont l'un de nos plus gros partenaires sur le territoire. L'action est différente, le regard n'est pas le même sur la famille. Eux ont plus un regard sur la jeunesse et ont le lien avec les collèges et avec la parentalité. Nous touchons également la parentalité, mais c'est vraiment leur mission. En partenariat, nous sommes parfois amenés à démêler des situations que nous ne pouvons pas forcément appréhender parce que nous n'avons pas le bon regard. C'est là où le partenariat est très intéressant avec Les amis du jeudi et du dimanche.

Paul SATIS : Nicolas Vincent, je ne vous ai pas encore donné la parole. Nous allons parler de l'association Coup de Pouce à Caluire et Cuire. Vous êtes un ancien chef d'entreprise, Nicolas. Nous allons expliquer ce qu'est l'association Coup de Pouce à Caluire et Cuire pour ceux qui ne la connaissent pas. D'abord, quel est le sens de votre engagement ? Vous pouviez ne pas vous engager là-dedans, cette association dont vous êtes le président vous prend beaucoup de temps. Qu'est-ce que vous a amené à vous engager ?

Nicolas VINCENT : Je suis ancien chef d'entreprise et je me rends compte aujourd'hui, ici, que mon engagement comme chef d'entreprise était un engagement collectif puisque nous avons été six à créer cette entreprise et pendant 25 ans, nous sommes restés tous les six à la codiriger. J'en viens à Coup de Pouce qui est né dans les paroisses de Caluire et Cuire, mais qui est aussi un engagement collectif. Coup de Pouce a été créé par une équipe de neuf personnes et encore aujourd'hui, Coup de Pouce est animée par une équipe de neuf personnes huit ans et demi après, même si, bien sûr, l'équipe s'est renouvelée.

Paul SATIS : Ce ne sont pas les mêmes.

Nicolas VINCENT : Ce ne sont pas les mêmes, il y a quelques vieux, comme moi qui y sont depuis le début. Puisque Coup de Pouce est né au sein des paroisses, ma foi personnelle a été un des moteurs de mon engagement. Comme nous l'avons bien compris pendant ces deux jours,

l'engagement est quelque chose où on donne et où on reçoit beaucoup. À travers tous les témoignages que nous avons pu recevoir, nous nous rendons compte comment en tant qu'homme, en tant que femme, on se développe, on s'épanouit à travers nos engagements.

Paul SATIS : Que recevez-vous, Nicolas ? De la reconnaissance ?

Nicolas VINCENT : Qu'est-ce que Coup de Pouce ? La ligne d'horizon de Coup de Pouce est de créer du lien au travers de petits services de la vie quotidienne qui sont de l'aide au bricolage, de petits dépannages informatiques, de l'accompagnement, de l'aide aux courses, de la couture, de petites choses que les professionnels ne font pas ou qui ne les intéressent pas parce que c'est tout petit, c'est ponctuel, mais qui rendent bien service. Vous me demandez ce que j'en retire comme gratitude. Coup de Pouce s'appuie sur un trépied ; un trépied est stable.

Paul SATIS : Les gens qu'on aide.

Nicolas VINCENT : Les acteurs qui agissent et les veilleurs qui ont de grandes oreilles et qui font venir à nous des personnes qui n'oseraient pas demander, ou qui ne nous connaissent pas, et qui peuvent faire appel à Coup de Pouce. Parmi les demandeurs, ce peut être des personnes physiques, mais aussi des associations et c'est le cas de l'équipe des sans-abris avec laquelle nous coopérons et avec qui il y a une vraie complémentarité.

Florent GOUBIER : Pour parler un peu de Coup de Pouce, au foyer Notre-Dame des sans-abris, nous nous sommes appuyés plusieurs fois sur Coup de Pouce. C'est vraiment une super asso qui s'engage pour aider les autres. Nous avons surtout demandé des aides matérielles. Je prends un exemple d'une sortie au ski avec des aides aux familles, car les équipements de ski peuvent en effet être très chers. Nous avons fait appel à Coup de Pouce et nous avons pu fournir toutes les personnes que nous accompagnions. C'est vraiment top.

Paul SATIS : J'en viens à votre trépied, Nicolas Vincent. Où trouvez-vous les acteurs qui vont donner le coup de pouce ? Avez-vous du mal à trouver des personnes qui s'engagent ? Elles sont assez



nombreuses au sein de la ville.

Nicolas VINCENT : Coup de Pouce est un réseau de 400 personnes, dont 200 personnes qui se sont engagées comme acteurs. Nous n'avons pas de problème pour trouver des acteurs, il faut venir nous voir si vous avez envie d'être acteurs. Nous avons en effet suffisamment d'acteurs et disons aux personnes qui viennent nous voir et qui s'engagent « Vous répondez quand vous voulez ». Quand nous avons une demande de Coup de Pouce, par exemple mettre une tringle à rideaux dans un appartement, nous l'envoyons aux 40 acteurs inscrits dans le service du bricolage et dans les 40, un ou deux répondront. Il est possible de ne pas entendre parler d'un acteur pendant un an alors que d'autres acteurs interviennent tous les mois. Il y a une très grande souplesse d'apport de service et beaucoup de jeunes retraités sont intéressés par la formule.

Paul SATIS : Certaines personnes ont besoin d'aide et ne la demandent pas. Vous cherchez des personnes qui ont besoin d'aide, vous êtes actif.

Nicolas VINCENT : Je peux donner un exemple : une personne qui fait partie de notre association, qui a déjà un certain âge, a lié une relation avec une jeune qui a dû quitter précipitamment son logement sans rien prendre ; elle s'est retrouvée dans un logement social sans rien. Cette personne qui fait partie de Coup de Pouce nous a mis en relation avec cette jeune qui a intégré un appartement sans rien. Nous avons demandé à notre réseau, environ 400 personnes, nous avons fait un appel à un lit, des draps, un lave-linge, une cuisinière. Une dizaine de personnes a répondu. Nous avons pu apporter une bonne partie des objectifs pour ce logement. Nous n'aurions pas eu connaissance de cette demande si une de nos sympathisantes ne nous avait pas mis en relation.

Paul SATIS : La crise du covid a-t-elle accéléré cette demande d'aide, notamment avec les personnes âgées qui se sont retrouvées très isolées ?

Nicolas VINCENT : Au moment du covid, nous avons en particulier été sollicités pour les courses. Un certain nombre de personnes âgées ne pouvaient pas sortir ou avaient plus de difficultés. Nous ne pouvons pas dire qu'il y en a eu plus, moins nous avons eu des actions ponctuelles d'une part pour les courses, et d'autre part, lors des vaccinations, la mairie de Caluire et Cuire nous a demandé d'assurer les accompagnements des personnes qui ne pouvaient pas se rendre par elles-mêmes aux vaccinations, ce que nous avons fait.

Paul SATIS : L'aide est de toute sorte, vous citez de petites actions du quotidien comme changer une tringle à rideaux, mais lorsque nous avons échangé, vous aviez parlé de choses qui peuvent complètement changer la vie comme ce Monsieur qui a trouvé une infirmière à la retraite pour l'aider. Ce peuvent être des aides de vie très importantes pour les personnes aidées.

Nicolas VINCENT : Un coup de pouce est ponctuel, mais notre objectif est de créer du lien. Quand nous apprenons que des liens durables se sont créés entre un acteur et un demandeur, une amitié, que des personnes continuent de se voir régulièrement, nous ne sommes pas toujours au courant mais quand nous l'apprenons, nous avons une grande joie parce que c'est effectivement pour cela que Coup de Pouce est créé. De très belles histoires se vivent à la suite de mises en relation.

Paul SATIS : Pouvez-vous nous raconter celle-là ?

Nicolas VINCENT : Je peux vous raconter une histoire qui s'est passée cet été. Une personne de Coup de Pouce longtemps engagée à Coup de Pouce a eu un AVC. Cet été, cette personne devait partir avec son épouse en vacances. Son épouse devait être aidée d'une personne qui s'est désistée à la dernière minute. Elle nous a donc demandé si nous, Coup de Pouce, pouvions trouver pendant 15 jours une personne qui pourrait l'aider deux à trois heures par jour pour la soulager dans ses relations et la relation avec son mari. Nous avons fait appel à nos 400 sympathisants. Une personne nous a répondu en une demi-journée, une ancienne infirmière qui a dit « Oui, banco ! J'y vais ! ». Nous avons revu cette personne récemment et un lien s'est créé entre celle qui est allée aider ce couple, avec cet homme qui a eu un AVC, et cette femme qui s'en occupe. Le lien est créé et perdure.

Paul SATIS : Dans cette société que l'on dit souvent assez individualiste finalement, l'entraide se fait, on n'en parle pas forcément. Nous le mettons un peu plus en lumière aujourd'hui, ce n'est pas très médiatique non plus. Finalement, l'entraide existe et est peut-être plus importante qu'on ne le pense.

Nicolas VINCENT : Parmi les moments les plus gratifiants de notre association, je citerai celui où nous recevons nos acteurs une fois par an. Nous essayons de les réunir une fois par an autour d'un apéritif dînatoire. Ils nous témoignent de la joie qu'ils ont à rendre service et à entendre

la gratitude des personnes auxquelles ils ont rendu service. Les humains sont ainsi faits : rendre service nous rend heureux. Je pense que nos acteurs sont heureux de pouvoir rendre service.

Paul SATIS : Flora, j'en reviens à vous et à votre engagement au service des autres, vous aussi alors que vous-même avez vécu des moments extrêmement difficiles. Vous avez quand même décidé de vous mettre au service des autres avec cette société que vous avez créée il y a trois ans qui s'appelle Inspiravie. Quel en est le principe ?

Flora MAZARICO : Inspiravie a deux volets : le premier est l'accompagnement coaching de vie. Il s'agit d'accompagner les personnes en situation de handicap, les aidants, et les personnes qui ont subi un traumatisme, lors de séances individuelles. Le deuxième volet qui est vraiment important pour moi, c'est la sensibilisation : sensibiliser aux risques routiers, sensibiliser au handicap et sensibiliser à la résilience.

Paul SATIS : Comment se passe l'aspect coaching ? Aidez-vous sur des points très concrets du quotidien ?

Flora MAZARICO : Ce sont des séances individuelles, mais il peut également s'agir de groupes de parole. Je suis maintenant patiente partenaire aux HCL. Il est aussi possible d'intervenir dans les services auprès des personnes qui viennent d'être accidentées. Le rôle est différent en fonction de la méthode ; les groupes de parole posent un thème, une situation et on en discute ensemble, comme nous le faisons aujourd'hui. Dans les séances individuelles, il est possible d'évoquer l'acceptation, des objectifs de vie, un retour au travail, un retour sportif. Les sujets à aborder sont nombreux et divers.

Paul SATIS : Depuis que vous avez créé cette entreprise, aidez-vous de nombreuses personnes ?

Flora MAZARICO : De nombreuses personnes, je ne sais pas, tout est relatif, mais j'ai la sensation d'avoir accompagné de beaux parcours de vie et d'avoir vu de belles évolutions. C'est donc gratifiant.

Paul SATIS : Sur l'aspect de la sensibilisation que vous évoquiez, il est vrai que vous êtes très engagée sur la sécurité routière. De quelle manière intervenez-vous ?

Flora MAZARICO : Ce sont clairement des sensibilisations ou des formations auprès de divers publics, tout comme des sensibilisations classiques. J'évoque principalement mon histoire, mon vécu et ensuite les chiffres qui sont parlants. Le message est de dire que cette situation peut arriver à tout le monde.

Paul SATIS : Une prise de conscience forte est-elle nécessaire sur ces sujets ?

Flora MAZARICO : Pour moi, la légitimité du vécu manque : une personne qui raconte une histoire sur ces sujets. Beaucoup de publicités de sensibilisation passent à la télé aujourd'hui et c'est de l'acting. Je veux que de vraies personnes viennent en parler, la réalité des choses, en

parler avec l'émotion du vécu, avec la réalité de ce que c'est et l'impact autour de la personne accidentée, handicapée ou malade, peu importe.

Paul SATIS : Vous faites ces témoignages et le faites encore aujourd'hui, vous êtes donc contrainte de reparler sans cesse de cet accident. N'est-ce pas trop lourd finalement ?

Flora MAZARICO : C'est moteur pour moi. Quand je me couche le soir, j'ai mon fauteuil à côté. Le matin, quand je me lève, j'ai mon fauteuil. Dans tous les cas, l'accident, le handicap sont présents. Pourquoi ne pas en faire quelque chose de beau et utile à la société et aux personnes qui viennent juste de le vivre ou aux personnes qui peuvent le vivre demain ?

Paul SATIS : Envisagez-vous d'aller plus loin, par exemple sur les réseaux sociaux, pour faire porter votre voix encore plus loin ? Quelles sont les perspectives d'évolution de ce que vous avez créé ?

Flora MAZARICO : Oui, sur les réseaux sociaux, j'essaie avec mon petit impact de sensibiliser. J'adore parler de sujets tabous parce que personne n'en parle.

Paul SATIS : Comme quoi par exemple ?

Flora MAZARICO : Comme la sexualité, le pipi, le caca clairement, les problèmes de peau. C'est sûr, les escarres, ce n'est pas beau, les ongles incarnés non plus. Mais quand on est en situation de handicap, on le vit. Tous ces sujets ne me font pas peur et sont très importants. Ces sujets provoquent une grande curiosité. J'en parle donc avec beaucoup d'ouverture et de légèreté, en tout cas j'essaie. C'est important. En parlant de projets, j'ai un gros projet avec mon papa : l'écriture d'un livre autobiographique avec les deux visions, la mienne et celle de mon papa qui a été aidant, parce qu'il ne l'est plus trop aujourd'hui, et qui a vécu toute cette histoire en parallèle de moi et d'une autre manière, qui est aussi très importante. On n'en parle pas assez, mais les aidants ont une place hyper compliquée. Ils sont autant en souffrance, et parfois beaucoup plus que la personne qui vit le traumatisme.

Paul SATIS : Puisque nous parlons d'engagement aujourd'hui, celui des aidants est un énorme engagement qui est souvent un engagement contraint et que les personnes font.

Flora MAZARICO : C'est finalement un engagement affectif : on le fait parce qu'on aime les personnes. D'un côté, c'est le plus bel engagement qu'on peut avoir et une très belle preuve d'amour.

Paul SATIS : Merci beaucoup à tous les quatre de vos différents témoignages. Je vais demander à Maud Sarda de bien vouloir me rejoindre à nouveau puisqu'il va être temps de conclure ensemble ces rencontres. Vous pourrez aussi intervenir si vous le souhaitez. Nous allons aussi essayer de retrouver Gilles Bœuf en visio pour cette conclusion.



CLÔTURE

Paul SATIS : Avant de parler de ce qui peut vous rapprocher et Gilles Bœuf, vous avez beaucoup cité Maud tout à l'heure, je souhaitais avoir votre réaction à ce qu'il vient de se dire sur ces engagements. Si je dois retrouver un lien dans tout ce qui vient d'être dit, et nous l'avons aussi entendu souvent hier, on a parlé de petites pierres, de petites choses. L'engagement n'implique pas forcément à très grande échelle, ce sont des engagements forts, puissants, mais qui sont aussi des engagements du quotidien. Gilles Bœuf, peut-être avez-vous un mot à dire là-dessus ?

Gilles BŒUF : Tout à fait et c'est ce que j'aime dans l'humanité : ce que j'appelle ces gens de bonne volonté. C'est tellement important lorsque l'on voit ce qu'il se passe aujourd'hui. Je suis un grand défenseur des femmes. Edgar Morin, il a 102 ans, disait encore récemment au président Macron « Vous savez, deux choses, le problème n'est pas la frénésie scientifique ou technologique, il est l'usage que l'on en fait. ». Il disait « À chaque fois que l'humain revient à la barbarie, qui trinque en premier ? Les femmes, les enfants, les animaux. ».

On a beaucoup parlé de ces questions. Je suis très touché, très sensible, très ému par tout ce que j'ai entendu, le « coup de pouce » qui est le mot magique. On aide des personnes qui sont dans le besoin, sans se poser de questions, en donnant de son temps et de sa passion. C'est pareil pour le naturaliste quand je lui parle de mes sciences participatives. J'ai 20 000 personnes qui tous les jours vont regarder les oiseaux, les papillons, chacun son truc, ce peut être les escargots, les chauves-souris, c'est très fort.

Un jeune disait tout à l'heure qu'il était content d'être en France pour ces aspects-là, moi aussi. Il n'est pas que Français, cela marche aussi en Amérique du Nord, les *citizen science*, ce qui marche aussi en Angleterre, dans les pays latins, mais cette préoccupation pour les autres est vraiment très importante, et pas que pour les humains, car tout le vivant non humain doit être pris en considération. Et on le fait de façon désintéressée. Ce Monsieur l'a très bien dit à l'instant, il m'a beaucoup touché, il a dit que quelquefois, l'humain donnait du plaisir et de l'envie d'exister pour cela.

dans le système, accrochez-vous et changez le système de l'intérieur ! C'est là où c'est très important. Effectivement, les jeunes avaient raison, tout le monde a sa place.

L'effet colibri a été repris par Pierre Rabhi à une époque, mais la révolte est importante, mais pas une révolte violente et en ce moment, je crains deux choses : comme on ne se préoccupe pas beaucoup de nos jeunes, ils sont en train de se radicaliser. Il faut se défendre parce que quand on vous dit depuis 20 ans qu'on va se préoccuper des problèmes, mais qu'on ne les prend pas vraiment en considération, il y a une révolte, c'est clair. Je le vois tous les jours dans les discussions. C'est aussi la question posée pour un scientifique : un scientifique doit-il devenir militant ? C'est une vraie question. Dans une réserve naturelle dans les Pyrénées, on n'a pas coupé un arbre depuis 140 ans, mais je vais perdre ma forêt. Vous évoquez les effets globaux tout à l'heure parce qu'il ne pleut plus et que mes hêtres ne vont pas le supporter longtemps. Comment se révolter à ce propos intelligemment pour faire avancer les choses ? **Je pense que ces petits effets colibri bout à bout sont importants, mais il ne faut pas non plus tomber dans la violence**, la fermeté, oui, par contre. Regardez ce qu'a fait Gandhi en Inde : il a bien mieux changé le système que n'importe quel système militaire sans la violence. Pour cela, il faut une très forte abnégation, un très fort état d'esprit, une très grande détermination.

Paul SATIS : Nous allons revenir sur ce qui vous unit tous les deux, sur les mots que vous avez employés, Gilles Bœuf, tout à l'heure « Le futur n'est pas la rentabilité ». Vous dites que c'est ce qui détruit le vivant, ce qui détruit l'humain. Vous vous rejoignez tous les deux sur ce point, Maud.

Maud SARDA : La rentabilité ou le numérique ou les bénéfices, c'est toujours pareil, c'est ce qu'on en fait. En soi, la rentabilité n'est pas mauvaise, la croissance non plus.

Paul SATIS : Vous cherchez de la rentabilité finalement à Label Emmaüs.

Maud SARDA : Je le disais tout à l'heure : j'assume d'être sur un modèle qui a besoin d'une forte croissance pour se rentabiliser et d'avoir comme objectif une rentabilité. Que vais-je faire de cette rentabilité ? J'inscris dans les statuts de l'entreprise que j'ai créée que 100 % des bénéfices seront réinvestis dans les réserves. J'inscris que notre mission, notre objet social, est de combattre toutes les formes d'exclusion. Tout dépend de ce que l'on fait des choses. En soi, ce n'est pas forcément un problème de mon point de vue. En revanche, le système économique est devenu complètement fou, il est sidérant de nouvelle en nouvelle, quand on voit qu'une entreprise comme *Shein* par exemple, avec tout ce que l'on sait, on sait que les personnes ont un jour de congé par mois, qu'elles travaillent 12 heures par jour dans des entrepôts insalubres pour sortir des milliers de nouvelles collections chaque jour ! Malgré ces dégâts colossaux sur l'humanité et l'environnement, cette entreprise a levé 1 milliard. **Je suis persuadée que le problème principal se trouve dans le monde de la finance ; ce monde-là est malade et nous fait tous aller à notre perte parce qu'il a un poids gigantesque sur le pouvoir politique qui aujourd'hui n'a pas le courage, ou les coudées assez franches en tout cas, pour réglementer de façon extrêmement urgente le secteur économique.**

Paul SATIS : C'est peut-être pire que cela, il est peut-être systémique, Gilles Bœuf ? Il est donc compliqué d'en sortir.

Gilles Bœuf : Je ne suis pas du tout contre le fait qu'une entreprise puisse faire du profit, j'ai été très clair, mais jamais de profit construit sur la destruction du vivant, de la nature et de la Terre. C'est là où nous devons nous mettre d'accord tous ensemble. Dans la scène capitaliste qu'on peut



critiquer par ailleurs, si l'entreprise qui fait du profit crée de l'emploi dans certaines conditions et jamais dans les conditions que j'évoquais tout à l'heure, c'est très bien. Tout le monde peut vivre et a accès à une rente. Nous avons dit que le PIB n'était plus du tout un indicateur de bien-être. Je disais tout à l'heure qu'en France, aujourd'hui, plus de femmes arrivaient à 100 ans et qu'il n'y a pas beaucoup de garçons. Par contre, il est vrai qu'on ne vit pas plus longtemps que Jeanne Calment. Arrêtons de prendre ces phares du développement. Maud parlait de croissance, tout dépend ; je ne veux pas d'une croissance construite avec une destruction de l'environnement. Je préfère faire une croissance à un point qu'à dix points dans ces conditions. Quel type de croissance ? Quels paramètres ? Quelles mesures ? Quelle métrique avons-nous pour la mesurer ? L'un des meilleurs est effectivement un bien meilleur partage des ressources, c'est absolument évident. Il faut détruire ces inégalités qui sont là. Ce capitalisme sauvage et ce libéralisme amènent à la fin du système. Il n'est pas possible de continuer ainsi. Qui trinque en premier ? Toujours les femmes, toujours les pauvres, ce n'est pas possible.

Paul SATIS : Comment en sortir ? Par l'éducation ? Par la politique ? Par l'engagement citoyen ?

Maud SARDA : L'éducation est la première des choses. Je ne me souviens pas que dans mon parcours académique on m'ait parlé d'une autre forme d'économie, et encore moins en école de commerce. Je n'ai absolument jamais entendu parler du monde coopératif en école de commerce. Je n'ai absolument jamais entendu parler d'économie circulaire ou d'économie solidaire, encore moins. À mon époque, il y a 20 ans d'école de commerce, dans l'esprit des personnes, je pense que c'était déjà une économie au rabais, une économie pour les pauvres. Encore de nombreuses personnes le pensent ! On en a parlé un peu hier : je trouve qu'en général, on parle du social, nous l'avons récemment vu avec *Les Restos du Cœur* qui ont une grosse place médiatique, mais ce point de vue reste caritatif. On reste sur de l'urgence, sur du caritatif. Et quand on ne s'appelle pas *Les Restos du Cœur*, on peut continuer à se battre pour avoir un peu de sous aussi, ce n'est pas si simple.

De l'autre, il y a beaucoup de critiques en effet du monde économique tel qu'il est aujourd'hui dans les médias. On parle de plus en plus d'écologie, pas assez de social de mon point de vue, en tout cas d'inclusion, d'insertion professionnelle. Parle-t-on d'autres modèles, d'autres voies ? Construit-on un imaginaire différent ? Un imaginaire qui peut se reposer sur des choses qui existent ? Le monde coopératif existe depuis 150 ans, ce n'est pas nouveau. J'appelle pour ma part une réglementation extrêmement sévère sur les vices, la prime aux vices, ça suffit ! Plus on est vicieux économiquement en matière de pratiques commerciales et écologiques, plus on marge, plus on gagne d'argent, et plus on lève des fonds ! C'est complètement fou. Il faut donc réglementer, c'est le seul moyen de faire changer les choses. Les consommateurs, et chacun à notre niveau, ne pourront pas faire changer les choses assez vite. C'est certes aussi important, mais la réglementation est le principal. Il existe ensuite un enjeu gigantesque en matière de communication pour que la société se crée un autre imaginaire.

Paul SATIS : Gilles Bœuf ?

Gilles BŒUF : Vous m'avez écouté : il faut accepter des choses qui ne servent à rien. Il faut quatre piliers ; pour moi, la science, évidemment, les ONG, les citoyens, les entreprises doivent aussi s'y coller avec le monde politique. C'est tout en même temps. Je reviens à ce que je vous ai dit ; je vous ai

ramené à 4 milliards d'années. Il y a 4 milliards d'années, le vivant savait qu'il fallait travailler ainsi. Les coopératives agricoles étaient un merveilleux système en France. Pourquoi cela a-t-il failli ? Dès le moment où elles ont commencé à vendre les pesticides. C'est là que nous perdons les repères. Les inégalités actuelles sont le moteur des désordres, c'est absolument évident. Le premier objectif des Nations Unies dans les ODD est d'éradiquer la pauvreté. C'est fondamental. La plus grande maladie actuelle de l'humanité est la pauvreté, parce qu'on ne s'occupe pas de ceux qui sont pauvres. Ce sont toujours eux qui trinquent. Pourquoi sont-ils devenus pauvres ? Nous avons un colloque alimentation à Bordeaux cette semaine où on parlait beaucoup de l'autisme qui explose en France en ce moment chez les enfants, Maud, parce qu'on fait des horreurs en les soumettant aux écrans. Le masque a aussi énormément fait de mal à nos enfants durant la crise covid. Comment travailler là-dessus ?

Les pauvres étaient maigres, maintenant ils sont gros. Que s'est-il passé ? Comment l'expliquer ? Il faut revenir à des bases claires. Une grande partie de ce que nous affirmons s'appelle du bon sens.

Paul SATIS : Néanmoins, la régulation politique n'existe pas. Des objectifs sont fixés par le Giec en matière d'environnement, des objectifs politiques sont donnés avec une prise de conscience politique. Nous avons l'impression de vivre dans un monde totalement dérégulé. Malgré tout, dans ce monde, une forme de régulation est peut-être en train de s'accroître, peut-être pas suffisante, vous allez me le dire.

Maud SARDA : Je parlerais peut-être d'un point de vue plus social et je laisserai Gilles parler de réglementation sur le vivant. Il me semble que



certaines choses ne seraient pas si compliquées à faire. On se réfugie beaucoup derrière des normes européennes qui elles-mêmes se réfugient derrière un système mondial. C'est un peu facile finalement, on ne peut jamais rien faire parce que cela nous dépasse, c'est plus haut. Ce n'est pas vrai. En France, des budgets français sont décidés ; un plan de relance covid a été engagé, un énorme plan de planification écologique arrive également. Nous avons la capacité de mettre des critères. Nous pouvons tout à fait décider de flécher des fonds publics selon des critères définis. J'ai participé à l'annonce en fanfare de la french tech des 120 prochaines licomes valorisées, on l'espère à 1 milliard. Le ministre du Numérique était heureux d'annoncer que ces 120 avaient créé 50 000 emplois. Asséner de tels chiffres, certes, mais il faut peut-être les ramener à un contexte. Ils ont créé 50 000 emplois, ce qui, il est vrai est bien pour 120 entreprises, mais à côté, elles font 11 milliards de chiffre d'affaires. Lors de cette conférence, j'ai proposé un petit calcul : divisez 11 milliards par 50 000 et vous arriverez à un rapport d'un emploi tous les plus de 200 000 euros de chiffres d'affaires. Je leur ai dit que je n'avais que 60 salariés, il est donc certain que je ne vais pas disrupter l'économie française. J'ai néanmoins créé ces postes avec 2 millions de chiffre d'affaires, ce qui fait un rapport de 1 à 22 000, 21 000. Je crée dix fois plus d'emplois proportionnellement au chiffre d'affaires.

Pourquoi les fonds publics ne sont-ils fléchés de cette façon ? Que la finance prenne d'autres critères, certes, mais que les fonds publics ne suivent pas cette logique ? Et je ne parle que de création d'emploi, je n'ai pas encore parlé de pourcentage de personnes en insertion que j'ai dans mes équipes, de pourcentages de femmes, etc.

Paul SATIS : Gilles Bœuf, Maud citait la planification écologique présentée récemment, la prise de conscience politique qui suit une prise de conscience citoyenne, ou peut-être avant, nous en parlions tout à l'heure. Ce n'est peut-être pas suffisant, mais les choses ont beaucoup avancé. On cite par exemple la qualité de l'air dans les villes qui s'est plutôt améliorée ces 20 dernières années.

Gilles BŒUF : Tout dépend où. La qualité de l'air tue beaucoup plus que le covid, on ne le dit pas suffisamment à nos concitoyens. Nous avons des mesures sur le toit de Jussieu à Paris. Lors du covid, alors qu'aucun avion ne décollait plus, nous avons eu les premiers cas de systèmes où il n'y avait plus de bruit. Le bruit est interdit dans des zones de forêts françaises mais des avions passent toujours. C'est ce retour qui me pose problème aujourd'hui : c'est la démesure et la dérégulation. Aujourd'hui, vous achetez un billet d'avion 5 euros pour aller de Bordeaux aux Canaries ; c'est monstrueux. Comment ce système va-t-il continuer ? Dans quelles conditions ? On dit qu'il faut que les pauvres voyagent ; nous sommes entièrement d'accord, il faudrait par exemple, que quand on travaille, on ait dans le contrat de travail un voyage avec sa femme et son mari, mais pas toutes les semaines pour aller dans sa maison de vacances qui est à l'autre bout de la planète. C'est bien le problème. On vend des billets d'avion Paris – Pékin avec un départ le vendredi et un retour le lundi matin ! Je suis désolé, ce n'est plus possible ! Il faut qu'un système ferme prenne cette situation en main. Il faut que tout le monde y participe. Je suis tout à fait Maud : comment arrive-t-on à créer des situations où l'humain n'est pas maltraité ?

Je reviens au cas des bébés. Vous savez que le bébé humain est prématuré parce que la maman ne le porte que neuf mois. Neuf mois sont longs pour une maman par rapport à un chimpanzé qui le porte 12 mois ; on regarde comment le petit animal issu de neuf mois de grossesse ou 12 mois, on est très proche, se débrouille. La nature a pris un énorme risque avec l'humain : mettre au monde un bébé qui n'est pas du tout terminé. Vous prenez un bébé humain, vous le posez par terre, il est mort dans les heures qui suivent alors que partout ailleurs, ils se débrouillent. Cela marche bien, et c'est cela qu'a créé ce qu'est l'humanité aujourd'hui, ce qui a permis à son cerveau de se développer et de faire de l'humain un homo faber, on construit. Comme dit Edgar Morin, on n'est pas mal demens et pas encore sapiens.

Ce sont tous ces éléments qu'il faut prendre en considération, et pour ce faire, il faut de la transversalité, il faut des mathématiques appliquées, bien sûr de la physique, de la chimie, de la biologie, de l'écologie, mais aussi des sciences humaines et sociales, la sociologie que Maud évoquait à l'instant,



l'anthropologie, la géographie qu'on a oubliée et un poil de philosophie, ce n'est pas mal non plus. Comment reprendre tout cela dans l'éducation avec nos enfants dans le système actuel dans lequel on nous assassine depuis dix ans l'enseignement des sciences de la vie et de la terre au lycée ?

Paul SATIS : Plus de philosophie, c'est ce que disait Cynthia Fleury hier.

Gilles BŒUF : Oui, je l'aime bien Cynthia.

Paul SATIS : Je vais reprendre un exemple que vous venez de citer. Il est vrai qu'il serait assez tentant de me voir proposer un billet d'avion pour aller passer un week-end à Pékin à 100 euros, et pour certains d'entre vous aussi peut-être. Aurais-je envie de le faire ? Mon bilan carbone ne sera évidemment pas très bon pour ce week-end, c'est une évidence. Est-ce ma faute ? Est-ce la faute d'un système ? La faute de la compagnie qui propose ce billet ?

Gilles BŒUF : Ce n'est pas le prix ; c'est l'environnement qui paie le prix, et tout le monde bien évidemment. Si le prix est correct et correspond à un billet pourquoi pas. Je ne suis pas aussi dur que Jancovici qui dit « un voyage loin tous les deux ans ». Le 20 janvier 2020 était le jour pendant lequel tous les avions avaient volé : 100 000 numéros de vols déposés. J'avais cru que c'était... on y revient. Ce n'est pas possible d'y revenir, nous n'en avons pas besoin ! Un vol Londres – Malaga à quelques livres est fait tous les samedis. Ce n'est pas possible ! Ce ne sont que des types, ils ne vont jamais apprendre un mot d'espagnol, ils vont picoler, ils ne prennent pas de nuit d'hôtel. A-t-on inventé les avions pour cela ? Cette pratique détruit terriblement l'environnement. Le surtourisme est aussi un problème que nous devons évoquer. En France, nous le vivons de façon très forte en ce moment. Comment nous mettre enfin d'accord tous ensemble ? Il faut passer par quelque chose que nous connaissons bien dans la régulation de l'accès aux ressources pour les pêches par exemple : la limitation d'accès à la ressource. Maud a eu tout à l'heure une très jolie parole : elle a dit « faire



de l'économie avec le bien commun au cœur ». Ce n'est pas du tout ce que l'on fait aujourd'hui. On paie donc le bien auquel on veut prétendre et on se prive d'autres choses pour pouvoir le faire. Je ne suis pas gêné par le fait d'aller passer trois ou quatre semaines en Chine, mais je suis désolé, aujourd'hui, il faut arrêter ces systèmes où on a complètement tué... Et ces personnes lorsqu'elles arrivent dans ces pays dépensent peu et détruisent l'environnement beaucoup plus qu'ailleurs. Le surtourisme est monstrueux ! En pays catalan, vous avez 10 000 habitants l'hiver et 1 million l'été. Est-ce possible ? Non, ce n'est pas possible.

Paul SATIS : Je vais me faire l'avocat du diable, mais si j'ai envie d'aller en vacances en Catalogne parce que c'est sympa, c'est aussi ma liberté individuelle.

Gilles BŒUF : Je m'en fiche complètement. Si le prix à payer est de détruire l'environnement, on y va d'abord beaucoup mieux répartis sur l'année. On peut y aller bien sûr, il n'y a aucun problème, et cela fait bien évidemment vivre des gens, mais dans le désordre actuel. Tout est lié : ce surcapitalisme que nous évoquions tout à l'heure, la vente de produits dont on n'a absolument pas besoin. Dans un rayon de supermarché aujourd'hui, il y a 30 marques de ketchup. En a-t-on besoin ? Ce sont là de vraies questions que nous devons nous poser.

Paul SATIS : Si nous n'en avons pas besoin, les gens qui fabriquent le ketchup vont rétorquer qu'ils ont de l'emploi et demanderont pour quelles raisons ils n'en feraient pas si leurs concurrents en font. Est-ce finalement un problème de système ?

Gilles BŒUF : Ce libéralisme a amené à la situation actuelle.

Paul SATIS : Maud ?

Maud SARDA : On peut assez facilement déconstruire ces arguments, il suffit de regarder la distribution de richesses de ces entreprises, combien partira en dividendes en enrichissement de quelques-uns et combien sera réellement distribué aux salariés et s'il n'y a pas eu de plans sociaux les dernières années. Ce n'est pas si compliqué. On commence à voir la réalité des choses, et la bonne vieille excuse de l'emploi... Un mouvement assez sain est également porté par le gouvernement autour de la réindustrialisation française ; peut-être est-ce une belle piste si on arrive à la mettre en œuvre avec le maximum de respect de l'environnement. Ce choix pour le consommateur lui a-t-il tout d'abord apporté plus de bonheur ? Parce que c'était bien la promesse du capitalisme : quand vous aurez 30 marques de ketchup différentes, vous serez encore plus heureux. Des enquêtes sur le bonheur sont réalisées chaque année dans le monde entier : les pays les plus pauvres ont les taux les plus élevés. On sait très bien que le bonheur n'a rien à voir. Qu'est-ce qu'on veut en faire ? Veut-on être heureux ou avoir 30 marques de ketchup qui permettent à trois personnes d'être riches et de prendre leur jet quand elles veulent ?

Paul SATIS : Je pense que nous avons tous déjà commandé un truc sur Amazon, ne nous mentons pas. Non ? OK, je n'ai rien dit !

Maud SARDA : Nous sommes une salle de résistants !

Paul SATIS : Quelques-uns d'entre nous ont donc commandé sur Amazon. Faut-il nous l'interdire ? C'est bien la question. Quand on achète sur Amazon, la finalité n'est évidemment pas d'enrichir Jeff Bezos qui est déjà très riche. Ce n'est pas la finalité du client ni celle du citoyen. Est-ce une question d'éducation de citoyeneté, voire une question politique et interdire ?

Maud SARDA : Si déjà on pouvait appliquer la loi, ce serait pas mal. L'actualité est chaude avec Amazon qui se fait attaquer par l'antitrust américain



pour pratiques déloyales. Ils existent depuis 27 ans, ce n'est pas un scoop, nous savons très bien ce qu'ils font depuis tout ce temps. Il est vrai qu'aujourd'hui, l'affaire prend des proportions gigantesques. Il faut comprendre le système : ils ont fait des levées de fonds successives pendant 27 ans pour compenser un déficit abyssal chaque année, déficit leur permettant de faire du dumping économique pour tuer la concurrence (livraison gratuite, retour gratuit, livraison en quelques heures). Moi qui suis dans l'e-commerce, je sais à quel point c'est impossible. Je ne le fais pas et j'ai déjà du mal à être rentable alors que je n'ai même pas à verser de dividendes à des actionnaires.

Nous savons que ce système est impossible à tenir. C'est un dumping économique très clair qui a permis de tuer la concurrence. Une fois qu'il n'y a plus de concurrence, ils sont en situation de monopole extrême ; vraiment extrême. Ils peuvent donc aujourd'hui facturer aux marchands qui passent par leur plate-forme jusqu'à 50 % de commissions, ce que l'antitrust américain montre alors qu'il y a cinq ou six ans, ce taux n'était que de 36 %. Chaque année, 1 % de plus. Ils essorent tous les marchands qui ne peuvent plus passer autrement que par Amazon, et tenez-vous bien, ils les empêchent de vendre moins cher ailleurs. Des marchands ne peuvent même pas vendre leurs propres produits moins cher sur leur propre canal de vente par rapport à Amazon, sinon Amazon les invisibilise et les fait disparaître de leur plate-forme. On est dans un système... ! Faut-il empêcher Amazon d'avoir recours à de telles pratiques ? Oui, il faut les en empêcher, car une loi existe en matière de concurrence. Il suffit d'appliquer la loi.

Paul SATIS : Gilles Boëuf ?

Gilles BŒUF : Je ne suis pas pour le fait d'interdire. Je ne suis pas pour des sanctuaires où l'humain ne rentre pas. Par contre, on mérite l'endroit où on va. Je me bats avec le maire depuis des années pour ma réserve naturelle : pas de route, on y va à pied ! On mérite ce site exceptionnel. Les gens qui y vont à pied sont en général bien plus respectueux. J'ai vu des personnes capables de quitter une ville, d'aller à 300 km de là, de regarder la côte et de repartir de là où ils venaient sans descendre de la voiture. C'est un problème d'éducation, évident. C'est ce qu'il faut que nous combattons tous ensemble. L'éducation est partout, chez les tout-petits et chez les consommateurs aussi, bien évidemment. Interdire, oui, lorsque c'est très délétère pour l'environnement ou pour les autres.

On nous écoute depuis ce matin ; que veut-on faire ? On veut vivre heureux, bien sûr, chaque humain est ainsi, avoir une famille, des enfants, des petits-enfants, créer des emplois, c'est aussi important à condition qu'ils ne soient pas créés sur la destruction du capital du vivant ou des milieux, je le répète – et ce sans détruire l'endroit dans lequel on habite ou l'endroit où d'autres habitent. C'est un changement de mentalités. Nous avons les neurones pour savoir le faire ; des personnes le font très bien. Comment faire ? C'est une question absolument essentielle. Pour ce faire, il faut un respect. Savez-vous ce que nous avons perdu dans tout cela ? Nous avons perdu l'amour, voilà pourquoi ça ne marche pas en ce moment, y compris de nos enfants que nous maltraitons.

Paul SATIS : C'est exactement ce que disait Latifa Ibn Ziaten hier, le manque d'amour. Vous êtes un spécialiste du biomimétisme, nous en avons parlé tout à l'heure, Gilles Boëuf. Vous dites qu'il faut plus d'entraide que de compétitions dans le vivant. Nous parlons d'engagement aujourd'hui, il faut donc nous en inspirer ; est-ce là la ligne de conduite ?

Gilles BŒUF : Bien sûr. Il y a 4 milliards d'années, connaissez-vous une entreprise qui a duré aussi longtemps ? 4 000 millions d'années ? Il a subi les pires avatars, puisque le climat a tout le temps changé. Une terre gelée jusqu'au fond, il ne restait presque plus d'eau liquide dans l'océan, une terre qui n'était plus chaude, plus acide, plus basique, de gigantesques volcans qui ont d'ailleurs créé des crises d'extinction. Le vivant est souvent passé au ras du système et malgré tout, le vivant s'est adapté. Il est toujours là. Je l'ai dit : le vivant innove sans arrêt et accepte de changer. C'est là que ça ne marche pas pour nous. Je vous écoute tous, les amis, le monde associatif, les jeunes qui ont parlé d'engagement, ce que disait Maud tout à l'heure : tout est là. C'est le respect de l'autre, l'humilité.

Il faut tuer trois gros défauts. Je ne veux tuer personne, mais trois défauts, oui.

- D'abord l'imprévoyance. L'humain ne réfléchit pas plus loin que le bout de son nez. Il faut une culture de l'impact. Que se passera-t-il si je fais ceci ou que je ne fais pas cela ?

- L'arrogance surtout masculine, les femmes en savent quelque chose. Mon problème est que les femmes tombent amoureuses de types arrogants, ce qui n'arrange pas non plus les choses ;

- La cupidité.

Si dans l'éducation, dans les relations avec les autres, on arrive à en parler en permanence, en s'inspirant du vivant – avez-vous vu ce que fait ma libellule ? Et que fait-on ? Des parkings sur les mares et on met des pesticides dedans, il faut vraiment changer le système –, vous verrez que nous trouverons finalement beaucoup plus de bonheur.

Comme l'a dit Maud tout à l'heure, le bonheur n'est pas du tout d'être de plus en plus riche ni d'être de plus en plus à accaparer les choses en détruisant les autres. Il est clair que le problème essentiel aujourd'hui porte sur les inégalités sociales. Nous ne pouvons pas continuer ainsi. C'est terrible parce que les riches veulent rester riches et les pauvres veulent devenir riches. Comment gérer de telles choses ? Quand on sort de la caricature, bien sûr, on en a envie, mais il faut accepter de changer. Les pauvres ont bien évidemment le droit de devenir riches, mais pas dans les mêmes conditions que les riches hyper riches qui ne doivent pas rester ainsi.

Paul SATIS : C'est ce que nous voyons finalement chez Emmaüs ; il faudrait peut-être moins d'individualisme.

Maud SARDA : Surtout plus de partage. C'est peut-être un peu la même chose, mais je citerai de nouveau une phrase de l'abbé Pierre que j'aime beaucoup : « Le contraire de la richesse n'est pas la pauvreté, c'est le partage. ». Dans l'action de l'abbé Pierre, nous ne retrouvons pas forcément une culpabilisation du fait d'être riche, mais le fait que chacun doit faire quelque chose à sa mesure. Oui, les riches doivent faire des choses bien plus importantes que les pauvres ! C'est proportionnel à leurs capacités. À un moment donné, je ne comprends pas pourquoi nous ne pouvons pas avoir un débat serein en France sur la redistribution, sur la solidarité nationale. En dix ans, nous constatons deux fois plus de personnes à la rue. La fondation abbé Pierre a beaucoup alerté à ce propos. La population française n'a pas doublé en dix ans. Il y a un grave problème de creusement des inégalités et de l'extrême exclusion qui se renforce. Ce n'est pas si compliqué à attaquer. Ces volumes ne sont pas si importants à l'échelle de la France ; 2 000 enfants sont à la rue, 2 000 c'est insupportable, et 2 000, c'est solvable. Comment pouvons-nous continuer à accepter que des enfants dorment dehors ? C'est insensé ! Quand on est Les Restos du Cœur, on peut aller sur le plateau de TF1 et Les Restos du Cœur font un travail formidable. Heureusement qu'ils sont là ! Ils ont cette chance d'avoir cette aura et d'avoir ce micro qui leur est tendu à un moment donné et les millions arrivent d'un coup. Mais ce n'est pas à Bernard Amault ou à je ne sais qui de décider que son argent ira à telle ou telle cause. Un système de redistribution doit se mettre en place, un système où chacun paie à son échelle ainsi qu'en fonction des enjeux du moment. Aujourd'hui, les enjeux sont gigantesques. Une redistribution à cette échelle est nécessaire.

Gilles BŒUF : Sous le seuil d'extrême pauvreté, 1 euro par jour et par personne, plus des deux tiers sont des femmes, il faut le hurler ! Alors que passés 25 ans, il y a plus de femmes sur la Terre que de garçons. Pourquoi ?

Maud SARDA : Une question a porté sur les lobbies. Nous parlions d'éducation tout à l'heure ; je suis assez convaincue que ceux qui sont aux manettes des décisions sont aussi dans un entre-soi malheureusement, et ont donc un manque de connaissance de ce qui peut exister de différent comme façon de faire de l'économie, de créer de l'emploi. Je pense qu'il y a certainement beaucoup de méconnaissance. Il faudrait pouvoir le

résoudre un minimum par plus de mixité, plus de diversité à tout échelon dans notre société, et en particulier dans les lieux de pouvoir médiatique, de pouvoir politique, de pouvoir financier. Cet entre-soi ne permet pas d'être sensibilisé aux autres réalités. Bien évidemment, le lobby économique ou le lobby financier est extrêmement puissant. Je me demande si la première raison n'est pas une vision assez étriquée par rapport au système que nous avons connu ces dernières décennies impliquant de ne pas réussir à voir qu'autre chose est possible.

Paul SATIS : Merci beaucoup tous les deux, merci à Maud Sarda, merci beaucoup à vous, Gilles Bœuf. Le mot de conclusion, maintenant. On peut les applaudir.

Le mot de conclusion revient à Philippe Cochet, le maire de Caluire et Cuire. Avez-vous été un auditeur attentif de ces deux journées auxquelles vous avez participé depuis le début ? Qu'en reprenez-vous ?

Philippe COCHET : Je remercie tout d'abord tous ceux qui ont accepté de participer à cette 8e saison des Entretiens Caluire et Cuire-Jean Moulin. Dans cette notion d'engagement, j'ai surtout été marqué par la variété, et comme les différents intervenants ont pu le dire, tout le monde a une grande idée, mais la partage très peu. Dans vos propos ainsi que dans les propos de Gilles Bœuf, j'ai relevé cette méconnaissance structurelle du rôle que chacun peut réaliser en tant qu'acteur que je trouve très intéressante pour permettre simplement d'améliorer le quotidien, de faire en sorte que la vie se passe bien avec des références qui peuvent évoluer dans le temps ainsi que vous le disiez. J'ai été très impressionné, il y a eu des moments très forts, des moments d'émotion ; des personnes ont pleuré, des personnes ont eu des moments très importants à titre individuel.

Ces Entretiens sont nés d'une réalité quand des enfants de la République ont retourné des armes contre leur pays ; nous nous sommes dit « Il y a un truc qui ne va pas dans notre pays. ». À notre modeste niveau localement, nous avons créé ces Entretiens simplement pour nous parler, échanger et parler un peu différemment de ce que nous voyons les trois quarts du temps, c'est-à-dire trois minutes sur un sujet dans le meilleur des cas et ne jamais discuter sur le fond. Réussir à discuter sur le fond non pas pour les très intelligents ou les personnes qui ne sont pas formées, qui sont écartées de ce projet est une erreur majeure : nous avons toujours essayé de faire en sorte que tout le monde soit présent. Il est bien d'être à 8 000 m, mais derrière, une traduction doit se passer au niveau du terrain, ce à quoi nous nous sommes employés. C'est en tout cas le sens de l'organisation et de ce qui a été créé en l'occurrence par Robert Thévenot. Prendre du temps entre citoyens pour discuter est indispensable pour avoir une traduction concrète pour le quotidien et à notre petit niveau parce que lorsque l'on écoute Gilles Bœuf, on se sent tout petits par rapport à ce vivant. Avoir des citoyens vivants qui s'engagent est une très belle chose.

Paul SATIS : Nous avons aussi vu ce matin qu'ils étaient nombreux, nous les avons entendus, y compris les jeunes.

Philippe COCHET : J'étais très ému en les écoutant et je sais qu'ils ont travaillé avec des étudiants de Sciences Po pour le faire. Chapeau ! Ce moment a fait partie des grands moments de ces journées.

Paul SATIS : Merci beaucoup à tout le monde.

Merci d'avoir participé à cette 8^e édition des Entretiens Jean Moulin. Vous avez retenu le message : engagez-vous !
Bonne journée, bon week-end.





Hôtel de Ville de Caluire et Cuire
Place du Docteur Frédéric Dugoujon
BP 79 - 69642 Caluire et Cuire Cedex
Tél. 04 78 98 80 80 - www.ville-caluire.fr

 /villeCaluire/